

Les Italiens de Montréal sont divisés sur la question du bill 63

page 8

Semaine
du 15 au
21 avril
1973

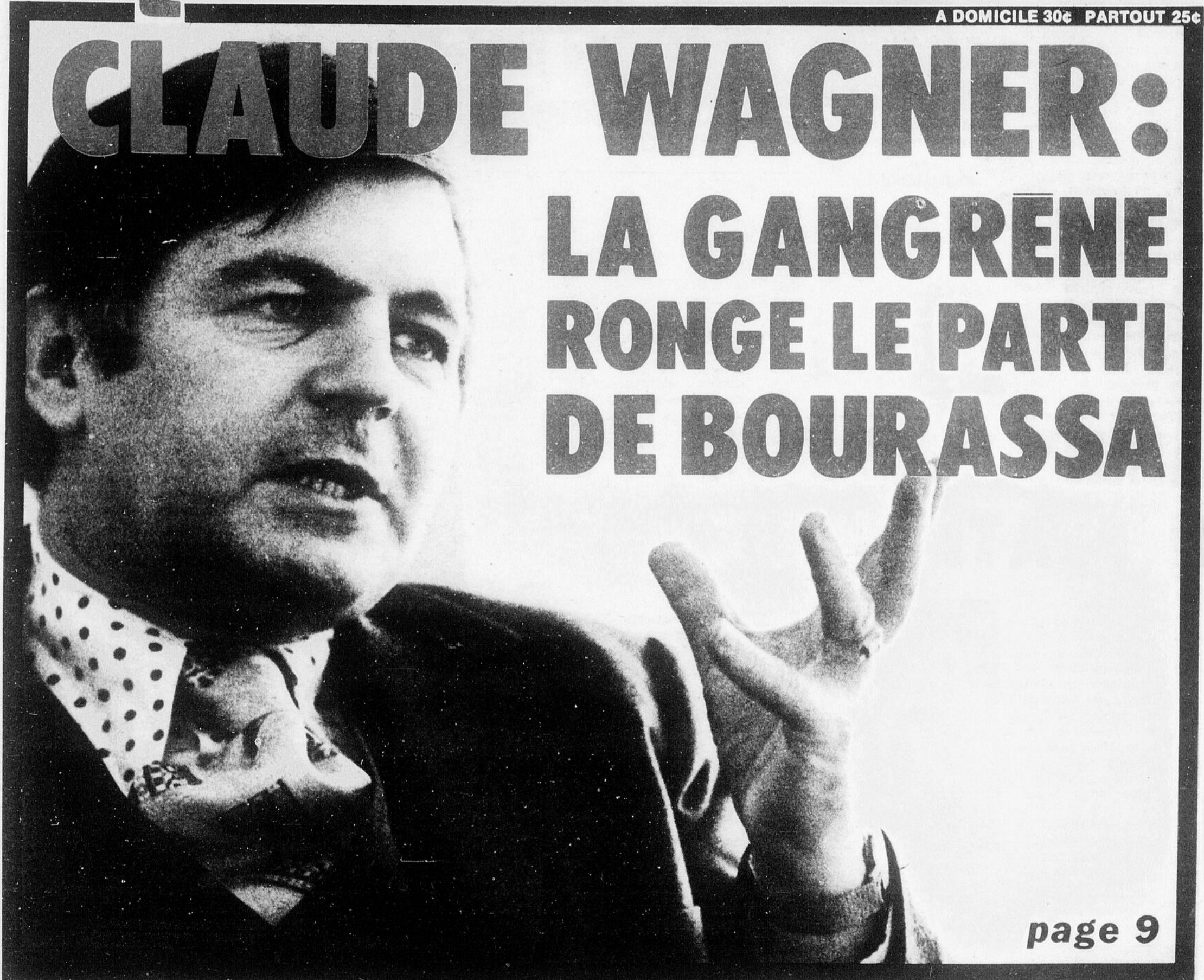
5e année No 15

QUÉBEC-PRESSE

A DOMICILE 30¢ PARTOUT 25¢

CLAUDE WAGNER:

LA GANGRÈNE RONGE LE PARTI DE BOURASSA



page 9

photo Yves Chaput

miniloto TIRAGE 02
VENDREDI,
13 AVRIL 1973

24 SERIES EMISES
POSSIBILITE DE
24 gagnants de \$5,000.

68119 — 24 gagnants de \$5,000.

8119 — 192 gagnants de \$500.

119 — 1944 gagnants de \$100.

**LOTO
PERFECTA**

2e course, le 12 avril 1973

RÉSULTAT

ORDRE: \$982.10 (161 PRIX)

DÉSORDRE: \$35.20 (4489 PRIX)

VENTES TOTALES: \$658,822.00

| A | B | C | D |
|---|---|---|---|
| 4 | 5 | 2 | 8 |

1er mai : la manifestation s'organise

par Louis Fournier

Les préparatifs vont bon train en vue de la manifestation qui se tiendra le mardi soir premier mai, à Montréal et à Québec, pour la libération des trois présidents de centrales. Cette manifestation doit être le point culminant d'une campagne de mobilisation des travailleurs qui a pris de l'ampleur, la semaine dernière, avec la venue au Québec de quatre représentants du mouvement ouvrier international.

Le départ de la manifestation se fera au carré Viger, vers 19 heures 30. Des affiches et des collants Premier Mai ont commencé à apparaître un peu partout. Pour le moment, on est assuré de la participation de nombreux syndiqués de la CSN ainsi que des groupes populaires et des milieux étudiants. Des contacts sont en cours, nous a-t-on assuré, avec les syndicats d'enseignants affiliés à la CEQ et des syndicats de la FTQ.

"Chantage"

Le gouvernement libéral a officiellement maintenu sa "ligne dure", la semaine dernière, lors du passage au Québec de MM. Maurice Boudreau, président de la Con-



ANDRÉ BRACONNIER, secrétaire général du Secrétariat professionnel international de l'enseignement à Bruxelles, lors du colloque sur la répression anti-syndicale qui a rassemblé un millier de personnes à Québec.

fédération mondiale du travail (CMT) Herebert Maier, adjoint au secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), Marius Delsal, secrétaire de la Fédération internationale des syndicats de l'enseignement et André Braconnier, secrétaire général du Secrétariat profes-

sionnel international de l'enseignement. Après les avoir rencontrés, le premier ministre Bourassa a cru devoir dire qu'il ne céderait pas au "chantage" (sic) des grandes centrales internationales!

Lettre au FRAP

Par ailleurs, dans une lettre adressée au Front

d'action politique des salariés de Montréal (FRAP), le président de la CEQ, Yvon Charbonneau, juge "inopportune", à ce stade-ci, la convocation de congrès spéciaux des grandes centrales québécoises pour décider des moyens d'action en vue de la libération des présidents. Dans sa réponse au leader des enseignants, le FRAP souligne qu'il appelle à la convocation de tels congrès "parce qu'ils nous apparaissent constituer la condition pour que s'or-

ganise la mobilisation des travailleurs à la base".

La base

M. Charbonneau avait écrit: "Ce qui compte pour les trois prochains mois, ce n'est pas de prendre position au niveau des super-structures. Cela est le contraire de la mobilisation à ce stade-ci. La CEQ préconise plutôt l'intensification du travail politique et syndical à la base, dans les régions et les milieux de travail".

A cela, la direction du

FRAP répond: "Nous comprenons mal que vous associez à une opération de superstructures la convocation de congrès spéciaux rassemblant dans chaque centrale, et par milliers, les délégués locaux des travailleurs". Le FRAP souligne qu'il est "en total désaccord" avec ceux qui veulent s'en tenir exclusivement aux "initiatives syndicales locales", aux actions de "petits groupes militants", tout cela faussement qualifié de militantisme à la base.

Saguenay-Lac Saint-Jean

Le projet de télévision anglaise remis en question

par Pierre Vallières

L'annonce récente de l'implantation éventuelle d'une station de TV anglaise dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, après avoir semé la stupeur chez les francophones de la région, a rapidement provoqué un fort mouvement d'opposition qui semble en voie de réussir à amener la majorité de la population francophone du Saguenay-Lac-Saint-Jean à s'opposer activement au projet de télévision anglaise parrainé par M. Wishart. Déjà, ce mouvement d'opposition a réussi à persuader le conseil municipal de Chicoutimi de rescinder une résolution votée antérieurement et qui appuyait le projet de télévision anglaise.

La même offensive est présentement dirigée contre la majorité des conseils municipaux de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui ont accordé leur appui au projet Wishart sans prendre le temps d'en étudier toutes les implications.

Un front commun contre la TV anglaise a été rapidement formé et regroupé déjà le Parti Québécois, la CEQ, la Société nationale des Québécois, l'Association des professeurs de langue française, au moins trois commissions scolaires et un nombre croissant de citoyens, de professionnels de l'information et d'étudiants. On s'attend à ce que la CSN et la FTQ se joignent au mouvement dans les prochains jours.

Selon le principal porte-parole du mouvement, M. Marc-André Bédard, membre de l'exécutif national du PQ, les journaux de la région sont inondés présentement de lettres de lecteurs qui protestent énergiquement contre le

projet d'implanter une télévision anglaise dans une région à 98% francophone. A Alma, un comité de citoyens a été mis sur pied pour contrer ce projet qui, jusqu'à tout récemment, n'avait été élaboré qu'en secret dans les coulisses du CRTC.

6,000 anglophones vs 275,000 francophones

Rappelons que les anglophones ne forment que 2% de la population totale du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Selon M. Marc-André Bédard, c'est une question de justice et de simple bon sens que de s'opposer à l'implantation d'une station anglaise dans la région la plus francophone du Québec, alors que cette population est encore défavorisée au plan de l'information et de la culture. M. Bédard estime qu'il serait plus logique, plus juste et plus normal d'améliorer le contenu et la qualité de la télévision française plutôt que d'aggraver encore le sous-développement culturel du Saguenay-Lac-Saint-Jean en accordant à l'infime minorité d'anglophones de la région les moyens d'abâtardir la culture et l'information françaises.

Fait inexplicable et qui ne manque pas d'en scandaliser plusieurs, le groupe de M. Wishart a réussi à obtenir récemment du CRTC un permis pour exploiter une station FM anglaise, alors que les citoyens de la région réclament en vain depuis sept ans une station FM française. Comment le CRTC a-t-il pu accorder en quelques semaines à 6,000 anglophones ce qu'il refuse sans raison depuis sept ans à 275,000 francophones privés de toute station on FM française?

Les Québécois du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont l'impression de "bénéficier" d'un drôle de statut particulier de la part du CRTC.

Pendant ce temps, les anglophones ne perdent pas leur temps. La station FM anglaise est déjà en voie de construction et doit diffuser dès cet automne. Combien d'années encore les 275,000 francophones du Saguenay-Lac-Saint-Jean devront-ils attendre du CRTC la permission d'exploiter leur propre station FM? Plusieurs citoyens de la région seraient heureux d'entendre les explications de M. Pierre Juneau à ce sujet, car M. Juneau étant lui-même francophone, on s'explique mal au Saguenay-Lac-Saint-Jean son sens de l'équité. On s'explique mal que 6,000 anglophones aient plus de poids que 275,000 francophones.

AMNISTIE POUR UN PATRONEUX

par Gérald Godin

M. J.-Antonio Talbot, qui fut député de l'Union nationale de 1938 à 1965 et qui fut ministre du cabinet Duplessis pendant des années, a bénéficié d'une loi spéciale de l'Assemblée législative du Québec, en 1965, pour lui permettre de toucher sa pension même s'il n'y avait plus droit légalement.

Le Conseil central de la CSN à Québec a dénoncé cette situation exceptionnelle, récemment dans un communiqué qui n'a pas fait beaucoup de bruit dans les autres journaux.

L'enquête Salvat

On se souviendra qu'à la suite de la grande enquête Salvat sur le patronage pratiqué par l'Union nationale, M. Antonio Talbot avait été trouvé coupable d'avoir fraudé le gouvernement provincial, sous treize chefs d'accusation, pour une somme totale d'environ \$25,000.



ANTONIO TALBOT

Une telle condamnation le faisait tomber sous le coup de la Loi de la législature du Québec, qui stipule: "Un conseiller législatif ou un député trouvé coupable de trahison ou d'un acte criminel commis durant la durée de ses fonctions et visé à la partie 3 (corruption et désobéissance) ou à la partie 7 (vol, effraction, recel, extorsion, escroquerie, faux et infractions similaires) du Co-

de criminel, ou de conspiration pour commettre un tel acte, perd tout droit à la pension prévue à la présente loi".

Or, en 1965, le gouvernement Lesage a adopté une loi modifiant la Loi de la législature et l'article 17 de cette nouvelle loi se lit ainsi: "Le paragraphe 2 (cité ci-devant) de l'article 110 de ladite loi ne s'applique pas à Antonio Talbot pour des actes commis avant sa démission qu'il a donnée le 6 août 1965."

Ainsi, dans ce cas précis, la loi "n'a pas suivi son cours". Ou plutôt, on a passé une nouvelle loi pour protéger "un gars de la gang".

A titre de comparaison, il n'est peut-être pas inopportun de rappeler la rigueur avec laquelle les dirigeants syndicaux ainsi que les trois présidents de centrales ouvrières ont été traités après ce qu'on appelle la Crise de Mai.

Y aurait-il donc deux justices au Québec?

QUEBEC-PRESSE

est publié par l'Association coopérative des publications populaires, 9670 Péloquin, Montréal 358.

Directeur général: Gerald Godin

Directeur de l'Information: Jacques Elliott

Comité de rédaction: Virginie Boulanger, Jacques Elliott, Michel Elliott, Louis Fournier, Gérald Godin, Micheline Lachance, Robert Lévesque, Michel Servant, Michel Sabourin.

Rédaction: 381-8684.

Sport: Pierre Terroux, directeur, Yvan Poupard, photographe.

Publicité: Michel Servant, Gérald L'Italien, Marcel Bergeron, Jean Bélanger, Francine Tremblay. 381-1385.

Distribution et abonnements: Guy Ouimet, 381-9936.

Administration: Gilbert Rambo. 381-4775.

Courrier de deuxième classe sous le numéro d'enregistrement 2314. Port de retour garanti à Montréal, 9670 Péloquin, Montréal 358.

Bibliothèque nationale du Québec. Dépôt légal.

Composé et imprimé par Journal Offset Inc.



La sécurité sur les chantiers : le recrutement des inspecteurs est difficile —Jean Cournoyer

par **Gérald Godin**

Parlant de la tragédie de la Mannix au Mont Wright, qui a causé la mort de sept travailleurs de la construction, le ministre responsable de la sécurité sur les chantiers, M. Jean Cournoyer, a déclaré vendredi que son ministère éprouvait de la difficulté à recruter des inspecteurs de sécurité. "Ce n'est pas tout le monde qui veut faire de la sécurité, a-t-il dit. De plus, quand on en trouve un bon, le secteur privé vient nous l'enlever avec de meilleurs salaires. C'est pourquoi il en manque", a-t-il conclu.

Le ministre Cournoyer s'adressait alors à la Corporation des ingénieurs du Québec dont les membres étaient réunis en congrès pour deux jours.

Interrogé plus tard sur le sujet, le ministre nous a déclaré qu'il faisait des efforts au Cabinet des ministres pour obtenir une augmentation de son budget au poste de la sécurité dans la construction. De plus, le ministre a reconnu que son ministère pourrait faire beaucoup plus dans le domaine de la sécurité. Enfin, le ministre s'est dit d'accord avec l'affirmation d'un congressiste, suivant lequel les amendes imposées aux entrepreneurs qui violent les règlements de sécurité ne sont pas assez élevées.

L'éducation...

Quand il en est venu à parler des solutions au problème de la sécurité sur les chantiers, le ministre s'est contenté

de déclarer que la solution consisterait à rendre les entrepreneurs et les travailleurs "safety-conscious", c'est à dire conscient de la sécurité", au moyen d'un programme d'éducation. "Saviez-vous, a-t-il dit, que sur les quatre ans d'apprentissage d'un menuisier, il n'y a que quelques jours qui sont consacrés à la sécurité au travail. C'est pourquoi les travailleurs n'aiment pas porter leur casque protecteur, parce qu'ils ont trop chaud. C'est pourquoi, ils refusent de porter leurs lunettes. Ou leur ceinture de sécurité. Combien de fois, on laisse traîner un bout de tuyau au lieu de le mettre à l'écart."

Les partis politiques

Dans un autre atelier,

le chef du parti Québécois a parlé du fameux 5% de commission que les ingénieurs donnent au parti au pouvoir sur chaque contrat. "La seule solution à ce problème, c'est que les partis publient chaque année la liste de tous ceux qui leur ont donné une contribution supérieure à \$500. On saurait à quoi

s'attendre. On saurait à qui les partis sont attachés et ça assainirait le climat".

MM. Jean-Guy Cardinal pour l'Union nationale et Yvon Dupuis pour le Ralliement créditiste se sont adressés aux ingénieurs sur le même sujet: "Les ingénieurs et la politique", dans les autres ateliers.



JEAN COURNOYER. Pas d'inspecteurs, mais des milliers de chômeurs...

Le congrès de la Corporation des ingénieurs du Québec

Les ingénieurs ne seront pas honnêtes tant qu'ils n'auront pas une organisation forte

—Michel Chartrand

"On ne peut pas être un ingénieur honnête si on n'a pas une organisation professionnelle forte pour se défendre. Il y a trop d'argent qui circule là-dedans".

C'est la conclusion qu'a tirée Michel Chartrand après son exposé sur les "tueurs" de la Corporation des Ingénieurs qui sont responsables des tragédies de l'échangeur Turcot, du pont de Trois-Rivières, de la station Henri-Bourassa du Métro de Montréal ainsi que du chantier Mannix du Mont Wright.

Dans la véritable diatribe qu'il a servie, le sourire aux lèvres, aux

ingénieurs estomqués, le président du Conseil central de Montréal a déclaré: "Les gars de la construction sont obligés de risquer leur vie pour gagner leur vie. Les ingénieurs sont-ils conscients de ça? Les ingénieurs sont-ils conscients des implications sociales, humaines et nationales de leur démission devant leurs responsabilités? A la Mannix, il n'y a pas une loi du gouvernement du Québec, y inclus la loi de la Corporation des ingénieurs, qui n'a pas été violée. C'est l'illustration parfaite du capitalisme: les hommes ne

comptent pas. Résultat, il y a eu sept morts. Quand je dis que les travailleurs devraient descendre les ministres qui sont responsables de ces tragédies, on me dit de ne plus dire ça, que les ministres n'aiment pas ça et que leurs enfants n'aiment pas ça non plus. Pensez-vous que les enfants des travailleurs qui sont morts à Mannix aiment ça, eux?"

M. Chartrand parlait dans le cadre des ateliers consacrés aux "ingénieurs et le syndicalisme". Des représentants de la FTQ, de la FCAI et de la CSD se sont aussi adressés aux congressistes.

Réouverture du moulin de la CIP à Témiscaming

par **Louis Fournier**

"On commence à voir de la clarté à travers

les branches" a déclaré à QUEBEC-PRESSE "Charlie" Carpentier, prési-

dent du syndicat local des Travailleurs unis du papier (FTQ) à Témiscaming, dans le nord-ouest québécois. La "clarté", c'est la relance prochaine du vieux moulin à papier fermé le 31 mai 1972 par la Canadian International Paper (CIP) et qui avait jeté près de 1000 travailleurs dans la rue, transformant du coup Témiscaming en ville-fantôme.

Encore des problèmes

"Il y a encore un gros tas de problèmes, précise Charlie Carpentier, mais je crois que le moulin pourra recommencer la production vers le mois d'août". La réouverture se fera grâce aux efforts combinés de la population locale, du syndicat et d'anciens cadres de la CIP qui ont créé la Société des produits forestiers Témiscaming afin d'acheter l'usine et la remettre en marche. Il aura fallu près d'un an d'efforts patients avant que le gouvernement d'Ottawa annonce enfin, ces jours derniers, qu'il fallait subventionner l'opération, pour une somme encore indéterminée.

Les étudiants du Conservatoire de musique

ILS REFUSENT LE CHÔMAGE ET L'EXIL!

"Nous refusons le chômage et l'exil". Ce cri vient d'être lancé par les étudiants en musique des Conservatoires du Québec. Cinq des six conservatoires de musique du Québec viennent en effet de participer à la rédaction d'un manifeste, court mais sans équivoque, où ils réclament la cogestion dans leurs établissements et demandent un contrôle sur l'orientation de leurs études vers le marché du travail.

"Nous sommes conscients, disent-ils, qu'avec les structures actuelles tant au niveau du conservatoire qu'au niveau du ministère des Affaires

Culturelles, les possibilités d'emploi qui s'offrent à nous, à la fin de nos études, sont très limitées." Selon le Conseil des Etudiants en Musique des Conservatoires du Québec (CEMCQ), il n'y aurait en fait aucun débouchés pour les apprentis-musiciens.

Selon eux, "le ministère des Affaires culturelles s'en tient et se limite à la formation de musiciens sans se préoccuper de leurs possibilités d'avenir au Québec." Deux choix s'offrent à eux, pour l'instant: le chômage ou l'exil. Ils refusent les deux.

RYAN APPUIERA LE PQ

(R.L.) - Pour les élections de 1974, le quotidien Le Devoir se prépare à accorder son appui officiel au parti Québécois, davantage à cause du contenu social-démocrate du programme du PQ qu'à cause de son option pour l'indépendance du Québec. C'est la conclusion qui se dégage de l'émission de la série "Adieu Alouette" sur l'histoire du Devoir, qui passera mercredi soir au réseau anglais de Radio-Canada. Le directeur du



CLAUDE RYAN, directeur du Devoir.

journal, Claude Ryan, rappelle son "hypothèse canadienne" de 1963

en soulignant que ce n'était bien qu'une hypothèse et que, depuis lors, les choses ont bien changé au Québec. La notion de l'indépendance, précise M. Ryan dans le film, n'est plus du tout un obstacle pour la direction du Devoir, qui n'appuiera toutefois pas un parti politique uniquement à cause de cette question. Selon lui, si un parti arrive en 1974 avec un programme social-démocrate, il aura la vive sympathie naturelle du Devoir.

Les bons et les mauvais Indiens

Première question: est-ce qu'il y a des bons Indiens et des méchants Indiens?

Réponse: oui. Les bons Indiens sont ceux de la baie James. Ils sont Cris, anglophones, sous la protection de l'Eglise protestante. Le gouvernement fédéral leur donne \$300,000 pour financer une vaste campagne d'information et un gros procès contre le gouvernement du Québec.

De plus, une masse d'esprits bien-pensants leur accordent leur appui pour des motifs de protection de l'environnement et de l'écologie.

Et, dans cette histoire, les bons Indiens sont aux prises avec les méchants Blancs de l'Hydro-Québec, du gouvernement Bourassa et de la Société de développement de la baie James.

De l'autre côté du Québec, il y a des méchants Indiens: ceux de la Côte-Nord. Ils sont Montagnais, francophones et ils furent évangélisés par les catholiques.

Ils sont aux prises avec exactement les mêmes problèmes que leurs frères Cris de la baie James. Ils sont menacés dans leur mode de vie, dans leurs territoires de chasse et de trappe. Ils sont aussi nombreux que les Cris. Mais personne ne les appuie. Le gouvernement fédéral ne leur a pas donné un sou vaillant pour financer une campagne quelconque ou un procès quelconque. M. Max Gros-Louis ne parle pas d'eux. Il n'y a pas de bien-pensant qui a fondé un comité de défense de la Côte-Nord.

Pourquoi y a-t-il deux sortes d'Indiens, pour le fédéral?

Se pourrait-il que le fédéral se serve des Indiens pour faire la guerre au gouvernement provincial et à l'Hydro-Québec?

Se pourrait-il que le fédéral craigne d'encourager et de financer les Indiens de la Côte-Nord parce qu'alors il attaquerait la puissante compagnie américaine ITT qui va faire un tort encore plus considérable à l'écologie de

toute la Côte-Nord, en coupant "à blanc" une forêt vieille de cent ans?

Se pourrait-il que les bien-pensants ne voient que d'un oeil?

Se pourrait-il enfin qu'il y ait un parallèle à faire, en ce pays, entre les Indiens et les Blancs? Et que, pour être considéré comme un bon Indien, il faille avoir l'anglais comme langue seconde, bénéficier de l'appui du lobby de l'Eglise protestante à Ottawa et que, par opposition, si vous êtes Indien francophone, vous devenez un mauvais Indien, automatiquement peu digne de l'appui des puissants et des bien-pensants? Se peut-il que, ainsi que les Québécois sont des Canadiens de deuxième classe, les Montagnais soient des Indiens de deuxième classe? Se peut-il qu'il y ait des Indiens québécois qui seraient mal vus et des Indiens "Canadiens" qui soient bien vus?

Gérald Godin

point de vue

Le Québec, à abattre

Je ne suis probablement pas très clairvoyant. Cependant, il m'apparaît qu'en Amérique du Nord, les impératifs de la politique capitaliste, et, au Canada, les impératifs de la politique anglosaxonne, exigent, à propos du Québec, qu'on s'occupe d'une chose, qui est de casser le Québec, ce bizarre foyer d'indépendances.

Les Québécois depuis dix ans se font gouverner contre eux-mêmes comme c'est pas possible. Enumérons un peu. Il y a près d'une dizaine d'années que le State Department s'occupe de nous, nous étudie en laboratoire. "Operation Revolt". Enumérons pêle-mêle, peu importe. La fin des nationalisations (1963), après la seule nationalisation. La fin de la Révolution tranquille. Le chantage des courtiers, vers le même temps. Le commencement des matraquages, avec Wagner, un samedi. Le premier conflit de LA PRESSE, la répression des journalistes. Le début de l'Etat policier. Les commencements de l'espionnage. Les interrogatoires politiques, dans les postes de police. Je résume, à bâtons rompus. Je passe beaucoup de choses.

Lesage multiplie soudain par vingt-cinq la sanction des injonctions, comme par hasard. Il accable les professeurs en grève, dont plusieurs seront emprisonnés plus tard. Johnson succède. Tous de bons fédéralistes, malgré la légende de ce dernier. La loi 25. La loi 1. L'Etat policier s'accroît. Bertrand arrive à son tour. La loi 63, malgré les clameurs.

Le complot contre la CSN commence, à l'intérieur et à l'extérieur de la centrale.

Ministres, hommes d'affaires, commentateurs, se déchainent contre l'indépendantisme. Le maintien de la loi 63, contre vents et marées. Les partis sont

d'accord. C'est une loi ayant un avant-goût de génocide, mais les partis sont d'accord.

Saint-Léonard. L'Etat continue sans vergogne de refouler la nation. On espionne maintenant les étudiants, on les fiche, on les encadre. Le matraquage du 24 juin 1968. De Virieux blâmé pour avoir dit ce qu'il voyait. Censure à Radio-Canada. Gagnon passe trois ans en prison sans avoir de procès et Vallières n'en finit plus d'attendre les siens. Le règlement antimanifestation de Drapeau. L'abolition des JEUNES CANADIENS. Les perquisitions illégales. Les arrestations illégales. Les agents provocateurs. Les agents doubles. Les descentes dans les cafés de jeunes. Même la lutte aux hippies: pas d'indépendance, même personnelle. Les irruptions de la police partout: dans les comités de citoyens, dans les cliniques populaires. Pas d'indépendance sociale. On sent qu'il y a un scénario derrière tout ça.

La comédie du bilinguisme fédéral, paravent transparent. Pendant ce temps, de l'arrière-cour d'Ottawa, des noms prestigieux nous tirent dessus.

Les élections de 1970. Le coup de la Brink's. Les 100,000 mensonges. Les caisses électorales. La carte électorale. Les partis (sauf le PQ) sont d'accord, toujours d'accord. 25% des votes, 7 députés. 40% des votes, 75 députés.

La crise d'octobre. La loi des mesures de guerre, préparée, dit-on, depuis mai. Les 450 arrestations inutiles. Les 3,000 perquisitions pour un sabre et deux fusils. L'armée. L'occupation. Le sabotage du FRAP. Les 3,000 dynamitards imaginaires de Jean Marchand. Le gouvernement parallèle imaginaire. La complicité de Bourassa et de Drapeau.

Toute la galerie des politiciens (sauf du PQ), ligués. Ca sort de partout, pour

tenir ce peuple dans l'impuissance, le réprimer, l'égarer, ou le vendre. Nous avons supprimé plus de traîtres, de lâcheurs ou d'apatrides qu'aucun peuple dans l'histoire.

Il fallait tenter de casser la CSN, ce bloc d'indépendance sociale. On l'a tenté. Par le dehors, par le dedans. Les trois D, aidés par Olivier, par Bossé, par Bourassa, par la presse.

Le Front commun. La loi 19. L'emprisonnement des présidents. Le projet de loi 89. Ca continue.

Le problème jamais résolu de la langue. La farce de la commission Gendron. La conférence de Victoria, où Bourassa voulait tout laisser tomber. La répression universitaire - trop d'indépendance là aussi. Les coups portés aux facultés de sciences humaines. L'aggravation de l'Etat policier: 40% d'augmentation du personnel de flics en deux ans, un sommet international probablement. Chaque jour une arrogance de plus, un mépris de plus, une morgue de plus, un entêtement contre-nature de plus.

Au printemps, le bouquet: le gros Dupuis. Le scénario... Qu'est-ce qui se prépare? Les coups ne sont pas finis. Le pouvoir veut des crises, pour s'affirmer. Voici qu'il provoque à nouveau les enseignants. Ameuter. Effrayer l'opinion. Acculer. Le cynisme drapé dans la dignité de l'ordre. Pendant ce temps, on enrichit la parenté.

Je conclus: l'histoire de ces 10 ans est une suite d'agressions, dont le Québec n'est que trop visiblement la cible. Il s'agit clairement de nous réduire. Tuer l'indépendance. Détruire toutes les indépendances et tous leurs germes. Et prévenir surtout l'indépendance nationale, qui est la condition possible de toutes les autres.

Pierre Vadéboncoeur



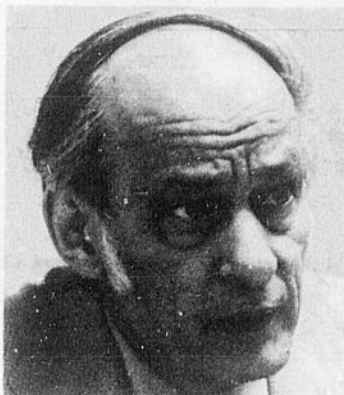
PIERRE VADEBONCOEUR. Le Québec, ce bizarre foyer d'indépendances.
photo Michel Elliott

quoi de neuf?

par l'équipe

Le cidre serait finalement vendu dans les grands magasins à chaîne du Québec, croit-on savoir dans le milieu des cidreries. En effet, la Commission de contrôle des permis d'alcool recommanderait sous peu au gouvernement de légiférer en ce sens, tout en apportant un amendement à la loi pour rassurer les épiciers indépendants, les seuls à ce jour - avec la Société des alcools - à vendre du cidre dans leurs magasins. L'amendement préciserait que les magasins à chaîne ne pourraient, en aucun cas, obtenir un permis de vente de bière, laissant donc ce secteur aux seuls épiciers indépendants. Par ailleurs, contrairement à la tendance générale, le cidre ne subira aucune hausse de prix pendant encore au moins un an.

Le parti Québécois tiendra une fête populaire le samedi 15 mai, au grand Colisée de Québec, pour clôturer en beauté sa campagne de souscription baptisée "Opération Ressources". Aux dernières nouvelles, la campagne de financement 1973 du PQ,



RENE LEVESQUE sera de la fête le 15 mai à Québec.

qui se termine en fin de semaine, avait permis de recueillir un montant de \$525,199 de la part de 19,500 souscripteurs. L'objectif visé est de \$632,000 et 30,000 souscripteurs et on croit bien qu'il sera largement défoncé.

La plus grosse coopérative d'habitation du Québec n'existe plus! La Place Saint-Martin, à Laval, qui compte 352 logements, vient d'être prise en main par la Société d'habitation du Québec (SHQ), qui avait accordé un prêt hypothécaire de \$5 millions à l'Association coopérative locale lors de la construction du complexe d'habitations à loyer modique, en 1968. La

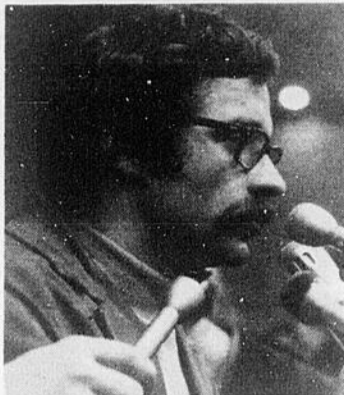
SHQ entend maintenant confier l'administration de la Place Saint-Martin à l'Office municipal d'habitation de Laval.

Selon le ministre des Affaires municipales, M. Goldbloom, "l'Association coopérative des locataires n'est pas responsable des problèmes financiers de la Place Saint-Martin". L'essentiel des problèmes, a reconnu le ministre, découle des coûts trop élevés de la réalisation du projet, soutenu à l'époque par la Fédération Coop-Habitat, maintenant dissoute.

Un pas de plus vers la disparition des coopératives d'habitation au Québec...

Pierre Vallières et Charles Gagnon se sont retrouvés en fin de semaine, à Mont-Laurier, lors du congrès de fondation du Mouvement de libération syndicale (MLS) de l'Outaouais, des Laurentides et de l'Abitibi, créé pour obtenir la libération de MM. Pepin, Laberge et Charbonneau. Le congrès du MLS groupait surtout des enseignants de la CEQ mais aussi des syndiqués CSN

et FTQ et plusieurs non syndiqués. Pour renseignements: Jean-Louis Hudon, 623-1690.



CHARLES GAGNON. Les grandes retrouvailles.

Un nouvel organisme vient de voir le jour dans le sud-ouest de Montréal: le Carrefour des syndicalistes du Québec. Selon un communiqué, le Carrefour est "une société sans but lucratif créée par des syndicalistes et des citoyens du sud-ouest pour revaloriser le rôle du syndicalisme et des centrales syndicales auprès des salariés syndiqués et non syndiqués de certaines régions du Québec". Le Carrefour a ses locaux au 5733 boulevard Monk, à Ville Emard. Pour renseignements: Jean Gagné, 768-6691.

Les 800 fonctionnaires fédéraux de la Commission d'assurance-chômage, à Montréal, viennent de s'affilier à la FTQ. La décision a été prise lors d'une assemblée générale des membres de la section locale 400 de l'Association nationale des employés de la sécurité économique (ANESE), affiliée à l'Alliance de la fonction publique du Canada.

Mlle Nicole Gladu, du quotidien Montréal-Matin, devient la nouvelle présidente du Syndicat général des communications (CSN), qui regroupe les artisans de l'information de la presque totalité des quotidiens et hebdomadaires de la région de Montréal. Les autres dirigeants élus lors de l'assemblée générale du syndicat, le 8 avril, sont MM. Jules Béliveau (La Presse), Claude Bergeron (Le Nouvelliste), Gilles Léveillé (Le Devoir), Yves Rochon (L'Echo du Nord) et Gilles Bouchard (radio - CKJL).

Les 48 employés des postes de radio et de télévision CKRS à Jonquière, victimes d'un lock-out depuis le 19 janvier, recevront la somme de \$10,000 du Syndicat général des communications (CSN) de Montréal, à raison de \$500 par semaine, tant que le conflit perdurera. Ce geste de

Le Comité pour l'abolition totale et définitive de la peine de mort a recueilli plus de 500 signatures à la suite de la parution dans QUEBEC-PRESSE, il y a quelque temps, du texte d'une pétition adressée au gouvernement fédéral. On sait que le parlement du Canada aura à se prononcer sur l'abolition de la peine de mort prochainement et le Comité cherche à obtenir le plus de signatures possible à sa pétition. On communique avec la secrétaire du Comité, Jocelyne Drolet, au 83 rue Desmarceaux à Laval-des-Rapides. Téléphone: (Monique Jones): 669-5054.

solidarité n'a pas manqué d'encourager les syndiqués dans leur lutte, qui s'annonce longue. On croit savoir que le ministère fédéral du Travail s'apprête à nommer un médiateur extraordinaire pour tenter de régler le conflit.

Tous ceux qui voudraient aider, d'une façon ou d'une autre, les défavorisés de Montréal peuvent communiquer avec l'Atelier du chômeur, un organisme d'aide bénévole fondé l'automne dernier par M. Raymond Charbonneau et qui regroupe déjà près de 250 membres actifs. L'atelier recueille des vêtements, de la nourriture, des meubles et des dons en argent qu'il redistribue aux gens dans le besoin, particulièrement dans le centre-sud. Les bénévoles de l'Atelier du chômeur passeront chez vous recueillir ce que vous voudrez leur donner. L'adresse: 1779 rue Amherst. Téléphone: 523-8291.

CARON
LIBRAIRE

Tous les livres canadiens
et en plus, des milliers
de livres d'occasion
LA LIBRAIRIE À CONNAÎTRE!

701 Place d'Armes

Dans le courrier...

M. le rédacteur,

Non coupable. Je lui ai organisé le portrait! Une balle en plein front, juste au centre, droit au coeur.

Les tripes lui sortaient par le derrière. Une légère fumée montait en l'air, une senteur de brûlé. Elle râlait. Elle agonisait pendant une minute. On l'entendait expirer. Puis, elle s'éteignit. Elle rendit l'âme. Etripée.

Ma vengeance était assouvie. Celle qui pensait mener la maison n'était plus. Plus de mensonges. Plus d'énervement. Plus de perte de temps. L'argent avait eu son compte. Son affaire était réglée. La maudite argent!

Ses superstitions, ses mythes, ses histoires à dormir debout, ses dettes insensées étaient disparues. On pouvait dormir en paix.

Les enfants pourraient jouer, s'amuser, se fatiguer, se reposer. On pourrait se parler, travailler. On n'aurait plus cette emmanchure à nous crier dans les oreilles à journée longue. La paix.

Le bouton était là pourtant, pour la fermer. Mais personne ne le savait... Les savants avaient tout prévu, sauf la naïveté des

gens et la rapacité des exploités.

Finis ses menées, ses mensonges, ses vols, ses viols, ses chicanes, ses batailles, ses chamaillages, ses cris, ses vacarmes, ses tapages, ses hypocrisies, ses sournoiseries, ses leurre, ses appâts, ses artifices, ses niaiseries, ses imbécilités, ses sottises, ses bêtises: tout

ça, et bien d'autres encore, sont partis pour un autre monde, un meilleur monde.

C'est la Rédemption, le rachat du monde, dans la mort, dans l'immolation d'une victime innocente.

Une ère nouvelle commence. J'ai assassiné ma T.V. Je suis fier de mon "coup".

André Dumont



Le front d'action politique
un objectif:

construire une organisation
politique des travailleurs

abonnez-vous au journal du frap
joignez les rangs du Frap

contribuez financièrement
au Frap



TEL.: 843-8901
ADD.: 3878 St-Hubert
MONTREAL 132

EDITIONS QUEBECOISES - EDITIONS VERT BLANC ROUGE

FRANCOISE & MARCEL



42 ans
de
service

C'EST UN HOMME, UN DE NOS VIEUX,
QUI ONT CONSTRUIT DE LEUR MEUX
NOTRE PAYS JEUNE ET VIEUX
AU PRIX DE LEUR LIBERTE...

Avec la coopérative locale

La Fédération des chantiers coopératifs songe à acquérir l'usine Dupan (Sogefor)

NOUVEAUX TARIFS ANNONCES CLASSÉES

L'espace qui précède coûtera à l'avenir: **\$3.00** (coût de base)

Il peut contenir un texte de **30 mots**

Pour des textes plus longs, le tarif sera un multiple du précédent: **\$4.50 - \$6.00 - \$7.50 - \$9.00, etc...**

Les annonces classées doivent nous parvenir par courrier accompagnées du montant d'argent, pour le jeudi précédant la date de parution.

Ne cherchez plus, voici des vibrateurs à \$0.55. Prothèses artificielles DeLuxe Erecto à \$1.50-\$2.74. Ben-Wa à \$3.50. Aide vaginal et rectal complet avec vibrateur à \$2.50. Prophylactiques nouveaux et de luxe à \$1.75 la douzaine et beaucoup d'autres aubaines. Achetez directement du manufacturier. Prix du catalogue: \$2.00 **ALPHA-OMEGA AGENCY, P.O.B. 1382, SHERBROOKE, QUE.**

la Revue de la Nouvelle Gauche Québécoise NOIR et ROUGE

Offre à prix spécial ces trois numéros pour \$2.00

- **L'Education et le Québec**
- **Les Étudiants Québécois**
par Pierre Bédard et Claude Charron
- **La Révolution Non Violente**

ce numéro fut saisi par la police en Oct 70

Vous présenter ou faites parvenir votre \$2.00 à
Our Generation 3934 St Urbain Montréal 131

"LIBERTE SOCIALISTE OU ESCLAVAGE CAPITALISTE? Une brochure gratuite de 32 pages démontrant l'impossibilité de la paix et de la prospérité sous le capitalisme. Ecrire au Parti ouvrier socialiste (SLP), C.P. 321 Montréal 101."

Local à louer

Petit espace (32'x21') pouvant servir de magasin, bureau, atelier, boutique... Situé dans le village historique de Laprairie, chauffé, \$85 par mois.
(A la rigueur on pourrait y habiter.) Appelez 381-1385 le jour et 670-0404 le soir.

AMASO

Service de rencontres, 525 est, Sherbrooke
Marthe Gaudette, b.a., b. ped., b. phil., lic. es lettres.

Service sérieux pour personnes seules, intéressées à des relations durables. Informations et entrevue gratuites.
Cotisation raisonnable. Dépliant sur demande. 288-2332.

SOCIALIST STANDARD — Un antidote à la presse léniniste-staliniste-trotskiste-maoïste-guévariste et à la presse sociale-démocrate et nouvelle gauche; publié à Londres. Pour spécimen, écrire à: PARTI SOCIALISTE DU CANADA, C.P. 237, Victoria, C.B.

Rue Dorion près Sherbrooke, plusieurs logements 6 pièces, semi-meublés ou non, rénovés ou non, \$80 et plus. Jeunes et chiens acceptés. 842-2394.

Polycopieuse Gestetner électrique, bonne condition: \$400. Meubles salle à dîner — chêne — table ronde: \$125. Soir: 688-1782.

Déménagement en Fleur de Lys à un prix très modique. A contrat ou à l'heure. (Bien-Etre social accepté) 274-7182 ou 277-3318.

Cherchons rencontrer fille qui colloque Guattari déclara avoir lu Morf, travaillé Saint-Michel-Archange, fut refusée Saint-Jean-de-Dieu. Clinique Sap, C.P. 72, Montréal 154.

par Pierre Vallières

Lors de sa dernière réunion, tenue mercredi, le 11 avril, le conseil d'administration de la Fédération des chantiers coopératifs de l'Ouest québécois a approuvé une résolution votée antérieurement par son exécutif en vue d'entreprendre immédiatement toutes les démarches requises pour l'achat de l'usine de panneaux-particules Dupan par la Fédération.

Cette décision des chantiers coopératifs fait suite à une série de rencontres et de pourparlers entre la Fédération et la coopérative d'exploitation des Hautes-Laurentides, mise sur pied l'an dernier par les travailleurs de l'usine Dupan et les producteurs de bois de la région de Mont-Laurier. Suivant l'entente provisoire intervenue entre la Fédération des chantiers coopératifs et la coopérative locale, cette dernière deviendrait une composante de la Fédération. C'est la Fédération qui deviendrait propriétaire de l'usine Dupan mais l'administration quotidienne de l'usine relèverait entièrement des représentants de la coopérative locale, auxquels pourraient s'ajouter un ou quelques conseillers délégués par la Fédération après consultation avec les travailleurs de l'usine et les producteurs de bois de la région de Mont-Laurier-Maniwaki. Cependant, en matière d'investissements importants, d'émissions éventuelles d'obligations, etc., le comité local d'administration serait tenu d'en référer à la Fédération, qui aurait le dernier mot dans ce domaine.

Pas terminé

Les discussions ne sont toutefois pas terminées entre la coopérative Dupan et les chantiers coopératifs. Ces derniers, en particulier, font dépendre leur décision définitive d'un certain nombre de conditions: 1) le montant qu'exigera la Société générale de financement (SGF) pour se départir de l'usine Dupan; 2) la part financière de la coopérative locale (parts sociales et capital privilégié); le nombre de coopérateurs, surtout de producteurs de bois, les travailleurs de l'usine étant déjà membres de la coopérative dans une proportion de 96%.

Les représentants autorisés de la Fédération et de la coopérative locale doivent se réunir à nouveau le 20 avril pour étu-



LA FEDERATION des chantiers et la coopérative locale doivent se réunir le 20 avril pour jeter les bases de l'entente.

dier en priorité ces questions. Entre-temps, la coopérative a fait parvenir une demande d'affiliation à la Fédération, le 29 mars dernier.

On estime, de part et d'autre, qu'il faudra au moins de 2 à 3 mois pour en venir à une entente définitive entre la Fédération et la coopérative locale, d'une part, et la Fédération et la SGF, d'autre part. Mais à Mont-Laurier, le vent est à l'optimisme. D'ici à quelques semaines environ, la coopérative d'exploitation des Hautes-Laurentides compte tenir une importante assemblée publique au cours de laquelle les représentants des chantiers coopératifs seraient invités à expliquer leurs positions et leurs exigences aux travailleurs de l'usine Dupan, aux producteurs de bois ainsi qu'à la population de la région. Le conseil d'administration de la coopérative espère que cette assemblée permettra de mobiliser une autre fois l'ensemble de la population de la région et d'en arriver à une entente définitive avec la SGF d'ici à l'été.

Du côté de la SGF

Du côté de la SGF, il semble que l'on ait décidé d'accorder la priorité d'achat à la coopérative loca-

le et aux chantiers coopératifs de l'ouest québécois. L'on ne parle plus de Mac Millan and Bloedel de Vancouver...

C'est du moins la conclusion à laquelle est parvenu le conseil d'administration de la coopérative d'exploitation des Hautes-Laurentides à la suite d'une rencontre avec les dirigeants de la SGF à Montréal, le 26 mars dernier. Il semble que cette rencontre ait été des plus cordiales.

Il ne fait plus de doute que la SGF veuille se départir de l'usine Dupan le plus rapidement possible, même si Dupan réalise des profits intéressants depuis plusieurs mois. Toutefois, il se pourrait que la SGF, tout en vendant l'usine, continue d'y investir: soit sous forme de capital privilégié ou encore sous forme d'un prêt sur garantie hypothécaire. Chose certaine, la SGF n'entend aucunement siéger dans le conseil d'administration de la nouvelle compagnie qui serait mise sur pied par la coopérative de Mont-Laurier et la Fédération des chantiers coopératifs (dont le siège social est situé à Tascheau, en Abitibi), si une entente définitive intervient. Quant au Mouvement

Desjardins, il semble qu'il fasse dépendre son éventuelle participation financière au projet Dupan des sommes d'argent qu'il pourra bientôt récupérer de la SGF à la suite de la décision du gouvernement Bourassa d'étatiser cette société.

Le prix d'achat

Une question que tout le monde se pose maintenant: quel sera le montant final exigé par la SGF? On croit généralement qu'il se situera entre \$500,000 et \$1 million, ce dernier montant étant celui qui avait été convenu l'an dernier entre la SGF et MacMillan and Bloedel.

Dans le prix d'achat, il faudra, de toutes façons, prendre en considération le fait que les travailleurs de l'usine et les producteurs de bois ont consenti d'importants sacrifices financiers depuis deux ans afin de redresser la situation précaire où se trouvait l'usine Dupan, à la suite de graves erreurs administratives imputables principalement à la SGF. En toute logique et en toute justice, il est impensable que la SGF négocie avec les travailleurs et les producteurs de bois comme elle peut le faire avec une grande corporation étrangère.

Claude Prieur, un grand commis de l'Etat

Le premier président de la Caisse de dépôt et placement est mort mercredi. Le Québec perd un des plus importants de ces fonctionnaires et de ces directeurs d'organismes publics que la Révolution tranquille avait mis en place et qui, derrière les débats publics, ont tant contribué à nous doter des instruments nécessaires à une société moderne.

Sur la vie de Claude Prieur avant qu'il n'accède à la direction de la Caisse de dépôt, je ne dispose que de renseignements schématiques. Il avait fait la guerre, il était brigadier-général et il avait gravi les échelons de sa carrière civile dans le sérail de la Sun Life où il était, au moment de la création de la Caisse de dépôt, trésorier associé.

La crise de 1964

Le projet de Caisse de dépôt avait été enfanté dans la douleur. M. Chapman, président de Ames and Company, avait été pendant des années le véritable patron des finances publiques du Québec. Avec l'aide d'Eric Kierans, une crise avait enfin été provoquée entre le gouvernement et le syndicat financier. Le syndicat avait été cassé en deux en 1964 mais les deux morceaux manifestaient une fâcheuse propension à se ressouder. Le gouvernement ne disposait pas encore d'un réservoir financier qui lui permette de ne pas être périodiquement dominé par les représentants de ses créanciers.

L'établissement d'un régime universel de pension offrait enfin la possibilité de créer ce réservoir. Encore fallait-il faire tomber le projet fédéral d'un régime où les cotisations ne dépassant jamais les prestations, il n'y aurait pas d'accumulation de fonds.

Et ce fut la crise de la conférence de Québec en 1964 où Lesage parvint à imposer ses vues.

Le chemin était libre.

La Caisse de dépôt fut créée à la fin de 1965. Tôt ou tard, parce qu'elle devait accumuler tellement d'argent, elle devait dominer, d'une façon ou d'une autre, les marchés financiers québécois. Dans ce sens, c'est l'instrument le plus important qui soit sorti de la Révolution tranquille (à part, bien sûr, la réforme de l'enseignement).

Il fallait trouver, pour lancer la Caisse, un homme qui soit rompu au fonctionnement des marchés financiers, qui puisse rapidement établir sur ces



Parizeau en liberté



CLAUDE PRIEUR. Il laisse à l'Etat un instrument financier sur lequel on peut compter en tout temps.

marchés une autorité morale incontestable, qui soit donc peu sensible aux aventures si faciles lorsque l'argent entre à pleines portes, mais qui aussi puisse développer un sens exigeant des intérêts de l'Etat.

Le choix était troublant. A peu près tous les financiers de la rue Saint-Jacques avaient été élevés dans la tradition qui voulait qu'un politicien québécois puisse manifester bruyamment n'importe quelle idée "saugrenue", à condition de se ranger quand on parlait "choses sérieuses".

Transporter ce genre d'attitude à la Caisse de dépôt aurait annulé tout le sens de sa création.

Défendre l'Etat

Puisque l'Etat québécois avait constamment été menacé dans ses orientations profondes par le contrôle de ses finances, la Caisse devait non pas seulement l'aider à se financer; elle devait le défendre.

Claude Prieur fut choisi. On le savait compé-

tent. Il était peu connu en dehors du cercle où il travaillait. Il fallait courir un risque sur son aptitude à comprendre son nouveau rôle. Il aurait fallu le courir à l'égard de n'importe qui. Du premier président allait dépendre la définition de la tâche et l'orientation de la Caisse pour des années à venir.

On retint son souffle. Le test vint très vite. Bien plus vite qu'on l'aurait cru. Le 5 juin 1966, le gouvernement Lesage était battu. M. Johnson arrivait au pouvoir avec un slogan inadmissible pour le cercle de la rue Saint-Jacques. Egalité ou indépendance, le choix était impensable.

L'élection avait eu lieu un dimanche. Lundi matin, des millions de dollars d'obligations du Québec étaient mises en vente. Le jeu était clair. On allait chercher à "casser" le marché des titres du Québec avant même que le nouveau cabinet ait eu le temps de s'installer. Devant la dégringolade de son crédit, forcé d'em-

prunter, le nouveau gouvernement continuerait peut-être à parler, mais en fait, il rentrerait dans le rang. Comme tous les autres. On passait aux "choses sérieuses".

A tout hasard, Claude Prieur avait, dans les semaines qui précédaient l'élection, accumulé des réserves liquides considérables.

La tentative de la rue Saint-Jacques

Le lendemain lundi, il rachetait les obligations mises en vente. En reculant tranquillement pour que les vendeurs prennent des pertes. Mais le marché ne cassait pas.

Une nouvelle tentative eut lieu le mardi. En souriant, presque sans avoir l'air d'y toucher, Claude Prieur achetait toujours. En reculant un peu... assez pour faire perdre de l'argent aux vendeurs, pas assez pour leur donner l'espoir de réussir leur opération.

Mercredi, le marché avait compris. Il était maté. Mercredi, on savait que pour la première fois le Québec avait trouvé le moyen de se défendre. Les rapports du gouvernement et de ses créanciers ne seraient plus jamais tout à fait les mêmes.

Sans que l'opinion publique s'en rende compte et sans que la plupart des hommes politiques, perdus dans leur bavardage, aient saisi la portée de ce qui s'était passé, Claude Prieur venait de poser un des gestes les plus significatifs et les plus importants de l'émergence du Québec contemporain.

Les années qui suivirent furent marquées d'une gigantesque croissance de la Caisse. En sept ans, l'actif grimpa de deux milliards de dollars.

La Caisse devint, de loin, le plus gros acheteur d'obligations du gouvernement et de l'Hydro-Québec sur la place de Montréal. Elle contribua puissamment à réduire les écarts de taux d'intérêt entre les emprunts du Québec et ceux de l'Ontario.

Elle devint aussi l'un des plus importants - parfois le plus important - acheteurs d'actions du Canada.

Sur le marché hypothécaire québécois, son rôle à certaines époques fut prédominant.

Et son autorité morale grandit rapidement. Pour juger de la qualité de certains projets, on commençait maintenant par demander si la Caisse a pris une participation ou si elle s'intéresse au projet.

Un poste difficile

Au cours de ces années, la position de Claude Prieur n'a pas été facile.

Il devait se placer exactement entre deux groupes opposés: ceux qui auraient voulu que la Caisse se conduise en bon père de famille, qu'elle ne prenne jamais de risque et se préoccupe de montrer les meilleurs résultats financiers réalisables avec des placements de tout repos; et ceux qui, parfois, saisi



LE GOUVERNEMENT a trouvé dans la Caisse de dépôt un appui constant.

photo Michel Elliott

par le vertige d'une entrée de fonds de un million et demi de dollars par jour ouvrable, avaient le goût de se lancer dans toutes espèces de nouveaux projets, souvent risqués, mais dont le rôle pour le développement du Québec pourrait être grand.

De leur côté, les gouvernements qui se sont succédé n'ont pas encore réussi à apprendre comment se servir de la Caisse. Incapables de dessiner les traits d'une politique industrielle, ils ne pouvaient donner à la Caisse aucune indication de ce qu'ils voulaient réaliser.

Placé à la jonction de ces forces et de ces incertitudes, Claude Prieur laisse un instrument financier dont la performance sur le plan de la rentabilité est irréprochable, dont le rôle pour lancer plusieurs nouveaux projets au Québec a été décisif, et qui aura permis au gouvernement de trouver un appui constant et de premier ordre.

Il est commode pour des hommes politiques soumis à toutes sortes d'assauts et pour des groupes sociaux qui n'ont pas obtenu ce qu'ils voulaient, d'attaquer les "technocrates". C'est la plus facile de toutes les échappatoires. D'autant plus qu'en raison même des exigences de leur poste, les "technocrates" ne répondent pas.

A cet égard, la carrière de Claude Prieur permet de souligner à quel point notre avenir dépend, bien plus qu'on ne le croit habituellement, de la compétence, de l'intégrité et de la rigueur des grands commis de l'Etat.

ÉTUDIANTS DU CÉGEP SAINT-LAURENT

Les professeurs du Cégep ne sont pas en grève, ils demeurent disponibles à leur bureau.

L'Association étudiante vous invite à venir au Cégep consulter vos professeurs sur les travaux à faire afin de ne pas aliéner la session.

Nous sommes solidaires.
Association des étudiants du Cégep Saint-Laurent.

A Montréal

Les Italiens détiennent la balance du pouvoir

Les 200,000 Italiens du Québec constituent, après les Anglais, la deuxième minorité en importance du Québec. Ils détiennent en quelque sorte "la balance du pouvoir" à Montréal, en ce qui a trait aux masses linguistiques. La majorité d'entre eux envoient leurs enfants à l'école anglaise. Le résultat net de ce choix,

ce fut d'abord le bill 63, adopté par l'Union nationale et les libéraux pour régler un cas précis: celui de la commission scolaire de Saint-Léonard où les Italiens sont en majorité. L'autre résultat net, c'est que l'afflux des Italiens à l'école anglaise provoque l'augmentation du nombre d'écoles anglaises à Montréal et, en

contrepartie, la diminution du nombre d'écoles françaises. Toutefois, il y a quelques mois, les choses ont commencé à changer. Les Italiens de Montréal ont fondé la Fédération des associations italiennes de Montréal. Les quelque 25 associations membres de la Fédération des associations italiennes de Mont-

réal se sont réunies une première fois en novembre dernier pour tenir une journée d'études à l'issue de laquelle un certain nombre de résolutions ont été adoptées. De ces résolutions a été tiré un manifeste de la FAIQ qui bouleverse les préjugés de bien des Québécois à l'égard des Italiens.

Cette prise de posi-

tion n'a pas fait l'unanimité parmi les Italiens. De son côté, le président de la Fédération des associations italiennes, M. Pietro Rizzutto, affirme que 32 associations italiennes font partie de la Fédération et que celle-ci représente la majorité des Italiens du Québec. Mais, d'un autre côté, il y a un fort groupe d'Italiens qui se sont dis-

par Gérald Godin

sociés des points de vue de la Fédération. Font partie de ce groupe l'Ordre des fils d'Italie, une des plus importantes associations italiennes, ainsi que le deuxième plus important journal italien de Montréal: Il Corriere Italiano, dirigé par M. Alfredo Gagliardi.

Nous sommes plus près des francophones que des anglophones

"Les Italiens de Montréal sont plus près des Français que des Anglais. Regardez les statistiques: les Italiens vivent en majorité dans les quartiers français. La majorité des Italiens qui épousent des Québécoises choisissent des francophones plutôt que des anglophones."

— Alors pourquoi envoient-ils leurs enfants à l'école anglaise?

— C'est le seul moyen pour eux de permettre à leurs enfants d'apprendre l'anglais, car il est impossible d'apprendre l'anglais de façon satisfaisante à l'école française.

C'est M. Pietro Rizzutto qui parle. Il est président de la Fédération des associations italiennes de Montréal et aussi président de la compagnie Inter-State Paving. Il est membre du parti Libéral. Il a été remarqué à un récent congrès de la Fédération libéral du Québec en se battant contre une résolution qui proposait que le français devienne la langue officielle du Québec. Il estimait que la proposition telle que formulée faisait des citoyens de deuxième classe des immigrants nouvellement arrivés.

Q.P.: La prise de position de la FAIQ a surpris agréablement bien des Québécois. Comment l'expliquez-vous?

Pietro Rizzutto: C'est la seule position logique. Depuis longtemps déjà, depuis des années, en fait, il était question d'une telle Fédération. En novembre dernier, un groupe d'Italiens dont je fais partie a décidé de convoquer les associations italiennes à une journée d'études. On a réuni 250 personnes. C'était la première fois qu'on donnait aux Italiens l'occasion de s'exprimer par eux-mêmes. Il en est sorti des résolutions, dont nous avons tiré la substance de notre mémoire. (Voir le résumé du mémoire, ci-contre.)

Q.P.: Croyez-vous que les Italiens partageaient depuis longtemps ces idées ou s'il s'agit là de nouvelles tendances?

P.R.: Je crois que les Italiens ont toujours été des Québécois. Toutefois, comme il faut parler l'anglais sur ce continent où, comme vous savez, les Italiens sont installés partout, à Toronto, à New York, etc., il veulent que leurs enfants parlent anglais. Ils les envoient à l'école an-

-Pietro Rizzutto

glaise, mais il est bien connu que les Italiens s'entendent mieux avec les Français qu'avec les Anglais et, d'ailleurs, ils vivent parmi les Français. Ils épousent des francophones, etc. Ce que nous voulions, avec la FAIQ, c'était de donner aux Italiens la chance de donner leur propre opinion, pour une fois. Aussi, au congrès de fin de semaine, nous avons invité des représentants des trois partis d'opposition qui ont livré leur message. Nous ne sommes pas intervenus. La Fédération devra d'ailleurs toujours rester au-dessus de la politique partisane. Il est temps qu'on donne aux Italiens la chance de s'exprimer. Je crois sincèrement que notre mémoire représente l'opinion de la majorité des Québécois italiens.

Q.P.: Que pensez-vous de la décision de l'Ordre des fils d'Italie de boycotter la Fédération?

P.R.: C'est leur droit le plus strict de n'être pas d'accord avec nous.

Q.P.: L'Ordre des fils d'Italie n'est-il pas la plus importante association italienne au Québec?

P.R.: C'est une des associations les plus



PIETRO RIZZUTTO. "Je crois que les Italiens ont toujours été des Québécois." photos Michel Elliott

importantes, mais n'oubliez pas que l'Association des hommes d'affaires italiens fait partie de notre Fédération et qu'il s'agit là d'une des associations italiennes les plus représentatives. Sans parler de l'association Dante Alighieri, une des plus anciennes, qui regroupe les plus vieilles familles italiennes du Québec. Il faut souligner aussi que, depuis la publication de notre manifeste, sept autres associations ont rejoint les rangs de la Fédération. Ceci prouve que notre mémoire est conforme à ce que les Italiens pensent.

Q.P.: Que pensez-vous de la campagne que fait Il Corriere Italiano, le deuxième plus important journal italien de Montréal, contre la Fédération?

P.R.: M. Alfredo Gagliardi, qui dirige Il Corriere, et qui est puissant dans l'Ordre des fils d'Italie, a refusé de rallier la Fédération. Il essaie de nous décrire comme des gens qui sont contre l'enseignement de l'anglais et c'est faux. Il se fait passer pour le défenseur de l'enseignement de l'anglais, alors que notre mémoire est très clair sur ce point. Il a décidé de dire le contraire de ce que nous disons. Ca

ne nous dérange pas. Nous, notre Fédération a choisi comme devise Unité et Participation. On n'est pas là pour dire aux Italiens quoi penser, mais pour leur permettre de juger par eux-mêmes. C'est ce qui distingue M. Gagliardi et nous.

D'autre part, il est certain que les Anglais

ont été plus accueillants que les Français. Pensez seulement que nous avons une émission en langue italienne au canal 12, animée d'ailleurs par M. Gagliardi. Il ne faut pas s'étonner si les Italiens regardent le 12. Si l'émission était au canal 10 ou au canal 2, les Italiens regarderaient peut-être la télévision en français.

L'opposition

L'opposition principale à la Fédération des associations italiennes est venue du deuxième plus important journal italien de Montréal, Il Corriere Italiano, qui appartient à M. Alfredo Gagliardi. Comme M. Gagliardi est aussi un des leaders de l'Ordre des fils d'Italie, l'OFI est contre la Fédération. Il Corriere a aussi publié la semaine dernière un communiqué d'un groupuscule qui se dissocie de la Fédération, l'Association des familles calabraises.

De plus, depuis deux semaines, Il Corriere publie un questionnaire dont l'objectif est évident: démontrer que la position de la FAIQ sur la langue d'enseignement n'est pas celle de la majorité des Italiens.

Enfin, la semaine dernière, en page 3, Il Corriere rendait compte du congrès de la FAIQ. "Trois invités d'honneur ont pris part au congrès, écrit le journaliste U. Sgherri: MM. Dupuis, Loubier et Bienvenue". Nulle part il n'est fait mention de la présence au congrès, comme invité d'honneur, de M. René Lévesque. Son nom n'est même pas mentionné...

Du côté des autres journaux, citons La Tribuna Italiana, qui est en quelque sorte le QUEBEC-PRESSE de la communauté italienne, et qui appuie la FAIQ. Le plus important des trois journaux italiens, Il Cittadino Canadese, n'a pas pris parti.

Le manifeste de la FAIQ

- 1- Le Québec n'est pas une province comme les autres, avec sa majorité française à 80%
- 2- La FAIQ reconnaît qu'il est de la responsabilité du gouvernement du Québec d'assurer le maintien et le développement de la culture française.
- 3- La FAIQ formule le vœu que le gouvernement du Québec assume ses responsabilités à l'égard de la langue et de la culture françaises.
- 4- Le Québec est dans l'obligation de fournir aux immigrants un système d'éducation

qui leur permette de s'intégrer au milieu de travail et qui leur donne en même temps le moyen de gagner leur vie.

5- Si le gouvernement du Québec décide de retirer le bill 63, la FAIQ ne s'y opposera pas.

6- Toutefois, les écoles françaises devront permettre aux enfants d'acquérir une connaissance parfaite de la langue anglaise.

7- Une telle mesure doit être assortie d'une autre mesure qui fasse du français la langue de travail au Québec.

Le parti de Bourassa est vicié, gangrené!

- Claude Wagner

par Robert Lévesque

En fin de semaine se tient à Montréal le congrès du parti Conservateur du Québec. A cette occasion, nous avons rencontré le lieutenant québécois de ce parti fédéral, M. Claude Wagner. Après l'échec de ce parti au Québec le 30 octobre, après les 100 jours de session aux Communes, le seul francophone élu au PC fait le point pour nous sur l'existence du PC au Québec. Il s'attarde aussi sur la politique québécoise, en tant qu'"ancien combattant", et il prend position sur la situation syndicale québécoise.

- Allez-vous participer aux élections provinciales?

- Je vais voter, mais pas plus. Mais j'espère que le sort qui sera réservé au gouvernement actuel sera le sort qu'il mérite.

- Vous semblez agressif envers le parti de M. Bourassa!

- C'est peut-être parce que je le connais trop bien, et de l'intérieur.

- Le trouvez-vous différent de ce qu'il était au moment où vous en faisiez partie?

- Oui, très, très... très. Dans le temps où je faisais de la politique à Québec, j'avais comme collègues René Lévesque, Eric Kierans, Laporte, Gérin-Lajoie, des hommes de calibre. Une équipe d'hommes comme on en verra rarement. Chacun constituait une espèce de contre-poids à la volonté qu'aurait pu avoir le chef d'administrer de façon arrogante ou d'oublier les

priorités de la population ou de se ficher du peuple. Chacun dans son domaine avait une préoccupation sociale. Il y avait un bouillonnement d'idées, et on était tellement occupés à agir qu'on pouvait même pas penser à exploiter le peuple.

"Aujourd'hui, ils sont tellement peu préoccupés à agir, tellement contents de demeurer là, qu'ils ont le temps en masse de penser à toutes sortes d'autres choses. Ce gouvernement-là, malgré l'aide de son grand frère Trudeau, va couler de façon plus extraordinaire que le gouvernement Taschereau. Ce parti est vicié. De l'intérieur, il y a de la gangrène qui fait du chemin. Ils ont gouverné par images. Bourassa est arrivé là avec une image, avec l'appui de tout ce qu'on sait. Là, ils sont victimes de leurs appuis.

- Comment expliquez-vous, aujourd'hui, l'échec de cette "équipe du tonnerre"?

- C'est difficile à expliquer... c'est très difficile... (long malaise). Les circonstances ont fait qu'un après l'autre on est parti... et puis... peut-être qu'à certains moments il y avait trop d'individualisme et pas assez de collégialité. Que voulez-vous... quand on a affaire à des hommes comme ça? Je pense que l'éclatement a commencé à la fin de 65... Peut-être que chacun des ministres s'était taillé un territoire à lui et il y avait un manque de coordination entre ces différents territoires, les différents projets...

- Au même moment, il y a eu ce "samedi de la matraque". Dix ans après, quel souvenir en gardez-vous?

- Je garde le souvenir... (hésitations)... d'un événement qui a fait couler beaucoup d'encre. Un événement qui, à comparer avec des incidents qui ont suivi, paraissait absolument anodin... Je ne m'y attache pas. La reine est venue et elle est partie... il s'agissait de la protéger et les policiers en étaient à leurs premières expériences du genre. C'a été grossi et boursoufflé dans le temps.

- Mais vous maintenez les actes que vous avez pu poser à cette occasion?

- Bien... ce qui est arrivé... J'ai été élu le 5 octobre comme député, et la reine venait le 10. J'étais un nouveau venu. Les décisions sur la sécurité avaient été prises un an à l'avance. Ce Conseil des ministres, c'est-à-dire René Lévesque et les autres, avait décidé qu'il fallait un camion anti-émeute. Le 5 octobre, tout était en plan quand je suis arrivé. A la fin d'octobre, j'ai reçu le compte du camion, \$45,000, et je l'ai accepté, comme membre du Conseil. Il a jamais été utilisé. Le "camion de Wagner", j'ai eu rien à voir là-dedans. Mais la solidarité ministérielle m'obligeait à prendre sur mes épaules toute la responsabilité de ça.

"Au lendemain de la visite de la reine, Le-sage est allé se promener en Europe, les autres dans d'autres sens, moi je suis resté là à accepter les critiques."



CLAUDE WAGNER. Ce gouvernement-là va couler de façon plus extraordinaire que le gouvernement Taschereau. photos Yves Chaput

Chez les Conservateurs

Quand Wagner parle, c'est tout un peuple qui parle...

- Vous êtes le seul francophone du Québec dans le PC. Croyez-vous être arrivé à créer une présence québécoise dans ce parti?

- A l'intérieur du parti, oui. Je m'en rends compte par l'intérêt du caucus à mes interventions. Quand Claude Wagner parle, ils écoutent plus attentivement parce que c'est tout un peuple qui parle. Cela passe dans le programme, dans nos attitudes en Chambre. Quand Trudeau va passer ses résolutions sur le bilinguisme, on va voir quel est le parti qui est le plus ouvert au Québec! A l'extérieur, c'est moins sensible.

- Les Québécois, d'après les résultats du 30 octobre, ne semblent pas sympathiques au PC!

- C'est une bonne question. Je ne passe pas mon temps à faire des post mortem sur la dernière élection. C'est fait. Ce qui est arrivé, c'est que j'ai fait mon apparition à la dernière minute, on a eu juste trois semaines de campagne, je me suis promené partout, en autobus, à pied. J'ai voulu faire passer un message qui n'a pas été entendu. Mais on a tort de se fier sur un

seul homme pour faire passer un message d'ordre politique. Ça prend une organisation qui n'est pas juste sur papier. Nous ne l'avons pas. Une étude a été faite qui va nous amener à faire des changements majeurs pour la prochaine campagne, accentuer la décentralisation de notre organisation.

- Le PC semble avoir de la misère à aller chercher, au Québec, des hommes influents?

- Officiellement, ça pourrait paraître ainsi. Mais discrètement, il y a des contacts continuels qui se font avec des gens connus. J'ai à l'esprit un homme très connu dans le Québec qui a déjà accepté, mais ne veut pas voir son nom publié avant la campagne. Un autre, ce matin, m'a confirmé qu'il serait candidat. Il est aussi très connu. La force du PC aux dernières élections nous aide, en ce sens.

- Et pour Marcel Masse?

- Un homme de cette envergure, jeune, qui a fait ses preuves, peut être excellent pour le PC. On s'est rencontré ici il y a 10 jours. Je le verrai vendredi (donc il y a deux jours) en

présence de M. Stanfield. Vous savez, il est actuellement député indépendant à Québec. Ce serait sot de dire qu'il va démissionner demain à l'Assemblée nationale. Les élections, on peut les avoir en juin ou dans deux ans, si le NPD continue d'aider le gouvernement. Pour lui, ce serait un problème d'être choisi candidat PC au fédéral et en même temps siéger à Québec. Il ferait des discours où il pourrait y avoir des conflits.

- Ces hommes, vous allez les chercher surtout du côté du bassin unioniste?

- Lors de la dernière campagne, il y a eu un avantage qui m'a plu: nous avons volé de nos propres ailes. Le PC au Québec était un parti neuf. Autrefois, avec Johnson ou Duplessis, l'UN aidait le PC à faire sa campagne. Cette fois-ci l'UN n'était pas au pouvoir, et était même en perte de vitesse. On a volé de nos propres ailes. Donc, il n'y a pas de bassin unioniste où l'on va puiser. Il y a un bassin humain. Dans mes réunions, j'ai rencontré autant d'organisateur créditistes ou libéraux.

L'intérêt public exige que les Trois soient libérés

- Quelle est votre position quant à l'emprisonnement des trois chefs syndicaux québécois?

- Je n'irai pas par quatre chemins quant aux chefs syndicaux. Je trouve qu'au moment où ils ont été condamnés par les tribunaux l'intérêt public était en jeu. Les condamnations se justifiaient par ce souci de protéger l'intérêt public. Là, justice a été rendue. Ils ont été incarcérés quelques mois. Maintenant, il me semble que le même intérêt public et social exige que ce gouvernement-là, qui a l'autorité en raison de la loi des libérations conditionnelles et des prérogatives du pardon, fasse savoir à la population que lui aussi il a à coeur l'intérêt public. Or l'intérêt public exige à ce moment-ci que le gouvernement mette fin à cette incarcération. En y mettant fin, ce ne serait pas un manque de respect vis-à-vis les tribunaux. Il ne ferait qu'avouer qu'il sait que le rôle des chefs syndicaux est un rôle qui doit être protégé. Il faut faire preuve de discrétion judiciaire... et judicieuse.

Mais allez donc expliquer ça à Choquette..!

- Que pensez-vous du syndicalisme tel que vécu au Québec?

- Le syndicalisme existe parce qu'on en était arrivé à un point où les travailleurs étaient exploités. Il est venu pour protéger les intérêts des ouvriers. Tant que le syndicalisme a eu ce rôle, il a été bénéfique. Le syndicalisme qui veut jouer ainsi son rôle mérite d'être appuyé par tous les éléments de la société.

- Est-ce que cela, selon vous, correspond à la situation québécoise?

- Dans ce domaine, c'est légitime qu'on fasse preuve de passion. Il peut faire des erreurs, mais il ne faut pas le condamner pour ça. C'est pas parce que quelques membres ont pu exagérer que l'on doit condamner en bloc le syndicalisme. Il faut savoir départer, ce que ne semblent pas savoir les élus à Québec."

LA HAUSSE DU PRIX DES ALIMENTS

Les consommateurs devraient s'allier aux agriculteurs

par André Charbonneau

La récente flambée des prix des aliments ne risque guère de s'éteindre malgré les jets d'encre déversés sur le sujet depuis quelques mois. C'est que le phénomène a des causes beaucoup plus profondes que celles que l'on souligne généralement.

A venir jusqu'à tout récemment, les consommateurs ont partiellement évité, dans le domaine de l'alimentation, l'inflation qui touchait la plupart de leurs autres achats. De 1949 à 1969, alors que les revenus grimpaient de 300%, le prix des aliments n'a augmenté que de 50%, soit six fois moins rapidement. Le panier d'une famille de 4 personnes passait ainsi en vingt ans d'une valeur de \$20 par semaine à celle de \$31 seulement. Onze heures de travail suffisaient donc en 1969 au travailleur moyen pour gagner sa ration hebdomadaire alors qu'en 1949 il devait y consacrer vingt heures.

Les rendements agricoles

Comment cela a-t-il été rendu possible? Essentiellement, par l'accroissement des rendements agricoles. En somme, les agriculteurs ont pratiquement épongé à eux seuls jusqu'ici la crue des prix provoquée par l'industrie alimentaire, qu'il s'agisse des fournisseurs de l'agriculture ou des intermédiaires impliqués dans la mise en marché des produits de consommation.

Il y a vingt ans, les cultivateurs recevaient en moyenne 28 cents pour chaque dollar dépensé par le consommateur pour ses aliments. On estime que présentement ce chiffre est tombé à 10 cents. Par exemple, le cultivateur reçoit présentement 11 cents sur le dollar versé à l'achat du poulet, 10 cents pour les oeufs, 5 cents pour la dinde, 12 cents pour le fromage et le lait concentré, etc.

Les cultivateurs ont réussi jusqu'ici à encaisser, sans faillite collective, cette diminution relative de la part qu'ils retirent de la vente au détail parce qu'ils ont considérablement accru individuellement l'efficacité de leur production. D'une vache qui donnait en moyenne 5.000 livres de lait par année il y a vingt ans,

ils tirent aujourd'hui 10.000 livres. De même, ils obtiennent de meilleurs rendements de leurs champs dont ils ont par ailleurs augmenté considérablement les superficies: ce qui leur permet de garder de plus grands troupeaux sans accroissement de main-d'oeuvre.

En conséquence, on observe qu'au Québec, de 1966 à 1971, malgré une diminution de 26% du nombre des producteurs de lait, le volume global de la production laitière a augmenté de 7%. Il en va de même dans les autres secteurs de la production agricole. Peu de secteur économique, en somme, ont fait preuve d'autant de dynamisme.

Les limites

Mais cette hausse de la productivité agricole rencontre aujourd'hui certaines limites. Elle ne pourra pas désormais se poursuivre au même rythme. Elle reposait en grande partie sur l'élimination des agriculteurs concurrents. Leur nombre au Québec est ainsi passé de 51.791 à 38.146 entre 1966 et 1971. Cette saignée qui frise l'hémorragie conduirait à la longue à la mort de la classe agricole.

D'autre part, la productivité agricole a aussi des limites naturelles. Pour l'instant, une vache ne donne qu'un veau par année. Avant que celui-ci se reproduise à son tour il faut bien attendre qu'il ait atteint sa maturité. Il est donc illusoire de croire que le cultivateur pourra indéfiniment compenser par son efficacité accrue les hausses de coûts qui touchent les aliments tant du côté des fournisseurs de la ferme que des transformateurs des produits qui en sortent.

Il importe de retenir, en effet, que l'agriculteur demeure le plus grand des consommateurs puisqu'il réinvestit 82% de ses revenus bruts pour produire. A ce titre, il est davantage frappé que d'autres par l'inflation. Il subit donc



LES AGRICULTEURS ont empêché la montée en flèche du prix des aliments grâce à une productivité accrue.

de plus en plus les augmentations de coûts observables dans tous les domaines. Un exemple récent illustre ce fait.

La production

Au cours des derniers mois, soit d'août 1972 à mars 1973, le prix payé au producteur de volailles a augmenté de 7 cents la livre alors que les coûts de production correspondants grimpaient de 9 cents la livre, soit une baisse de revenu réel égal à 2 cents qui ne tient pas compte des frais non alimentaires tels ceux encourus pour les soins vétérinaires, les immobilisations, etc. Pendant ce temps, le consommateur payait 11 cents de plus chaque livre de volaille, soit 4 cents au-dessus du prix payé au producteur.

C'est donc avec raison que le président intérimaire de l'Union des producteurs agricoles, M. Paul Couture, affirmait récemment que "ni les consommateurs ni les producteurs n'ont tiré profit de la situation" qui prévaut présentement. C'est aussi avec raison que cet organisme réclame la création d'une commission chargée d'examiner à chaque niveau de l'industrie agro-alimentaire les hausses de prix demandées.

Dans l'exemple cité plus haut, une telle commission aurait donc constaté que

l'agriculteur a absorbé deux cents de l'inflation des prix tandis que le consommateur défrayait les 11 autres cents imputables aux augmentations de coût décrétées par les fournisseurs à la ferme et par les transformateurs des produits agricoles. Bref, elle aurait conclu qu'agriculteurs et consommateurs demeurent les seuls dindons de la farce.

Les consommateurs

A plus ou moins long terme, les consommateurs risquent de devenir les

seules victimes du système de l'offre et de la demande, car les agriculteurs sont d'une part de mieux en mieux organisés pour se défendre et d'autre part ils ont de moins en moins d'influence sur les prix de vente au détail puisqu'ils ne maîtrisent plus que 10% de ces prix. C'est pourquoi il devient impérieux que les consommateurs, comme le suggère l'UPA, s'organisent et s'allient aux cultivateurs afin que ces deux maillons faibles de la chaîne alimentaire puissent résister à la spirale inflationniste que provoquent les marchands.

Le Québec

Le phénomène précédemment analysé est mondial. Il laisse prévoir que les marchands, en accaparant une part sans cesse grandissante du secteur de l'alimentation, conduisent inexorablement l'économie vers de nouveaux sommets des coûts alimentaires. Mais le Québec, sur ce terrain comme sur bien d'autres, jouit d'un statut particulier. La semaine prochaine, il sera donc question de la responsabilité du gouvernement fédéral dans la hausse actuelle des prix à la consommation et plus particulièrement de son rôle dans la création de barrières qui empêchent le Québec de subvenir, à moindres frais, à ses propres besoins alimentaires.

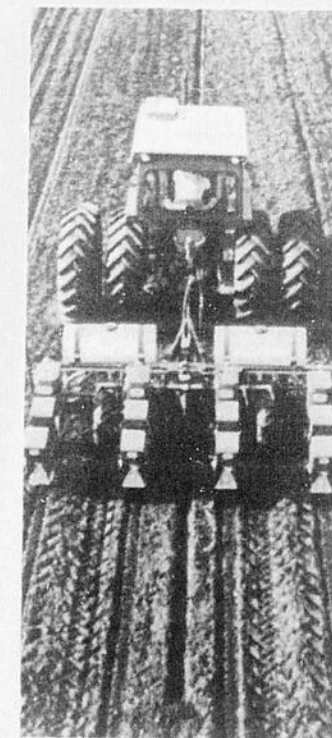


photo Michel Elliott

PAUL COUTURE, président intérimaire de l'Union des producteurs agricoles. Ni les producteurs, ni les consommateurs n'ont tiré profit de la situation.

Convention du Parti Québécois de Taillon pour le choix du candidat du comté aux prochaines élections provinciales. L'assemblée se tient à Saint-Hubert, à l'école d'Iberville, 5035 rue Redmond, coin Payer à partir de 12 heures 30.

3 concurrents sont en liste, M. Jean-Charles Roy, M. Georges Hubert et M. Guy Bisailon.



LE CULTIVATEUR réinvestit 82% de ses revenus bruts pour produire davantage.

Sur la question de la déclassification des professeurs

Le conflit risque de s'envenimer

(G.G.)- Il risque d'y avoir une extension des hostilités entre les professeurs de Cégep et le ministère de l'Éducation du Québec, au cours de la semaine prochaine, sur la question controversée de l'évaluation des diplômés et de la scolarité des enseignants.

Déjà huit cégeps sont paralysés par le conflit et il doit s'en ajouter deux autres lundi si le ministère ne revise pas ses positions.

Hier, à Montréal, les présidents des syndicats membres de la Fédération des enseignants du Québec (FNEQ) se sont réunis pour une deuxième fois en trois de la situation et établir une stratégie.

"On s'attend à ce que le gouvernement intervienne ces jours-ci, nous a déclaré la présidente de la FNEQ, La situation ne peut plus durer. Le gouvernement va assouplir ses positions, ou il va tenter un coup de force."

Déclassification

La source du conflit est simple: les enseignants ne sont pas d'accord avec l'évaluation que le ministère de l'Éducation fait de leurs années de scolarité et de leurs diplômes.

Déjà, le ministère a fait connaître sa classification à plus de la moitié des enseignants de cégep et, de ce nombre, un peu moins de 40% ont subi une déclassification, donc un gel de leurs salaires. Ils ont retourné par le "gel des cours". Du côté des enseignants à l'élémentaire et au secondaire, il y a eu 3,000 déclassifications.

Les cégeps d'accord

Le plus étonnant de l'affaire, c'est que, dans la



photo Michel Elliott

FRANCINE LALONDE. La situation ne peut plus durer.

majorité des cégeps, les conseils d'administration ont pris fait et cause pour leurs enseignants contre le ministère de l'Éducation. On sait que les cégeps accordaient une classification temporaire sujette à ratification par le ministère. Au cégep Saint-Laurent, la direction est allée si loin dans son appui aux enseignants, que le gouvernement lui a imposé sa tutelle.

Tué par le ministère

"Le pire, nous a déclaré Francine Lalonde, c'est que le manuel d'évaluation établi unilatéralement par le ministère remplace le Comité provincial de classification qui, lui, fonctionnait bien. Il était constitué de deux personnes nommées par le gouvernement et deux nommées par nous, mais payées par le gouvernement. Face à ce comité, les enseignants avaient un recours. Face au nouveau manuel, il n'y

a plus de recours. Il n'y a que les comités de révision qui sont uniquement consultatifs. Je n'appelle pas ça avoir un recours. Au moment de l'abolition du Comité provincial de classification, il y avait 300 griefs à l'arbitrage. Tous ces griefs ont été balayés. C'est la perte d'un droit acquis, qui a été consacrée par l'adoption du manuel d'évaluation, tout simplement".

"On se f... de notre gueule"

M. Claude Charbonneau, porte-parole de l'Alliance des professeurs de Montréal, est formel: "Le ministère de l'Éducation se fout de notre gueule. Le manuel d'évaluation est sorti le 15 décembre. On l'a reçu fin février. Entre-temps, le comité d'évaluation nous avait envoyé une série de modifications projetées sur lesquelles il voulait nous consulter. On s'est rendu compte que les modifications proposées le 26 janvier sont déjà intégrées au manuel du 15 décembre. La décision était donc déjà prise. On a reçu une autre série de modifications le 14 mars et, encore là, elles sont intégrées au manuel du 15 décembre. On voit quel genre de consultation le ministère pratique. En ce qui a trait aux révisions qui demandent les enseignants mécontents, le ministère est en retard; en ce qui a trait aux attestations officielles, même chose; et dans les cas où le ministère a demandé des documents supplémentaires aux enseignants, ceux-ci les ont envoyés et ils attendent toujours."



photo Michel Elliott

AU CEGEP SAINT-LAURENT, c'est le gel des cours, malgré la tutelle du gouvernement.

Service spécial du printemps
par SIGI MOTORS Ltd
 Responsable de l'entretien des autos du **Champion des Rallys du Québec, 1971 et 1972, Kuno Wittmer.**

| | |
|----------------------------|------------------------------------|
| Inspection générale | \$30.00 |
| 4 bougies | \$ 5.00 |
| 1 set pointe d'allumage | \$ 2.50 |
| 1 condensateur | \$ 2.40 |
| 1 filtreur à l'huile | \$ 4.20 |
| 1 filtreur à air | \$ 4.00 |
| 4 pintes d'huile | \$ 4.40 |
| Total | \$52.50 <small>taxe</small> |

POUR UN SERVICE
"À LA CHAMPION"
 demandez **ANDREAS**

Pour L'ACHAT d'une AUTO demandez **KUNO**

Peugeot et 

Montréal **861-7888** 1124, Bleury
 37, boul. Ste-Rose Ste-Rose
"REVENDEUR MICHELIN"

MINUTE!

Prends donc une bonne Player's Filtre

Avis: Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social considère que le danger pour la santé croît avec l'usage.

Par son antisyndicalisme, le ministre Bienvenue facilite l'anglicisation des nouveaux Québécois

par Micheline Lachance

Au Québec, les immigrants s'anglicisent avec la bénédiction du gouvernement québécois. C'est en tout cas la conclusion à laquelle on en arrive en examinant la politique gouvernementale d'intégration des immigrants et des relations entre le ministère et les enseignants qui désirent une amélioration de la qualité des cours.

L'immigrant arrive au Québec. Un conseiller en main-d'œuvre du gouvernement fédéral l'envoie dans l'un des Centres d'orientation et de Formation des immigrants (COFI) qui doit le préparer au marché du travail en lui proposant 20 semaines de cours de français, 20 semaines de cours d'anglais et deux semaines de cours d'initiation à la vie québécoise. L'immigrant, aussitôt ses cours de français terminés se plonge dans l'étude de l'anglais. Il n'a même pas le temps de mettre en pratique les connaissances de base du français que déjà il doit se familiariser avec l'anglais, langue de l'argent.

Il est d'autant plus motivé à apprendre l'anglais qu'il sait pertinemment qu'il s'agit de sa langue de travail.

Les COFI

L'immigration relève du gouvernement fédéral. En 1968, ce dernier inclut un cours d'intégration des immigrants dans le programme fédéral-provincial de la formation professionnelle des adultes. Depuis, le fédéral subventionne à 100% les Centres d'orientation et de formation des immigrants (COFI). Il existe six COFI accueillant simultanément 1,500 immigrants. Chaque immigrant fréquente un COFI durant 5 mois; chaque année, les COFI accueillent environ 3,000 étudiants.

Ces COFI sont administrés par des corporations privées (YMCA, Corporation de l'oeuvre des Saints-Apôtres et Commissions scolaires). Et le gouvernement québécois dans tout cela? Il agit comme intermédiaire pour verser à ces sous-traitants l'argent qui lui accorde le

fédéral. Ce sont les corporations privées qui engagent le personnel enseignant.

Le rapport Gendron

Le rapport Gendron conteste fortement cette formule de cours de langues (20 semaines de français et 20 semaines d'anglais). Il lui reproche la confusion qu'elle crée, les difficultés d'assimilation, la fatigue cumulative due à l'effort nécessaire pour apprendre deux langues en si peu de temps. Il recommande "que le ministère de l'Immigration soit autorisé à dispenser dans les COFI 40 semaines de français." Les professeurs des COFI appuient fortement cette recommandation.

En outre, le rapport, recommande que le ministère de l'Immigration négocie le contrat de travail avec les professeurs pour permettre la formation d'une véritable carrière de spécialistes de l'enseignement aux immigrants. Actuellement, les professeurs des COFI ne béné-

ficient d'aucune sécurité d'emploi. Ils négocient avec leur employeur local et sont ainsi à la merci d'un non-renouvellement de contrat entre le gouvernement et la corporation qui les a engagés. Comme le gouvernement peut résilier ses contrats à trois mois de préavis, les professeurs se demandent à chaque trimestre s'ils vont devoir se chercher un autre emploi stable. D'où le roulement continu des professeurs qui, sitôt expérimentés dans l'enseignement aux immigrants, quittent les COFI. Ajoutons qu'à l'heure actuelle il n'existe aucun cours pour les professeurs désireux de se spécialiser dans l'enseignement aux immigrants, tâche qui n'est pas facile.

A la suite de ces recommandations et de bien d'autres, on était en droit de s'attendre à des changements prochains. Au lieu de ça, le ministre de l'Immigration, Jean Bienvenue, a permis la mise à pied de 45 professeurs, tous du COFI de Laprairie, soit le tiers des effectifs des COFI.

Les mises à pied ont commencé le 6 avril dernier et Jean Bienvenue ne bouge pas; il a même refusé de rencontrer le président par intérim de la CSN, Norbert Rodrigue, la présidente de la Fédération nationale des enseignants du Québec, Francine Lalonde, et un conseiller syndical de la FNEQ, qui voulaient que le ministère retarde la restructuration des COFI pour un an, ceci afin de permettre aux professeurs de participer à la réforme et de négocier une politique de sécurité d'emploi.

Casser le syndicat

Pourquoi ces congédiements? Parce qu'en décembre 1972 alors que les enseignants du COFI Laprairie faisaient la grève, le ministère a fait ouvrir un COFI temporaire à Montréal. En avril prochain ce COFI devient permanent une partie des classes de Laprairie y sont tout simplement transférées. Les autres, une dizaine, seront intégrées à un nouveau COFI devant ouvrir ses portes

en juillet. "Le personnel enseignant mis en disponibilité aura préférence d'engagement", se contente de répondre Jean Loiselle, sous-ministre de l'Immigration, et cela "compte tenu des besoins du COFI, ainsi que de l'expérience, de l'ancienneté et de la compétence des enseignants".

"Il n'y a pas de doute", disent les enseignants, Bienvenue veut casser le syndicat des enseignants de Laprairie. En brisant les reins au syndicat de Laprairie, le ministre Bienvenue sait que la syndicalisation des autres COFI sera remise en question. Il peut ainsi faire du chantage: "Si vous vous syndiquez, si vous vous battez pour améliorer vos conditions de travail, on fermera votre COFI pour en ouvrir un ailleurs, souvenez-vous de Laprairie."

Et c'est finalement la qualité des cours donnés aux immigrants qui en souffrira.

POUR MONTRÉAL DEVENEZ CRIEUR pour QUEBEC-PRESSE

En 2 ou 3 heures un gars débrouillard se fait une commission substantielle.
ET POURQUOI PAS
UNE FILLE?

Crieurs aussi demandés tôt le dimanche pour les coins de rue achalandés ou aux portes des églises partout à Montréal.

Tél.: Micheline Venne, 381-9936

QUEBEC-PRESSE

EMPLOIS

Pour tout renseignement concernant la rubrique "Offre d'emploi", veuillez communiquer avec Jean Bélanger
Service de la publicité
381-1385

Nos annonceurs d'abord...

• ARTISANAT

Artisans du meuble québécois
A la vieille forge
Artisanat Chamard Enrg.
Artisanat du Québec
Boutique Mme Paul Berval
Boutique Pycasso
Formart
Laines Paul Grenier Enrg.
Tissage Leclerc

• AUDIO-VISUEL

Ass. de documentation audio-visuelle
Productions Prisma
Richard Lefebvre audio-visuel

• AUTOMOBILE

Peugeot
Sigi Motors

• BOISSON

Molson

• COOP

Cooprix
Coop des déménagements 1er mai
Fédération des caisses d'économie
Fédération des caisses populaires de Québec
Fiducie du Québec

• HABITATION

B & A Construction Inc.
Domaine Bastien Inc.
Gérard Gazaille Construction Inc.
Sogecor Inc.

• LIVRES

BD
Bordas-Dunod
Cinéma Québec
Diffusion Québec
Editions Bellarmin
Editions de l'étincelle
Editions de l'Homme
Editions de l'Université d'Ottawa
Editions du Jour
Editions France-Québec

Editions Gallimard
Editions Martinsart
Editions Parti-Pris
Librairie Caron
Librairie Deom
Librairie Dussault
Librairie Gutenberg
Librairie Tranquille
Magazine OVO
Maison du livre
Revue Média
Revue Prêtres et Laïcs
Udel

• RESTAURANTS

Dankoff's
Café Campus
La Bonne Table

• TABAC

Cigarettes Gallia
Export "A"
Players

• VOYAGES

Adventure Tours
Agence de voyage CB
Agence de voyages Beau-Mont
Agence de voyages Olympia Express
Agence de voyages Pélican
Europ-Auto
Grandes Sélections Inc.
Mirabel Tours
Planet Air
Société culturelle Québec-URSS
Tourbec Inc.
Tourisme français
Total Voyages Enrg.
Voyages Travelaide

• DIVERS

Blue Bonnets
Calex (huile à chauffage)
Scribec

HOMMES ET FEMMES DEMANDÉS

À TEMPS PARTIEL

POUR SERVICE TÉLÉPHONIQUE

- De 6 heures à 9 heures p.m.,
- Le mardi, mercredi, jeudi.
- Commission plus qu'"alléchante".

POUR INFORMATION:

MICHELINE à: 381-9936

Confiants dans le bon jugement de nos lecteurs, nous publierons chaque semaine par périodes de trois mois, les noms des entreprises commerciales qui annoncent dans notre journal. Nous croyons qu'une telle initiative s'avérera utile à nos lecteurs, à nos annonceurs ainsi qu'à Québec-Presse.

Avortement: on cherche DES "COMPLICES"!

par Louis Fournier

L'année dernière, la seule femme alors député au Parlement du Canada, Grace Mac Innis, du Nouveau parti démocratique (NPD), présentait une pétition portant plus de 75,000 signatures au gouvernement Trudeau.

300 médecins

Cette pétition réclamait le retrait de toute mention de l'avortement dans

le code pénal canadien. Parce que l'avortement ne doit pas être considéré comme un crime. A Montréal, 300 médecins ont signé cette pétition et en ont même payé la publication dans certains journaux.

L'Eglise

Evidemment, cette première campagne d'envergure n'a pas suffi à faire bouger le gouvernement, d'autant moins que l'Eglise catholique - par sa hiérarchie en tout cas - continue de condamner l'avortement avec la dernière énergie.

Aux USA...

Or, le 22 janvier dernier, la Cour suprême des Etats-Unis rendait une décision historique à propos de l'avortement, en condamnant l'intrusion de l'Etat dans la vie privée des citoyens. Cette décision a redonné de la vigueur à la campagne menée au Canada sur le sujet. Au Québec, cette campagne est animée par le **Front commun pour l'abrogation des lois sur l'avortement**. Elle coïncide avec la comparution du Dr Henry Morgentaler, un médecin de Montréal accusé d'avoir pratiqué des avortements illégaux. Et qui ne tient nullement à le nier puisqu'il vient de déclarer publiquement qu'il en avait pratiqué plus de 5,000...

Québec-Presse

QUEBEC-PRESSE a décidé de participer à cette campagne en publiant notamment les deux pétitions que fait circuler le Front commun depuis quelques jours. Le but

de cette opération est de placer le gouvernement Trudeau devant un choix très clair: ou bien il tente des poursuites contre tous les signataires "complices" qui avouent avoir aidé une femme à obtenir un avortement illégal, ou bien il retire ses propres lois qu'il ne peut même pas faire observer!



LE FRONT COMMUN pour l'abrogation des lois sur l'avortement a manifesté, à Montréal, lors de la comparution du Dr Henry Morgentaler, celui-là même qui avoue avoir pratiqué plus de 5,000 avortements... photo Michel Elliott

L'avortement, une question politique

"Au Québec, sur 210 hôpitaux publics accrédités, seulement 23 ont créé des comités d'examen des demandes d'avortement et sur ces 23, 12 seulement sont des hôpitaux canadiens-français."

C'est ce que révèle le Centre des femmes de Montréal dans un document diffusé en guise d'appui à la lutte du Dr Morgentaler et du Front commun pour l'abrogation des lois sur l'avortement.

1,386 au Québec

Durant les six premiers mois de 1972, il s'est pratiqué 18,847 avortements thérapeutiques au Canada dont seulement 1,386 au Québec. Au Québec même, les hôpitaux anglophones sont plus "libéraux" que les hôpitaux francophones en ce domaine, comme l'indiquent les chiffres de l'année 1972. L'hôpital Jewish General de Montréal arrive en tête avec 526 avortements, suivi du Montreal General (351) et du Catherine Booth (236). A "l'avant-garde" des hôpitaux francophones, on retrouve Notre-Dame avec 96 avortements seulement puis Maisonneuve avec 23...

L'avortement thérapeutique, autorisé par la loi à des conditions extrême-

ment sévères, cède donc la place à l'avortement médical illégal et aussi à l'avortement clandestin pratiqué par des "charcutiers".

Selon le Centre des femmes, au moins 250 Québécoises sont obligées, chaque semaine, d'avoir recours à des avortements médicaux illégaux, du genre de ceux que pratique le Dr Morgentaler. "Pour celles qui ne peuvent aller à l'hôpital ou qui n'ont pas une "bonne adresse" au Québec, il reste New York - si elles ont assez d'argent."

Politique

Pour le Centre des femmes, la difficulté d'obtenir un avortement au Québec est d'abord et avant tout une question politique: "Nous refusons de débattre le problème sur un terrain soi-disant "moral" (le fœtus est-il un être vivant ou non)

car la question est intimement reliée aux conditions sociales, économiques et politiques d'un pays."

Le Centre des femmes affirme qu'au Québec, "il y a deux forces en présence s'opposant l'une à l'autre: d'un côté, l'Etat et l'Eglise catholique et, de l'autre, les femmes". On rappelle que l'Eglise ne condamne l'avortement que depuis 1869 ("gate à laquelle la science a découvert la rencontre du spermatozoïde et de l'ovule") et que l'Etat interdit l'avortement pour des raisons "d'ordre purement économique et politique" qu'on décrit en ces termes: 1- S'assurer qu'il y aura une main-d'oeuvre suffisante pour répondre à la demande des grandes compagnies 2- Confiner les femmes à leur rôle de mère-épouse-ménagère qui exécute gratuitement les travaux à la maison 3- Ré-

primer la vie sexuelle des femmes et les obliger à subir les grossesses comme la conséquence inévitable des relations sexuelles

Service essentiel

"La légalisation de l'avortement gratuit et sur demande, conclut-on, n'est pas une fin en soi. Cependant, c'est un service essentiel que doit nous rendre une société qui n'assure même pas les conditions matérielles minimales nous permettant d'élever des enfants (garderies gratuites, congés de maternité payés, collectivisation des travaux ménagers, etc.). Pour nous les femmes, le contrôle des naissances par la contraception et l'avortement (si la contraception a fait défaut) est primordial. C'est le premier pas vers une possibilité de prise en main de nos vies."

SCRIBEC

45 est, rue Jarry
Montréal 351
387-2486

SECRETARIAT
DACTYLOGRAPHIE
IMPRESSION

PHOTOCOPIE XEROX

| | | |
|-------|-----|-------------|
| 1-3 | 10c | la copie |
| 4 | 9c | |
| 5-10 | 8c | |
| 11-16 | 7c | |
| 17-30 | 6c | |
| 31-49 | 5c | |
| 50-70 | 4c | |

Format légal et papier
couleur: 10% en sus
Réduction à partir
de 14" x 18"

IMPRESSION OFFSET

| Copies | 8 1/2 x 11 | 8 1/2 x 14 |
|--------|------------|------------|
| 100 | 3.00 | 3.50 |
| 200 | 4.00 | 5.00 |
| 300 | 5.00 | 6.00 |
| 400 | 6.00 | 7.75 |
| 500 | 7.00 | 8.50 |
| 600 | 7.75 | 9.50 |
| 700 | 8.25 | 10.00 |
| 800 | 8.75 | 10.75 |
| 900 | 9.25 | 11.25 |
| 1000 | 10.00 | 11.75 |
| 2000 | 17.75 | 21.75 |
| 3000 | 26.00 | 32.00 |
| 4000 | 34.00 | 42.00 |
| 5000 | 42.00 | 52.00 |

LAINES PAUL GRENIER ENRG.

5600 Henri-Bourassa
Tél.: 325-4466

2301 est, rue Fleury
Tél.: 388-9154
388-3853

Tricotez avec des laines du Québec
La Villageoise
La Québécoise

Nous avons également des laines canadiennes et importées - canevas à tapis - fil - Phentex - service d'encadrement.

Pour la libération du Dr Morgentaler

A Jérôme Choquette, ministre de la Justice, Québec

Nous, les soussignés, demandons:

- le retrait immédiat des accusations portées en vertu des lois sur l'avortement contre le Dr Henry Morgentaler;
- la libération inconditionnelle du Dr Henry Morgentaler.

(Nom)

(Adresse)

Retourner à: Front commun pour l'abrogation des lois sur l'avortement,
C.P. 1234, Place d'Armes, Montréal 126, Québec

Pétition des "complices"

Nous, les soussignés, déclarons avoir aidé quelqu'un d'une façon quelconque (références, conseils, renseignements, etc.) à obtenir un avortement illégal et/ou avoir subi un avortement illégal. De ce fait, NOUS NOUS INCRIMINONS SOLIDAIREMENT.

(Nom)

(Adresse)

(Occupation)

Cette déclaration sera rendue publique seulement si elle recueille plus de 200 signatures. Les adresses ne paraîtront pas sur la déclaration publiée.

Retourner à: Front commun pour l'abrogation des lois sur l'avortement,
C.P. 1234, Place d'Armes, Montréal 126, Québec

Si vous désirez que l'on vous envoie des copies supplémentaires de l'une ou l'autre pétition pour les faire circuler dans votre milieu, inscrivez DEVANT votre signature un chiffre correspondant au nombre de signatures que vous croyez pouvoir recueillir.

La ville de Québec défigurée un peu plus

Le bassin Louise va disparaître

par Robert Lévesque

Le bassin Louise, à Québec, va bientôt disparaître pour devenir, on ne le sait pas encore, soit un centre commercial soit une usine, peut-être un terrain vague sous les piliers d'un pont qui reliera les deux rives. Le bassin intérieur est déjà rempli à moitié, et une montagne de sable attend, sur les bords, qu'on la déverse. En trois jours, le bassin Louise pourrait disparaître complètement.

Un comité

Le mardi 3 avril, cependant, les camions se sont arrêtés et le travail est, momentanément, interrompu. Cela grâce à l'intervention d'un nouveau "comité de protection du bassin Louise" qui, depuis sa formation il y a un mois, a multiplié les dé-

marches auprès du ministre Marchand, du maire de Québec et du directeur du port de Québec, M. Bousquet. Ils ont lancé un cri d'alarme, auquel le maire Lamontagne a répondu en demandant, dans une lettre au directeur du port, de "suspendre" les travaux de remplissage.

Travaux de nuit

En fait, le remplissage du bassin Louise est commencé depuis 5 ans, mais comme les travaux se faisaient la plupart du temps la nuit et qu'ils ne touchaient pas le bassin intérieur (la partie la plus importante et aussi la plus belle), personne ne s'en est soucié. Aujourd'hui, des citoyens de Québec se sont rendu compte de la perte que subirait le "cachet" du Vieux-Québec si le bassin (déjà chanté par

Hervé Brousseau) disparaissait sous les tonnes de sable.

Selon le journal Le Soleil, qui publiait samedi dernier une enquête effectuée auprès de certaines autorités en la matière, ce remplissage du bassin Louise s'inscrit dans une longue liste d'opérations qui sont en train de faire perdre à Québec son statut de ville unique en Amérique du Nord: démolition de maisons anciennes sur la Grande-Allée, construction de tours de béton dans le Vieux-Québec, construction de parcs-automotifs apparents, projet d'un pont entre Lévis et Québec "qui détruirait à jamais le panorama unique de Québec".

Les faits

Si les citoyens de Québec n'avaient pas encore



LE BASSIN LOUISE ACTUELLEMENT. Une longue liste d'opérations qui sont en train de faire perdre à Québec son statut de ville unique en Amérique du Nord. photo Vital Barbeau

réagi au sujet du bassin Louise, c'est que les autorités gouvernementales et celles du port de Québec ont longtemps soutenu qu'il était question de remplir simplement une petite partie du bassin. Ce n'est qu'il y a un mois qu'on s'est rendu compte que les faits dépassaient les prévisions.

C'est l'Association des Anciens des Instituts de marine du Québec qui a pris l'initiative de former un "comité spécial". Il regroupe maintenant plusieurs citoyens et reçoit l'appui de l'Association des caboteurs du Québec. Il a envoyé deux télégrammes à Jean Marchand, et le vendredi le 6 avril il rencontrait le ministre (qui est aussi député du comté où se trouve le bassin) pour lui expliquer ses intentions.

Arrêter les travaux

Leur but premier est de faire arrêter immédiatement les travaux, et de façon définitive. Ensuite, le comité propose l'établissement d'un port de

plaisance populaire et d'un terrain de jeux qui s'étendrait tout autour. Selon M. Miville Gagné, président du comité, il n'existe aucun endroit, entre la Côte de Beaupré et les hauteurs de Cap-Rouge, où les gens ordinaires peuvent utiliser leurs petites embarcations.

Sauf le très chic Yacht Club de Sillery, réservé à une classe de gens riches, il n'existe en effet aucun port de plaisance dans la région de Québec. Le bassin Louise, pour le comité, est l'endroit idéal pour en créer un. L'association des caboteurs, qui avait aussi demandé qu'on ne remplisse pas ce bassin, est d'accord avec l'idée du port de plaisance, ce qui n'empêcherait pas que le bassin soit utilisé pour l'hivernage de leurs bateaux, comme cela se faisait jusqu'à maintenant.

Idée farfelue

M. Bousquet, directeur du port de Québec, a été impossible à rejoindre. Cependant, un de ses assistants, M. Latouche, nous a confirmé les inten-

tions actuelles de remplir le bassin Louise, même si les travaux sont momentanément arrêtés. "C'est une très grosse tempête dans un très petit verre d'eau", a-t-il commenté. Selon lui, l'idée d'un port de plaisance est farfelue. "Ça coûterait environ 10 millions", prétend-il.

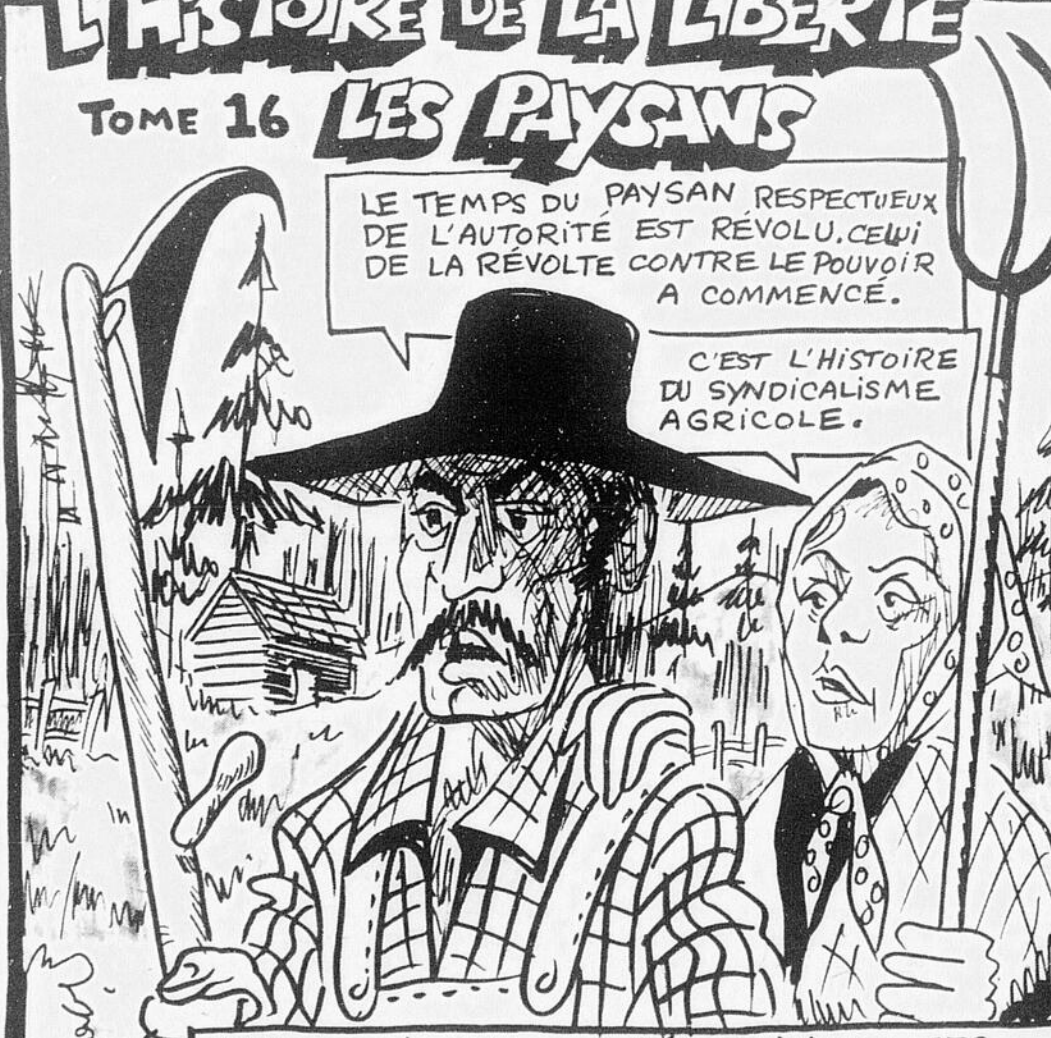
Si l'on regarde du côté du concept général du réaménagement du Vieux-Québec, on peut lire à la page 128 de ce volumineux rapport que, "malgré le remplissage partiel du bassin intérieur, le bassin Louise conservera une activité intense". Dans tous les dessins de propositions ou le bassin apparaît, on le conserve comme bassin. Les experts qui ont réalisé ce concept préconisent même qu'on relie le bassin Louise au bassin de la Place Royale par des canaux sur lesquels pourraient naviguer les petites embarcations. Ce qui rejoint les intentions du nouveau "comité de protection du bassin Louise".



EN TROIS JOURS, le bassin Louise pourrait disparaître... photo Vital Barbeau

L'HISTOIRE DE LA LIBERTÉ

TOME 16 LES PAYSANS



LE TEMPS DU PAYSAN RESPECTUEUX DE L'AUTORITÉ EST RÉVOLU, CELUI DE LA RÉVOLTE CONTRE LE POUVOIR A COMMENCÉ.

C'EST L'HISTOIRE DU SYNDICALISME AGRICOLE.

S'ADRESSER À 9670, RUE PELOQUIN, MTL. 358

COUPON RÉPONSE

NOM

ADRESSE

VILLE

PROFESSION



photo Guy Borremans

LES INDIENS DE LA BAIE JAMES

par Michel Sabourin

De 5,000 à 6,000 Indiens cris vivent aujourd'hui à la baie James. Leurs villages, Poste-à-la-Baleine, Fort George, sont répartis le long du rivage de la baie, que Radisson fut le premier Blanc à découvrir.

Ces Indiens vivent principalement de la chasse et de la pêche. Tout l'arrière-pays, le long de la rivière Grande, leur sert de territoire de chasse et de pêche. Chaque année, en famille, ils s'enfoncent pour chasser dans cet immense territoire qu'ils se sont divisé entre eux, un peu à la façon de nos cultivateurs. Ils vont chercher leur nourriture pour l'hiver.

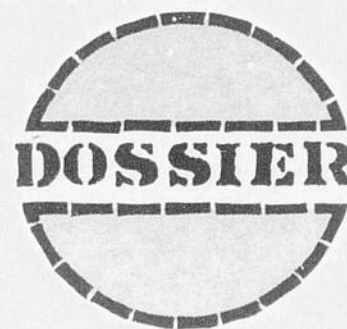
Les territoires de la baie James sont situés au nord du 52e parallèle. Ce n'est pas une terre très fertile. La végétation n'y abonde pas, de même que la faune. Pourtant les Cris ont toujours réussi à tirer de cette zone infertile tout ce dont ils ont besoin. Et à en conserver le précaire équilibre. Car il est facile d'épuiser un tel territoire. Il suffit de le chasser bêtement durant quelques années, pour en détruire tout l'équilibre.

Or les Cris ont toujours réussi à garder bien rem-

plis leurs garde-manger.

C'est à ce seul prix qu'ils ont réussi à garder intacte leur culture. S'ils ont aujourd'hui skidoos et fusils, c'est pratiquement à cela seul qu'ils ont limité leurs emprunts à la civilisation blanche. Pour le reste, ils ont réussi à éviter la colonisation. Même si le gouvernement leur a construit des maisons, et les a envoyés à l'école, à l'hôpital et à l'église des Blancs.

Et si les Cris ont su éviter le sort des autres Indiens d'Amérique, malgré tous les efforts faits pour les assimiler, c'est uniquement dû au fait



qu'ils n'ont jamais attendu les Blancs pour se nourrir. Ils sont parfaitement indépendants, grâce aux ressources que leurs territoires de chasse et de pêche. La plupart des autres Indiens du Canada ont, tôt ou tard, par le contact avec la civilisation blanche, perdu ce goût de se nourrir et de vivre de la manière ancestrale. Ils ont préféré des solutions plus faciles: se faire exploiter dans les mines par exemple. Cela leur a bien sûr donné plus d'argent et accès à la société de consommation. Mais le prix qu'ils ont payé est celui de leur culture. Qu'on pense aux Montagnais de Schefferville ou de Chibougamau, aujourd'hui en voie d'extinction...

Avec l'ouverture de la

baie James, c'est un tel sort qui menace les Cris. Non seulement verront-ils leur territoire envahi par les Blancs et les produits des Blancs, mais ils verront aussi l'écologie entière de leur milieu transformée.

L'économie et l'écologie, les deux facteurs qui font l'autonomie d'un peuple. D'où l'actuelle crainte des chefs cris de voir déclencher par la construction de la baie James, le processus d'assimilation de leur peuple. Car si l'écologie et le milieu naturel de la baie James sont transformés, il y a de fortes chances que la région s'appauvrisse en gibier. Si la région s'appauvrit, les Indiens perdront leur capacité d'indépendance déjà réduite. S'ils ne peuvent plus se nourrir par eux-mêmes ils devront en effet dépendre des Blancs, et c'est la pente de l'assimilation...

Et nous sommes bien placés, nous Québécois, pour savoir que c'est dans cette dépendance économique que commence l'assimilation. Dans ce cas, ce sera l'assimilation du dernier morceau de véritable culture amérindienne en Amérique du Nord.

Nous pourrions être fiers de notre coup.



photo Guy Borremans

Les Indiens ont la parole

Les Indiens qui parlent aujourd'hui dans ce dossier se proposent en même temps que de recouvrer leur liberté et leur dignité, d'enseigner à la société blanche les voies d'une harmonie qu'elle a oubliée le jour où elle s'est engagée dans sa course folle au pouvoir. Le moment est probablement venu maintenant pour les Amérindiens de parler, et pour nous d'écouter...

"Nous devrions avoir notre leçon..."

- Le chef Robert Kanatewat

Le chef Robert Kanatewat est un jeune chef. Dans la trentaine. Il appartient à cette nouvelle génération de chefs indiens pour qui la survivance de leur nation est le principal souci.

Traditionnellement, les chefs de tribus indiennes étaient les membres les plus âgés de la tribu, reconnus pour leur sagesse et leurs talents de chasseur. Depuis quelque temps, le gouvernement canadien a changé cette pratique, et obligé l'élection de chefs pouvant lui servir d'interlocuteur.

Cela place le chef élu dans une position difficile. Pour avoir le respect de son peuple, il doit rester un bon chasseur. Pour avoir le respect des Blancs, il doit être un bon politicien.

Tel est le chef Robert Kanatewat. Ses yeux, petits et perçants, sont ceux d'un politicien rusé, comme ceux d'un chasseur à l'affût de sa proie. Il parle d'abondance, comme un politicien, mais il trouve et puise tous ses exemples à même la nature, près des animaux.

En me rendant l'interroger, je pensais que j'aurais sans doute de la difficulté à vaincre sa méfiance. J'ai trouvé le contraire. Un homme chaleureux et simple, qui ne fait pas de simagrées inutiles ou de fausses politesses. Il s'est simplement assis à mes côtés, et d'une voix calme, chaude, il a essayé de m'expliquer la vie de son peuple.

"Il est difficile de dire exactement ce que ressentent les Indiens à l'égard



L'AMENAGEMENT hydro-électrique de la baie James et de ses affluents risque, selon les Indiens, de transformer tout l'équilibre écologique de la région.

Ce qui attend les Cris

Pour étudier l'impact exact de la construction du complexe de la baie James sur la nature, chose que le gouvernement du Québec a négligé de faire dans l'élaboration du projet, les Indiens ont créé un "Task Force". C'est-à-dire une équipe de scientifiques qui se sont rendus sur place étudier l'équilibre écologique actuel de la région et les éventuelles répercussions de la construction de barrages et divers ouvrages nécessaires à l'exploitation des ressources de la baie James.

Voici un résumé des conclusions de ce groupe d'experts:

- La population qui vit à proximité de Fort-Chimo dans la baie d'Ungava se nourrit en majeure partie des ressources de la rivière Kiksoak, très riche en saumon. Selon les prévisions, le débit annuel de cette rivière sera réduit d'environ 30%. Les eaux de têtes de la rivière Kaniapiscou, principal affluent de la Kiksoak, seront en effet détournées dans la rivière Fort-George. Il est bien sûr impossible de prédire les effets exacts de la diminution du débit sur le saumon. Mais des expériences antérieures en Colombie-Britannique démontrent que cela est suffisant pour réduire considérablement la population de saumon. Si le poisson diminue, de même diminueront les animaux, qui s'en nourrissent. Le cycle entier de la nature sera affecté.

- Les Indiens pratiquent, à l'entrée de la rivière La Grande la pêche du poisson blanc de façon commerciale. Chaque année, plus de 30,000 de ces poissons sont pris au moment de leur migration en eau douce pour la fraie. Il est très douteux que ce poisson pour-

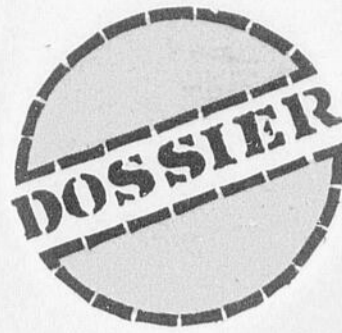
ra survivre au bouleversement causé par la construction du plus gros barrage de tout le complexe sur cette rivière.

- Toujours sur la rivière La Grande, le barrage LG 2 noiera plus de 1,300 milles carrés de terrain. Cette rivière et cet endroit sont actuellement les principaux pourvoyeurs de castor de la région. Il disparaîtra évidemment de ces rives quand ses barrages et ses aires de vie seront noyées.

- Une population importante de ouaniches vit actuellement dans le lac Delorme. Celui-ci actuellement fermé, sera grossi et ira se déverser dans La Grande. Le territoire de fraie du poisson se trouvera alors inondé par un surplus d'eau d'environ 60 pieds. Qu'arrivera-t-il à ce poisson qui perdra ainsi son lieu de reproduction?

- La principale route migratoire du caribou passe actuellement par les rives des lacs de la Kaniapiscou. Ce territoire sera complètement inondé. Cela ne fera certainement pas de bien au caribou déjà très menacé.

En tout et pour tout, plus de 6,000 milles carrés de territoire seront noyés. Il est évidemment impossible d'évaluer exactement les pertes causées par cette inondation. Mais aucun plan n'a encore été prévu pour nettoyer entièrement la région inondée. Si le tout est inondé avec la faune et la flore existantes, le degré d'acidité de l'eau montera énormément dans les nouveaux lacs qui seront ainsi créés, tant que pourrira la végétation. Cette acidité se répandra sur tous les territoires, qui sont extrêmement irrigués. Là encore, tout l'équilibre écologique sera transformé.



des Blancs. Nous ne sommes pas très agressifs. Nous sommes de nature plutôt conciliante. Historiquement, l'homme blanc nous a toujours trompés. Nous devrions avoir notre leçon. Mais nous sommes encore prêts à négocier et discuter. La preuve, c'est que nous n'avons pas envisagé de moyens violents pour faire valoir nos droits sur le territoire de la baie James.

"A l'arrivée des Européens, nous les avons aidés. Nous les avons nourris de nos conseils. Grâce à nous, ils ont pu voyager sur nos rivières, découvrir nos richesses. En retour, ils nous ont volé et nous avons dû nous replier vers le nord. Plus les années ont passé, et plus le peuple indien a dû s'enfuir dans le nord pour arriver à vivre comme il l'entendait. Les Blancs ne peuvent pas comprendre cela. Mais nous n'aimons pas vivre comme eux: toujours pressés, toujours impatients. Nous n'aimons pas le bruit des villes et le travail à la façon des Blancs. Nous essayons de nous satisfaire de ce que nous avons et de profiter du moment qui passe. L'homme blanc n'est jamais satisfait. Il veut toujours plus.

"Aujourd'hui, pour continuer à vivre à notre façon, nous n'avons pas le choix. Il faut empêcher la construction des barrages, ou aller recommencer notre vie ailleurs, plus au nord. Si nous restons sur place et que la baie James se construit de la façon dont s'est construit la Manicouagan, nous serons comme nos frères Montagnais assimilés et corrompus par la ville blanche.

"Depuis trois cents ans, nous devons aller plus au nord pour garder notre intégrité. Et malgré cela, le gouvernement a tout fait pour nous assimiler. Ils nous ont construit des maisons, des écoles avec des professeurs parlant une autre langue que la nôtre, des hôpitaux. Pourquoi des maisons? Nos ancêtres ont toujours vécu dans des tentes sans se plaindre, l'automne, nous partons pour la chasse, nous pouvons apporter notre tente. Pas notre maison. Nous sommes d'accord pour nous instruire, mais pas avec des professeurs blancs qui ne sont pas de notre culture.

"Je ne sais pas par quelle chance nous sommes toujours en vie. Notre corps a pu être transformé, notre langue a changé, nos vêtements aussi mais notre esprit est intact..."

Québec-Presse: Votre peuple refuse le progrès technique. Mais pour nous, ce progrès est important et notre gouvernement veut absolument construire la baie James. Nos intérêts sont contradictoires.

Robert Kanatewat: "Bien oui: c'est comme cela que vous pensez: "Nous sommes les plus forts, nous avons donc le droit". Il y a 6,000 hommes qui vivent à la baie James des ressources de la forêt. Nous vivons en harmonie avec cette nature depuis longtemps. Nous l'avons toujours conservée comme le bien le plus précieux. Nous n'y

prenons que le strict nécessaire. L'important pour nous n'est pas d'accumuler des richesses mais de vivre en paix avec nous-mêmes et notre milieu. Notre bonheur n'est pas dans la richesse mais dans l'équilibre. C'est cela que le gouvernement veut venir enlever avec son projet. Nous savons qu'il est nécessaire pour vous autres. Nous vous demandons seulement de reconnaître ce qui est nécessaire pour nous. Nos territoires de chasse sont importants. Nous savons ce que les Blancs font de la nature. Si vous venez ici, dans les territoires que nous occupons depuis toujours, tout sera détruit et nous ne pourrions plus vivre comme nous le faisons actuellement. C'est 6,000 hommes qui seront privés de leur gagne-pain."

Q.P.: Où est la solution?

R.K.: "Il n'y a pas de solution, tant que votre gouvernement restera dans l'esprit où il se trouve. Il y a une vingtaine d'années, les Indiens Cris étaient sous la juridiction du territoire ontarien. Nous sommes habitués à traiter avec le gouvernement fédéral. Votre gouvernement nous a toujours ignorés. Puis soudainement le premier ministre s'intéresse à la baie James. Il annonce la construction de barrages. Sans qu'il y ait eu quelque négociation que ce soit avec les occupants de ce pays, sans que nous en soyons seulement prévenus. Comment voulez-vous que nous réagissions? Pour des intérêts de prestige, le gouvernement du Québec, qui est aussi notre gouvernement, est prêt à nous sacrifier sans nous en parler."

Q.P.: Dans votre raisonnement, vous semblez voir le gouvernement du Québec comme un méchant, le gouvernement d'Ottawa comme le bon qui vous finance et vous aide actuellement à contester devant les tribunaux le projet de la baie James. Vous nous trouvez pas cela contradictoire? Nous sommes, après tout, tous les mêmes blancs...!

R.K.: Juridiquement nous dépendons d'OTTAWA. C'est eux qui nous subventionnent comme votre ministère de l'Éducation subventionne vos étudiants. Il n'y a pas de honte à se servir de cet argent pour faire valoir notre point de vue devant les tribunaux. Nous avons choisi le moyen le plus pacifique qui soit, nous faisons même confiance à vos cours de justice. Mais tout le système fonctionne avec de l'argent, et nous n'avons pas d'argent. Nous nous servons donc de celui que nous offre Ottawa. Cela ne veut pas dire que nous trouvons Ottawa meilleur que Québec."

Q.P.: Croyez-vous vraiment arrêter le projet de la baie James?

R.K.: "Ce n'est pas ainsi que le problème se pose. Si nous étions sur la même longueur d'onde, il est évident que le projet de la baie James apparaîtrait à toute la population du Québec comme une énorme erreur. L'homme est en train de tout détruire son environnement. La seule distinction entre les Indiens et les Québécois, c'est que pour vous, nous faisons partie de l'environnement et que vous êtes prêt à nous détruire aussi. Je ne sais pas quelle sera la décision du tribunal devant lequel nous avons demandé une injonction pour l'arrêt des travaux. Mais ce que nous espérons au moins, c'est que le projet se fasse intelligemment sans détruire tout l'environnement comme ce fut le cas ailleurs, et qu'il se fasse avec notre collaboration. Pas contre nous. Mais cette fois nous voulons des garanties, pas seulement des promesses."



Abraham Pepeabino et Abraham Pearkin

Macgee Pearkin

Ethel Blackned

Mary Diamond

“Nous n'avons pas les mêmes valeurs”

- Les jeunes

Que pensent les jeunes Cris de l'avenir de la culture indienne en Amérique et de l'avenir de leur peuple avec la construction du complexe de la Baie James? C'est la question que nous avons posée à 5 d'entre eux réunis en table ronde.

Indien par exemple le temps n'existe pas. Nous mangeons quand nous avons faim, et s'il faut mettre un mois à exécuter un travail, nous prendrons calmement un mois pour le faire. Le monde blanc est toujours pressé.

La loi des Blancs

ETHEL BLACHNES: Pour ma part j'étudie à Montréal. Et je pense que nous tous ici cet après-midi avons passé la majeure partie de notre vie dans le monde blanc. J'ai été enlevée de mon village à 8 ans pour aller à l'école des Blancs. Ensuite on m'a conduite jusqu'à l'université. Je suis heureuse de cela, car je pourrai bientôt faire part de mon savoir à mon peuple. Mais il reste qu'on m'a enlevée de chez moi à 8 ans, sans que j'y puisse rien. C'était la loi du gouvernement canadien. Mais je peux vous dire que je n'ai pas envie de vivre dans les villes. Je veux m'en retourner un jour à la baie James et y vivre. C'est là que je conçois faire ma vie.

MACGEE PEARKIN: C'est absolument la même chose pour moi. Je suis heu-

reuse d'être éduquée, mais ma vie n'est pas ici. Le malheur c'est que je suis maintenant aliénée. Après être passée à l'école blanche, je ne suis plus une véritable Indienne. Je ne sais plus me débrouiller en forêt. Je ne peux survivre seule comme mon père sait le faire. Je ne suis ni Indienne ni blanche, c'est le problème.

MARY DIAMOND: Nous sommes plus Indiens que Blancs.

MACGEE PEARKIN: Ca, je le sais en dedans de moi. Les Indiens n'ont pas de problèmes de personnalité. Nous savons qui nous sommes, et nous connaissons notre rôle sur la terre. Mais ce que je veux dire, c'est qu'il n'est plus possible de vivre exactement comme nos pères.

ABRAHAM PEARKIN: Bien sûr, ils n'avaient pas de skidoos, de lampe au naphta et tout ce que les Blancs nous ont apportés...

MACGEE PEARKIN: C'est bien ce que je veux dire. Notre univers a changé, nos gestes. Mais cela n'est pas grave, si nous gardons toujours la même âme, et les mêmes valeurs.

Pas d'homme supérieur

MARY DIAMOND: C'est cela l'important. Les Indiens ne pensent pas qu'il existe un homme supérieur, plus intelligent et plus fin qu'un autre. Nous pensons simplement qu'il existe des hommes qui aiment vivre d'une façon et d'autres qui préfèrent une autre voie. C'est la différence entre les Indiens et les Blancs.

MACGEE PEARKIN: Je pense pas que les Blancs croient cela. Je sais que pour bien des Blancs, et même mes confrères de classe, les Indiens sont des être inférieurs parce qu'ils ne sont pas riches et qu'ils n'ont pas d'auto. Mais moi, en dedans de moi, je sais que j'aime bien mieux être comme je suis. Je me sens bien dans ma peau, et je suis heureuse d'être ce que je suis.

CHARLIE PEPEABINO: Mais ce n'est pas possible d'expliquer cela.

MACGEE PEARKIN: Je le sais bien, et c'est pourquoi quand les Blancs arrivent à proximité de nos camps, ils nous considèrent comme des inférieurs au lieu de gens avec une culture différente. Et les plus faibles d'entre nous sont attirés par les gadgets blancs. Mais si l'Indien essaie de vivre dans la ville blanche, ça ne peut pas marcher. Il n'est pas prêt à cela. Il passe pour un idiot, un paresseux, un irres-

ponsable. C'est pour cela qu'il faut se tenir loin des villes si nous voulons garder intacte notre civilisation.

QUEBEC-PRESSE: Mais pourquoi garder intacte votre civilisation?

MARY DIAMOND: Parce que c'est notre culture et parce qu'elle complète la vôtre. Quand je parle avec des jeunes Blancs aujourd'hui, je sais qu'ils pensent comme moi. Ils sont fatigués de voir la nature détruite pour rien, l'homme courir perpétuellement après l'argent. Ils ne veulent pas vivre comme cela. Ils aimeraient mieux vivre comme nous. Ce n'est plus une question de race. C'est une façon de voir le monde.

Arrêter de détruire

MACGEE PEARKIN: C'est exactement cela. Nous ne voulons pas dire aux hommes que les Indiens sont bons ou meilleurs. Nous voulons simplement dire qu'il faut arrêter de détruire la nature, de polluer. Nous sommes en train de détruire la terre. C'est simplement cela l'important. Les Indiens participent à cela comme les Blancs. Mais nous avons plus d'expérience pour vivre sans détruire la nature. Pourquoi ne pas nous écouter quand nous disons que l'homme est en train de commettre un grand sacrilège à la baie James. Nos pères ont dit la même chose, des siècles avant, en parlant du fleuve Saint-Laurent et des rivières. Et regardez ce qui arrive aujourd'hui. Selon des scientifiques, la situation irréversible en ce qui concerne la pollution sera atteinte en 1980. Il y a moyen de tirer de la nature les ressources nécessaires au progrès. Mais pas de façon immodérée et incontrôlée. La baie James pourrait être construite en respectant l'équilibre du milieu. Il suffirait de prendre un peu plus de temps, d'étudier mieux. Mais au lieu de cela, au lieu de penser au futur et à l'harmonie, les hommes politiques pensent à leur prestige personnel. Vite, il faut que la baie James soit construite, en deux ans. C'est ça la folie.

ETHEL BLACKNED: Moi je rêve du jour où ceux qui voudront vivre en dehors de la société de consommation pourront le faire. Et je pense que c'est ce que le peuple indien désire. Et les Blancs qui désirent aussi cela sont bienvenus avec nous. Chacun devrait avoir le droit de vivre comme il l'entend, et chacun devrait respecter la décision de l'autre...



L'HOMME BLANC laisse les traces de son passage dans la nature. Ici le cadavre d'un ours "dynamité" pour le seul plaisir de tuer.

: COOPRIX : 21 CANDIDATS SE



BOURGET, RAYMOND
8169, 24e avenue app. 1, Montréal
727-3052
Quartier St-Michel

Sur le plan syndical, il est trésorier du Syndicat national des employés de Canadian Gypsum et vice-président du conseil central des syndicats nationaux de Montréal.
Il œuvre dans plusieurs mouvements populaires: Membre fondateur du comptoir alimentaire de St-Michel (Montréal), président de l'Association des locataires de St-Michel et trésorier de l'Association des locataires de Montréal métropolitain.
Il a été candidat aux dernières élections municipales de Montréal au poste de conseiller du quartier St-Michel.
Il a 46 ans, marié et est père de 5 enfants.



BROUE, JACQUES
5020, Clark, Montréal, 273-2020
Quartier St-Louis

Né à Sherbrooke, 24 ans.
Etudes secondaires au Collège Valéry. Après 3 ans sur le marché du travail, études collégiales au CEGEP de Rosemont.
En juin 1971, engagé à titre de conseiller technique et coordonnateur pour l'Association Générale des Etudiants du Collège de Rosemont. Lors de la grève générale dans la fonction publique, élu porte-parole du comité de négociation des étudiants.
En septembre 1972, il participe à une expérience pédagogique dans le cadre d'un cours de philo.
En février 1973, il participe au projet "Citoyens troisième Age Lafontaine" qui vise à regrouper les personnes âgées du quartier Lafontaine.



BROUSSEAU, LAURENT
1150, boul. Vanier
St-Vincent de Paul, Laval
661-3992

Né le 22 juin 1926, marié et père de 2 enfants.
Etudes: primaires, secondaires et universitaires.
Expériences: Vaste expérience dans le commerce de détail, commerce de gros et importations. Directeur des ventes pendant 15 ans pour une compagnie française établie au Canada depuis 75 ans. Actuellement directeur général pour une firme d'importations de vêtements féminins.



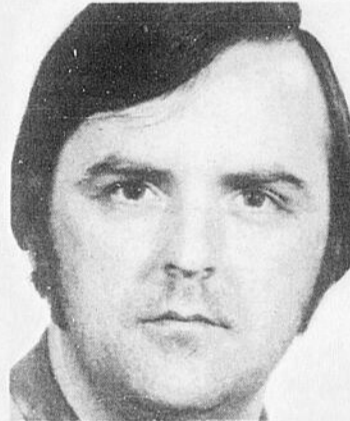
DESBIENS, JEAN-PIERRE
10864, Clark, Montréal, 331-2128
Quartier Ahuntsic

Né à Chicoutimi, le 20 juillet 1938.
Employeur: Hôpital du Sacré-Coeur de Montréal.
Fonction: infirmier depuis 13 ans.
Etude par cours du soir au niveau secondaire.
Administrateur de la Caisse d'Economie des employés de l'Hôpital Sacré-Coeur depuis 1965 et président depuis août 67.
Directeur de son syndicat pendant quelques années, et encore membre actif.
De septembre 64 à septembre 65, cours en budget familial par la C.S.N.
Vice-président du service des loisirs de sa paroisse et il siège sur le comité de parents de l'école où va sa fille.



RACICOT, RENE
3961, St-Denis, app. 8, Montréal
(866-7961, poste 306)
Quartier St-Jacques

Opérateur de gerbeuse électrique à l'emploi de la compagnie Ogilvy Flour Mills à Montréal.
Il est président du syndicat national des employés d'Ogilvy Flour Mills, vice-président pour la région de Montréal de la Fédération du commerce et vice-président du Conseil central des syndicats nationaux de Montréal.
Il est membre d'une Caisse populaire.



DRAPEAU, REMI
2941, Dumont, Longueuil, Qué.
679-1594

Est né à Kamouraska, le 1 octobre 1940.
Diplôme: Maîtrise en Commerce avec spécialisation en comptabilité.
Expérience: Stage de deux ans dans une firme de comptables agréés chez Thorne Gun & Co.; Contrôleur de Québec Propane Inc. depuis 1969; Membre du Conseil d'Administration de cette Compagnie ainsi que des deux filiales; Responsable du financement, budget, comptabilité et contrôle.
Activité sociale: Directeur de la Caisse Populaire St-Pierre-Apôtre de Longueuil depuis juin 1971; Membre du Comité des employés.



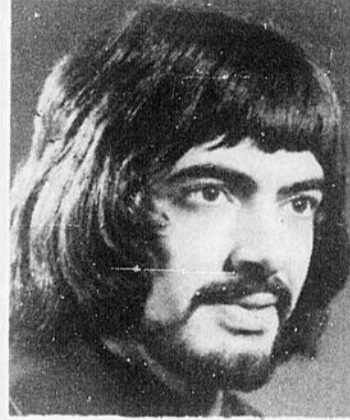
LAPOINTE, ROLLAND
10255 A, Sacré-Coeur, Montréal
388-2489
Quartier Ahuntsic

Né à Montréal le 16 mai 1929.
Profession: Assureur-vie agréé.
Marié et père de 5 enfants.
Représentant - L'Assurance-Vie Desjardins pendant 10 ans; Les Placements Collectifs Inc. pendant 3 ans.
Sociétaire des Caisses Populaires Desjardins depuis 25 ans.
Membre de l'Association des Hommes d'Affaires du Nord de Montréal inc.
Membre du Parti Québécois Crémazie.



LORIMIER, ANDRE
9060, Chambellé, St-Léonard,
Qué., 325-7199

Né le 11 juillet 1941 à Beauvechain (Belgique)
Diplômé ingénieur technique des industries agricoles et alimentaires de l'Institut Supérieur Agricole de Huy (Belgique).
Marié à Louise Lafrance et père de deux enfants.
Professeur de Chimie au Collège de l'Assomption.
En 1962, dans un mémoire sur les fromages à pâte molle fermentée type camembert, j'ai fait une étude spéciale sur l'influence des antibiotiques dans le lait et les fromages, antibiotiques provenant d'injections faites à des vaches malades.
Résident au Québec depuis avril 1967.



MAYER, SERGE
1828, avenue Bennett, Montréal
254-9871
Quartier Maisonneuve

Né le 14 novembre 1945, dans le quartier Maisonneuve, à Montréal, Monsieur Mayer poursuivit des études classiques au Collège Bourget de Rigaud, de 1957 à 1960, puis au Collège de l'Assomption de 1960 à 1964.
Il occupa plusieurs fonctions depuis:
1964-66: commis aux Artisans, coopérative d'assurance-vie, aussi vice-président du syndicat local (C.S.N.), 1965.
1966-68: éducateur au Mont St-Antoine, il y obtint un diplôme d'éducateur spécialisé auprès de l'enfance exceptionnelle.
1968-69: animateur de groupes au Collège de l'Assomption.
été-automne '69: modérateur du Congrès 1969 de la Fédération des Services Sociaux du Québec.
1969-70: actif comme militant de la base au MSA puis au P.O., du comté de l'Assomption.



RACICOT, ANDRE
6050, 27e avenue, app. 21
Montréal 409, 376-2755
Quartier Rosemont

Conseiller syndical au Conseil central des syndicats nationaux de Montréal. Il y est responsable du Service de formation syndicale et politique.
Jusqu'à ces derniers mois, il était premier vice-président provincial du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec, fonction à laquelle il avait accédé après avoir été représentant régional de ce syndicat à Montréal.
Diplômé en commerce et administration il est entré dans la fonction publique québécoise en 1965. Il était attaché au Ministère de la Justice à Montréal.
Il est aussi membre de la Caisse populaire St-Denis de Montréal et de la Caisse d'Economie de la CSN.
Il a 29 ans.



HAREL, LOUISE
4069, Saint-Hubert, Montréal
523-4109
Quartier St-Jacques

Etudes: Baccalauréat ès art, Séminaire Sainte-Thérèse; Etudes en sociologie à l'Université de Montréal.
Activités: 1967, Animatrice à l'Action sociale étudiante (Petite Bourgogne); 1968, Vice-Présidente à l'Union Générale des Etudiants du Québec (UGEQ); 1970, Présidente du syndicat des employés du Parti Québécois (CSN); 1972, Délégué du Syndicat des professionnels du Conseil de Développement social au CAP du Conseil central (CSN); 1972, Conseiller au programme à la Régionale Montréal-Est du Parti Québécois; 1972.

de documentation du Parti Québécois; 1971, Permanente au Service d'Appui technique aux groupes populaires, secteur consommation - Conseil de Développement social du Montréal métropolitain.

Membre du Club Coopératif de consommation de Saint-Jean-Baptiste.
Secrétaire de rédaction du bulletin mensuel **Le Coopérateur** (organe des comptoirs alimentaires du Québec).

Emplois: 1968-1969, Permanente à l'Union Générale des Etudiants du Québec (UGEQ); 1970-1971, Permanente au Comité national

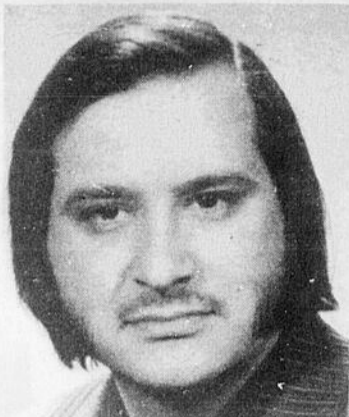


ROBITAILLE, ESTELLE
1872, Amherst, Montréal
525-3673
Quartier Centre Sud

Age: 22
Etat civil:
Expérience:
1966, avec u
j'ai oc
aide-cu
reau, d
sentem
partiel
mentat
Femme
J'ai su
mine r
Cegep
tion dro
J'ai
pour u
été se
bécois

RENCONTREZ LES CANDIDATS LE MERCREDI

SE PRESENTENT POUR ETRE ELUS DELEGUES



CEDERGRÉN, ROBERT J.
4590, Ch. Colomb, Montréal
523-3084
Quartier Plateau Mont-Royal

Occupe un poste de professeur au département de biochimie de l'Université de Montréal. Détient un doctorat (Ph.D. en chimie organique) de l'Université Cornell dans l'état de New York. A publié plusieurs articles dans des revues chimiques et biochimiques. Milite dans le mouvement syndical professoral à l'Université de Montréal; membre du Syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal (SGPUM) section médecine. Est sociétaire de Québec Presse. Milite depuis 1957 dans les mouvements coopératifs de l'alimentation. S'intéresse aux problèmes de nutrition, à la chimification et à la qualité des aliments.



CHAPUT, MICHEL
7800 Bloomfield, Montréal 303
270-2650
Quartier Park Extension

Marié, deux enfants.
Employeur: Air Canada
Fonction: Technicien en avionnerie
Administrateur à la direction de la Caisse Pop St-Roch de Montréal.



CHARETTE, J.R.
9417, av. Christophe-Colomb,
Montréal, 389-8684
Quartier Ahuntsic

Né à Beauharnois, le 19 décembre 1906.
Etudes secondaires à l'Académie Champagnat à Montréal.
Etudes privées et occupations cléricales dans différentes firmes locales.
Pendant 2 ans au service du gouvernement Canadien à Ottawa.
Voyageur de commerce pendant 35 ans pour la compagnie Appelford.
Actuellement retraité.



FOURNIER, JEAN
9850, Papineau, app. 7, Montréal
381-5255
Quartier Ahuntsic

Marié, père de deux enfants, 31 ans.
Enseignant à l'élémentaire et puis au secondaire à la Commission des Ecoles catholiques de Montréal depuis 1962.
Libéré d'enseignement depuis 1970 et attaché comme conseiller syndical à l'Alliance des Professeurs de Montréal.
Affecté à l'organisation et à la formation syndicale et socio-politique.
Membre de la Caisse Populaire des Enseignants de Montréal.



JETTE, PIERRE
9360, St-Hubert, Montréal
387-1555
Quartier Ahuntsic

Date de naissance: 13 janvier 1946.
Je travaille présentement comme animateur dans un Centre communautaire pour personnes âgées dans le quartier Centre-Sud. Après avoir complété un baccalauréat spécialisé en science politique à l'université d'Ottawa en '72, j'ai opté pour un travail communautaire afin de m'engager dans un secteur où les problèmes sociaux sont énormes.
A travers mon emploi, j'ai l'occasion de participer à plusieurs comités, ce qui me permet de constater l'importance du secteur "consommation-alimentation" de notre société.



SIROIS-MAHEU, MICHELE
1820, Metavish, St-Bruno
653-0616

27 ans
Professeur au CEGEP du Vieux-Montréal.
Diplômée des Sciences Sociales à l'Université de Montréal en 1970 (b. sc. en anthropologie)
Milite au niveau de mon syndicat local.
Expérience de recherche dans le milieu défavorisé du Centre-sud et chez les agriculteurs d'un village de la rive-sud.



MONTAIGNE, CHARLES
6065 Joseph Renaud, Anjou
354-9315
Quartier Lafontaine

31 ans, marié et père d'un enfant.
Employeur: A. Bélanger Ltée.
Fonction: gérant adjoint au service du Crédit.
Trésorier, pendant 1 an, pour une association de comté du Parti Québécois.



MORIN, GERALD
2112, Chambly, Montréal
521-9400
Quartier Hochelaga

34 ans
Marié et père de 5 enfants
Profession: plombier
Membre du Comité d'Ecole de Ste-Jeanne d'Arc
Membre du syndicat des Plombiers affilié à la FTQ.
Membre actif du mouvement des travailleurs Chrétiens.



MORNEAU, MONIQUE
682 est, Liège, Montréal 352
384-7878
Quartier Nord Est

Née le 29 septembre 1948 à Montréal, Québec.
Etudes: 11ième année (Commerciale)
Mariée le 5 juillet 1969
Enfants: 1 fille de 3 ans: Isabelle
Travail: 3 ans à L'Union Générale des Etudiants du Québec; 6 mois à La Presse Etudiante Nationale; 4 ans au Syndicat des Métallistes et y travaille encore.
Divers: 3 cours à L'A.C.E.F. (Comment équilibrer un budget); Membre de la Caisse populaire St-Thomas Apôtre; Membre du Syndicat des Employés professionnels et de bureau Local 343.

Age: 22 ans
Etat civil: Célibataire

Expériences diverses: depuis 1966, année où j'ai laissé l'école avec une 10ième commerciale, j'ai occupé différents emplois: aide-cuisinière, commis de bureau, dactylo, téléphoniste et présentement secrétaire à temps partiel pour le centre de documentation de la Fédération des Femmes du Québec.

J'ai suivi des cours et je termine ma deuxième session au Cegep du Vieux-Montréal, option droit.

J'ai travaillé à l'expédition pour un journal ouvrier. J'ai été secrétaire au Parti Québécois (Laurier); aidé à l'orga-

nisation du Festival Pop de Ste-Croix; je travaille quelquefois comme surnuméraire à la FTQ.

Divers: Membre de l'Association des locataires du quartier St-Louis; sociétaire de Québec-Presse; Délégué en automne '72 pour l'école Lionel Groulx à l'Association des Etudiants Adultes de Montréal; Sociétaire de la caisse Populaire Ste-Catherine; Sociétaire de la caisse d'économie des pompiers de Montréal; Membre du Parti Québécois (comté St-Jacques); Membre de la Fédération des Femmes du Québec.

Je pose ma candidature comme délégué de Cooprix Montréal parce que je crois au mouvement coopératif et surtout à la participation de chacun.

VOTATION

Du 22 avril au 12 mai 1973

les membres de Cooprix Montréal pourraient voter dans le Cooprix de leur choix de Montréal, sur présentation de leur carte de membre, qui sera estampillée, ainsi que l'arrière de leur bulletin au moment du vote.

Chaque bulletin devra comporter au maximum 6 choix de candidats, puisqu'il y a six délégués à élire cette année.

Le bulletin sera annulé s'il comporte plus de six choix, mais il sera valide s'il comporte moins de six choix.

VEDI 18 AVRIL 8 hres pm

**école st-pierre claver
2110 est, boul. st-joseph**

CARTES D'AFFAIRES

PHARMACIENS

Jean Dicaire
Pharmacien

Centre de prescription du Québec

815, rue Provost, Lachine Tél.: 637-4441
4541, boul. Saint-Laurent, Mtl 844-9335
Ligne directe pour l'extérieur: 1-800-361-6444

NOTAIRES

Huguette Viger
Notaire

264, rue de la Couronne, Québec (2e)
Tél.: (418) 529-5701

AVOCATS

Serge Ménard
Avocat

500, Place d'Armes, suite 1980
Montréal 126, tél.: 288-4241

Sam Goldwater, b.a., LL.L.

Avocat

Chambre 410
33, rue St-Jacques O. Bureau: 845-3231
Montréal 126, P.Q. Soirs: 739-2167

Paul Unterberg

Avocat

1420, rue Sherbrooke, Ouest, suite 400
Montréal Tél.: 842-6604

Burns, Pothier et Belleau

Avocats

774, boul. Saint-Joseph, Est
Montréal (176e) Tél.: 526-1605

**Claude G. Melançon,
Pierre Cloutier
Jacques Helie et associés**

Avocats

65, rue Sherbrooke, Est, suite 104
Montréal Tél.: 849-6369

**Guy Bertrand,
Clément Richard
et Associés**

avocats

42, rue Sainte-Anne, suite 200
Québec Tél.: (418) 529-2168

OPTOMETRISTES

Benoit Kemp, o.d.
Optométriste

4980, boul. Henri-Bourassa, Est.
Montréal-Nord Tél.: 321-5682

ASSUREURS

Les Assurances Belle-Isle

Jean-René Belle-Isle, C. d'A. Ass.
Membre de l'Association des courtiers
d'assurance du Québec
Feu - Vol - Auto - Vie

1148 boul. Rolland-Therrien, Longueuil
679-6264 679-4453

COMMERÇANTS

Livraison courtoise et rapide

Ferronnerie Idéale

Everard Arsenault

475 A, rue Chapleau
Bois-des-Filiens Tél.: 625-0153

FLEURISTES

Fleuriste Saint-Luc

Livraison.

Ouvert tous les jours de 9 à 21 heures
et le dimanche de 13 à 21 heures.

1085 A, Saint-Denis, face hôpital
Saint-Luc, Montréal Tél.: 842-1088

NATUROPATHES

Phillipe Richer

Nutritionniste - Naturopathe

4331 Bélanger
Montréal Tél.: 227-7902

CANADIAN GYPSUM

travail



Grève à la Canadian Gypsum

ENVIRON 80 travailleurs sont en grève, depuis le 22 mars, à l'usine de planches murales de la Canadian Gypsum, rue Notre-Dame, dans l'est de Montréal. Ils sont membres de la Fédération de la métallurgie (CSN) et affrontent un gros conglomérat américain. Le contrat de travail est échu depuis le 28 décembre. Les principales revendications des grévistes portent sur l'amélioration des conditions de travail.

photo Michel Elliott

Les métallos accusent Ottawa oblige Valcartier à fermer ses portes...

par Louis Fournier

Au début de janvier, le syndicat des métallos aux Industries Valcartier, à Québec, lance un cri d'alarme: est-ce que la Société générale de financement (SGF) et ses partenaires ont l'intention de fermer l'entreprise?

La réponse, les ouvriers viennent de la recevoir: les Industries Valcartier ferment leurs portes, à toutes fins utiles, pour les deux prochains mois. Il n'y reste qu'une trentaine d'employés. Et pourtant, en 1970, l'entreprise donnait du travail à quelque 1,500 métallos qui y fabriquaient surtout des munitions légères, des contenants en plastique et des véhicules tout terrain baptisés "passe-partout"...

La faute à Ottawa

Cette fermeture temporaire des Industries Valcartier, avec les mises à pied massives qui l'accompagnent, pose un problème fondamental: qui, en fin de compte, est le grand responsable de cette situation lamentable?

Pour Jean Gérin-Lajoie, directeur québécois du Syndicat des métallos (FTQ), Ottawa est à blâmer, d'abord et avant tout, pour la fermeture temporaire de l'usine. L'immense majorité des métallos à Valcartier travaillent à la fabrication des munitions légères et les contrats proviennent

de la Défense nationale, donc du gouvernement fédéral. Si ces contrats étaient échelonnés tout au long de l'année, bref si on avait connu le mot "planification", les Industries Valcartier ne seraient pas fermées à l'heure actuelle.

Et la SGF?

Le directeur des Métallos dénonce également le ministère de l'Expansion économique régionale, à Ottawa, qui a versé une belle subvention de \$556,000 à la compagnie pour la fabrication des "passe-partout". Or, se-

lon un porte-parole du syndicat local, Antonin Laberge, ces véhicules ont été lancés sur le marché prématurément et leur production est quasiment abandonnée...

Enfin, M. Laberge souligne "l'indifférence de la Société générale de financement face à la rentabilité d'une entreprise dont elle est le principal actionnaire, malgré que nous lui ayions, à maintes reprises, fait part de notre inquiétude à ce sujet". De conclure M. Laberge: "On s'est tout simplement foutu de nous"...

600 emplois à la GM

La compagnie General Motors a décidé de réembaucher 600 des 1,700 travailleurs mis à pied depuis l'automne 1971 à son usine de montage de Sainte-Thérèse.

Un porte-parole du syndicat local des Travailleurs unis de l'automobile (FTQ) a déclaré à QUEBEC-PRESSE que cette "bonne nouvelle" faisait suite à une campagne des ouvriers en ce sens mais, ajoute-t-il, "on a encore plus de mille membres qui ont perdu leur job à la GM et qui ne l'ont pas encore retrouvée".

La General Motors a annoncé que l'usine allait bientôt fonctionner avec deux équipes qui monteront chacune 30 voitures à l'heure - au lieu d'une seule équipe produisant 40 voitures à l'heure. Un premier groupe d'ouvriers sera réengagé le 23 avril et un autre le 14 mai. La production de voitures Chevrolet "Vega" et Pontiac "Astre" (une copie de la Vega) passera ainsi de 1,600 à 2,400 par semaine.

La frénésie guerrière des Israéliens

par Pierre Jean Méhu

Le raid du commando israélien en plein centre de Beyrouth lundi dernier montre dans quel mépris le gouvernement de Tel Aviv tient les Etats arabes et l'opinion publique internationale. Jusqu'à preuve du contraire, le Liban est un Etat indépendant qui siège aux Nations unies et, à ce titre, devrait bénéficier de tous les dispositifs que la charte de l'Organisation mondiale prévoit en cas d'agression contre un de ses membres. Car c'est une agression caractérisée qu'a commise Israël.

Le prétexte fourni pour justifier l'attaque et l'exécution des quelques 40 Palestiniens résidant au Liban ne résiste pas à l'examen. En vertu de quel principe le Liban devrait-il être tenu pour responsable des actions des nationalistes palestiniens à Chypre ou dans n'importe quel point du globe? Même le très controversé "droit de suite" ne peut être invoqué pour expliquer ce qui est en réalité un acte de piraterie et de brigandage des soldats de Moshe Dayan.

Le but israélien

Par leur politique de force au Moyen-Orient, les Israéliens visent deux objectifs. A court terme, leurs soi-disant opérations de représailles au Liban visent à obliger le gouvernement de Beyrouth à être leur allié objectif dans la chasse aux fedayns; ame-

ner les Libanais à voir dans les nationalistes palestiniens les responsables de tous leurs maux. Cet objectif a été atteint en Jordanie, pourquoi ne pourrait-il pas l'être avec autant de succès au Liban, se disent les responsables israéliens?

A long terme, le but recherché c'est la consolidation définitive, l'ancrage permanent d'Israël au Moyen-Orient et dans les territoires occupés. Pour ce faire, il faut porter la peur à l'intérieur même des territoires arabes, au coeur de la résistance palestinienne.

"L'occupation des territoires arabes offre à Israël la chance historique de réaliser le vieux rêve juif: reconstituer presque dans son intégrité la terre des ancêtres." C'est Moshe Dayan lui-même qui a fait cette déclaration devant un parterre de nouveaux immigrants juifs. La franchise de "l'homme fort" israélien n'a étonné que ceux qui ignoraient que déjà en 1968, la vallée de l'Hébron en Cisjordanie avait été aménagée pour accueillir les Juifs de l'Union soviétique et des pays de l'Est et qu'un plan d'achat systématique des terres arabes a été mis sur pied sous le haut patronage du ministère israélien de la Défense.

L'impuissance arabe

Face à un Etat israélien puissant militairement, soutenu par les

Etats-Unis et bénéficiant de l'appui des Juifs de la Diaspora, les Arabes se rendent compte de leur tragique impuissance. L'Egypte a pu croire un moment que le président Nixon allait inaugurer son second mandat par une politique d'ouverture vers les Etats arabes. Le conseiller du président Sadate, M. Ismail, ne s'est vu prodiguer que de bons mots à Washington alors que Mme Golda Meir recevait sans trop insister les avions et les crédits militaires qu'elle exigeait. Le plan Rogers de réouverture du canal de Suez qui avait reçu l'appui égyptien a été définitivement enterré, Israël ayant jugé excessives les conditions du Caire - la présence d'un petit contingent égyptien sur l'autre rive du canal.

Seuls les Palestiniens, qui n'ont plus rien à perdre, souhainement ouvertement l'échec de tout règlement négocié du conflit du Moyen-Orient. Ils savent que l'établissement de tout modus vivendi se fera nécessairement contre eux. Et leur logique terrible mais pas du tout absurde les amène à considérer comme "objectivement positives" les opérations de guerre des soldats israéliens contre les Etats arabes. Ces opérations contribuent, selon eux, à faire prendre conscience aux masses arabes de la nature profondément impérialiste de l'Etat juif et, ainsi, à empêcher leurs

monde



LES DIRIGEANTS israéliens veulent imposer le respect par les armes. A court terme les résultats sont spectaculaires. Mais à long terme...?

gouvernants d'acheter la paix à n'importe quel prix.

La frénésie guerrière

Sorti victorieux de trois conflits contre les Arabes, Israël se laisse emporter par la fougue guerrière et fonde actuellement toute sa politique sur la croyance que la puissance militaire est le seul rempart

capable de protéger. Il croit, en outre, que la force est le seul langage que les Arabes sont en mesure de comprendre. "Quand ils auront perdu cinq ou six guerres, déclarait cyniquement un haut responsable israélien, ils comprendront que la seule voie raisonnable, c'est la négociation..." Bien sûr,

aux conditions d'Israël.

Imposer le respect par les armes peut sembler aux dirigeants israéliens la solution la plus tentante. A court terme, elle donne de très bons résultats. Mais à long terme, qui peut prévoir ses conséquences? Contre les violents tourne la violence...

FIESTA DEL SOL

L'ESPAGNE VOUS INVITE

PLAN NO 1. — 2 semaines à Torremolinos: réception, cocktail, luxueux appartement, déjeuner américain et dîner tous les jours, transferts et vol aller et retour en Boeing 747 d'Iberia. TARIF \$479.

PLAN NO 2 — 3 semaines à Torremolinos, mêmes services que le précédent voyage, départs spéciaux les 1er et 15 juillet. TARIF \$629.

PLAN NO 3 — 1 semaine sur la Costa del Sol, demi-pension, 3 nuits au Maroc à Tanger, pension complète, 3 nuits à Madrid, déjeuners à l'américaine, transferts, visites. TARIF \$529.

PRINCIPAUX DÉPARTS pour tous les voyages: 6, 20 mai, 3, 17 juin, 1er, 15, 29 juillet, 12, 26 août, 9, 23 septembre, 7 octobre.

OUEST CANADIEN

VOYAGES ACCOMPAGNÉS DEUX SEMAINES: WINNIPEG, BANFF, CALGARY, JASPER, EDMONTON, VANCOUVER, VICTORIA. ALLER - RETOUR AIR CANADA \$665. (13 repas)

ALLER PAR CN retour AIR CANADA \$645. (14 repas)

DÉPARTS 30 JUIN, 7, 14, 15, 21 et 28 juillet, 4 et 11 août

3 SEMAINES: départ 15 juillet \$955.

CARREFOUR MT-ROYAL

VOYAGES



VOYAGES POPULAIRES

MEXIQUE

LA GRANDE ROUTE MEXICAINE — Départ 14 juillet. 2 semaines de découvertes qui vous enchantent.

A PARTIR DE \$562.

Demandez le dépliant. Renseignements: Mlle Louise Turcotte 845-8225

VACANCES SOLEIL

MEXICO — VISTA HERMOSA — TAXCO — ACAPULCO, 15 jours. Avion, hôtels, transferts, visites et spectacles, 6 repas, 10 nuits. Acapulco croisière.

A COMPTER de \$447.

CIRCUITS "AUTOCARS"

PAR AUTOBUS DE LUXE — ACCOMPAGNÉS

DISNEYLAND & FLORIDE — 16 jours. Départ le 17 avril, 30 juin, 7-14-28 juillet

\$335 \$295.

GASPÉSIE — Départs toutes les semaines. Incluant 12 repas. 1er - 8 - 15 - 22 - 29 juillet; 5 et 12 août. \$209.

L'OUEST CANADIEN — 23 jrs. Départs 30 juin, 7, 14, 28 juillet. \$509.

CALIFORNIE — 23 jrs. Départs 7, 14 et 28 juillet, 4, 18 août; 1er et 29 septembre. \$509.

LES PLAGES DE L'ATLANTIQUE — 16 jours. Départ 14 juillet. \$795. Aussi circuits autocars pour New York, Atlantic City, l'Est des Etats-Unis, Chicago, la Nouvelle-Orléans, etc.

NEW YORK FIN DE SEMAINE DE PÂQUES

Incluant transport par autobus, logement à l'hôtel Manhattan, service de guides, manutention des bagages. A partir de

PAR PERSONNE (BASE 4 PERS.) \$46

PAR PERSONNE (BASE 7 PERS.) \$50

TRAVELAIDE - CENTRE-VILLE

1010 ouest, Ste Catherine MÉTRO PEEL 861-7272 STATIONNEMENT À L'ARRIÈRE SUR LE PARC

TRAVELAIDE - CENTRE LAVAL

Sortie 6E Autoroute 688-5310 STATIONNEMENT GRATUIT ILLIMITÉ

CARREFOUR MT-ROYAL

4454 ST-DENIS angle MT-ROYAL MÉTRO MT-ROYAL 845-8225 STATIONNEMENT À L'ARRIÈRE

LA GRANDE AGENCE DU CANADA FRANÇAIS

TRAVELAIDE

SIÈGE SOCIAL: EDIFICE DOMINION SQUARE, MONTRÉAL 110

Au carrefour Mt-Royal-St-Denis vous trouverez une vaste documentation touristique dans un cadre agréable et élégant, un personnel efficace et compétent pouvant vous conseiller sur le choix de vos vacances. Vous y trouverez le voyage à votre goût et à votre budget. Services rendus à titre gracieux.

TRAVELAIDE - PLAZA ST-HUBERT

911 est, rue Beaubien MÉTRO BEAUBIEN 273-7755 STATIONNEMENT À L'ARRIÈRE RUE ST-ANDRÉ

TRAVELAIDE - LONGUEUIL

1 PLACE LONGUEUIL 679-3777 STATIONNEMENT GRATUIT ILLIMITÉ

RUSSIE

Il faut échapper aux guides pour connaître le vrai visage du pays

par Micheline Lachance

Des filles habillées de blanc, des garçons portant une cravate rouge descendent des camions. Les uns dansent, les autres grattent la guitare, tout le monde mange des sandwiches aux oeufs et aux oignons. C'est la fête-Dieu version russe. En URSS, elle porte un autre nom: la fête des boureaux.

Voir Moscou autrement qu'à travers l'écran réservé aux touristes par les bons soins des guides. Les fêtes folkloriques, les hommages aux grands hommes, ce n'est pas que ça, la Russie.

Les arts

La Russie d'aujourd'hui, c'est encore un pays où la culture n'a pas droit de parole. Pourtant, en 1962, on a assisté à une forme de libéralisation des arts. La Pravda publiait avec la bénédiction de Khrouchtchev des poèmes qui démythifiaient Staline. Soljenitsyne lançait un livre dans lequel il racontait sa vie dans les camps militaires staliniens. La situation se détériora bientôt: Khrouchtchev condamna l'art abstrait et prit la défense de Staline, ceci devant les écrivains et artistes réunis. Les littérateurs se mirent à réclamer une littérature de la beauté, une littérature "embellissante". Aujourd'hui, peut-on parler de liberté d'expression quand les écrivains soviétiques doivent déboursier une somme inimaginable pour obtenir le droit d'émigrer ailleurs. Peut-on parler de justice quand les étudiants, jaloux des bourses que re-

çoivent les étudiants noirs d'Afrique, leur font la vie dure?

Oranges ou caviar

Rien n'empêche qu'il faut aller à Moscou, cette ville qui dégage une odeur d'essence plus que toute autre ville. Il faut faire des excursions le long des routes à corniches; il faut escalader les montagnes nues qui se jettent dans la mer. Il faut visiter les villas sur la côte, entourées de jardins ayant jadis appartenu aux bourgeois russes et aujourd'hui transformées en maisons de repos pour les ouvriers. Si l'on en croit ceux qui ont visité Moscou, il y a une dizaine d'années, la ville a bien changé; on a démolé beaucoup d'anciennes maisons pour en construire de nouvelles. La place Rouge est maintenant interdite aux voitures. Et les peupliers y sont nombreux, particulièrement dans les parcs. Au coin des rues, les marchands de légumes vendent à des prix ridiculement élevés des fraises, des tomates, des concombres et des oranges. Au menu, dans la plupart des restaurants, une orange coûte le prix d'une grosse portion de caviar.

Québec / URSS

Ceux pour qui le temps ne compte pas et qui se préparent actuellement à visiter l'URSS songeront sans doute à s'y rendre sur l'un ou l'autre des cargos russes qui accostent au quai de Montréal chaque année. Ils n'ont qu'à s'adresser à la société culturelle Québec / URSS qui se chargera d'entrer en communication avec les responsables de ces agences maritimes et de réserver des places sur les cargos. Précisons que cette société, qui n'est subventionnée par aucun gouvernement ou parti politique, vise d'abord à établir des échanges culturels et humains entre Québécois et Russes. Une maison d'amitié semblable à celle qui existe à Montréal fonctionne en URSS.

Ceux qui préfèrent voyager en groupe peuvent également s'adresser à la Société culturelle Québec / URSS qui organise deux fois par année des voya-

ges par avion en Russie. Le premier groupe part le 14 juillet; le voyage dure trois semaines au cours desquelles les participants visiteront Moscou, Leningrad et une partie de la Géorgie. Ils passeront quelques jours à Sochi au bord de la mer Noire. Le voyage coûte \$850, ce qui comprend le billet d'avion première classe (Aeroflot), l'hôtel, les repas, des soirées au théâtre et la visite de fermes collectives. Un second voyage, le 8 septembre prochain, con-



A MOSCOU, le Kremlin.

duira les voyageurs à Moscou, Leningrad, en Sibérie et en Asie centrale. Il coûte \$899.

Les cours de russe

Puisqu'il s'agit d'abord et avant tout de voyages

culturels, la Société culturelle Québec / URSS met à la disposition de ses membres des livres, disques et revues soviétiques. Elle présente à chaque semaine des films documentaires traitant notamment de danses et chansons populaires, de Lénine, de l'entraînement des recrues de l'armée soviétique, des difficultés auxquelles doit faire face le peuple. Ces films sont présentés tous les lundis et l'entrée est libre. En compagnie de la société on visite les cargos russes dans le port de Montréal, on rencontre les artistes russes de passage à Montréal. La Société s'organise même pour leur permettre de se produire sur différentes scènes québécoises. C'est elle qui cette semaine a fait en

sorte que les clowns du cirque de Moscou se rendent à l'hôpital Sainte-Justine divertir les enfants malades.

Mentionnons aussi les cours de russe dispensés une fois la semaine au siège social de Québec / URSS, 6827 rue Saint-Hubert, à Montréal (272-5033). En deux sessions, on ne maîtrise pas, bien sûr, la langue. Néanmoins on arrive à se débrouiller assez bien.

En somme, toutes les personnes qui songent actuellement à effectuer un voyage en URSS ont avantage à entrer en communication avec Québec / URSS. Un tel voyage demande une préparation et cet organisme dispose de documentation et de contacts fort utiles.



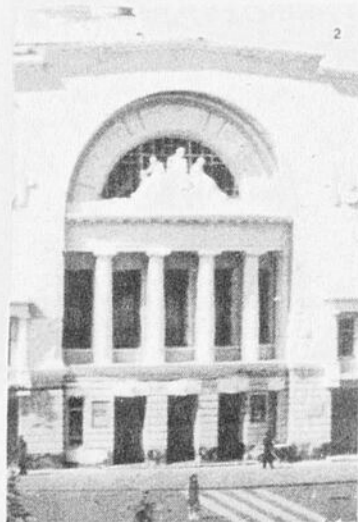
UNE PETITE EGLISE ORTHODOXE à deux pas de l'immense Hôtel Rossia à Moscou. C'est le voisinage de l'ancien et du moderne.

ROBERT PRONCE
PROP. TEL: 861-7793

Restaurant La Bonne Table

CUISINE FRANÇAISE
CUISINE POUR NATURELISTES
ALIMENTATION NATURELLE

1145, DE BULLION
COIN DORCHESTER MONTREAL



A MOSCOU, on a érigé un monument à la mémoire des conquérants de l'espace.

À QUÉBEC ET EN BANLIEUE

Téléphonez à Michel
à Québec au numéro 527-8585 ou écrivez au journal à 9670, rue Pelouquin, Montréal 358



ABONNEZ-VOUS À QUÉBEC-PRESSE...
envoyez un chèque ou un mandat-poste de \$15⁰⁰ fait à l'ordre de QUÉBEC-PRESSE 9670 rue PELOQUIN MTL 358
Le dimanche QUÉBEC-PRESSE est distribué partout, à Montréal, sur la rive-sud, sur l'île-Jésus et à Québec.
Tel: 381-9936

A tous ceux qui s'abonnent pour un an à \$15, nous remettons gratuitement un billet pour assister à un spectacle à n'importe laquelle des trois boîtes "Le Patriote".



photo Michel Elliott

Le Grand Cirque Ordinaire: la joie folle des retrouvailles

par Michel Sabourin

Il existe au Québec une génération Grand Cirque Ordinaire. Aujourd'hui, ceux de cette génération ont au moins en commun leurs rêves anciens.

Ces rêves qu'ils véhiculaient quand ils occupaient leur cégep, leur université. Ces rêves qui trottaient dans les rues en 70, au moment où ils ont pris d'assaut ce nouveau parti politique qu'était le PQ.

Le rêve d'un monde libéré, d'un Québec libre habité de Québécois libérés. Libérés des puissances de l'argent, de la haine et de la peur. Le rêve d'une société nouvelle où chacun pourrait exprimer ce qu'il a sur le cœur dans la tolérance et la bonne humeur.

Cette génération n'a pas eu de maître. Ou, du moins, elle n'en a pas voulu. Mais elle a eu sa culture, des gens qui l'ont exprimée. Le "Grand Cirque" était de ceux-là. Ceux qui l'ont connu, qui ont vu "T'es pas tannée Jeanne-d'Arc" savent quel frisson de liberté les parcourait quand le groupe prenait place

devant eux, au son de sa musique de fanfare et dans la lumière de ses sourires d'enfants.

Puis pendant deux heures, la scène débordait de rires, d'émotions et de vérités crues. Chacun pouvait se voir, comme il était, sans fausse honte. Comme dans un grand cirque: sauf que cette fois, c'était du monde ordinaire qui était sur la piste, avec des problèmes et des joies de tout le monde... Un grand cirque ordinaire.

Puis le grand cirque est mort. Comme est mort ce début de fête de la révolution, avec le lendemain des élections et la grande noirceur d'octobre 70.

Qu'est-il advenu de tous ces espoirs? De cette génération? Ce qu'il advient de tous les enfants du siècle. Certains ont trahi, d'autres se sont rangés derrière la majorité en se disant qu'ils ne se rangeaient pas vraiment. Et d'autres sont restés fidèles. En attendant, ils ont fait la révolution dans leur tête...

Comme les autres, les membres du Grand Cirque ont attendu. Ils n'étaient pas du monde différent. Un instant leur rêve communautaire s'est trouvé noyé dans des querelles intestines et les petits malentendus. Ils ont essayés de ne plus se chicaner. Ils ont presque réussi. Mais le monde "straight" ne les a pas ménagés. Un beau jour, les messieurs du gouvernement qui les subventionnaient leur ont dit qu'ils n'étaient pas très satisfaits, qu'ils ne parlaient pas un bien bon français et qu'ils étaient pouilleux avec leurs longs cheveux.

Ils se sont retrouvés sur les pavés. Et comme des amoureux qui voient la fin d'un fol amour, ils ont préféré se séparer plutôt que de ne pouvoir vivre leur rêve. Chacun s'est retrouvé seul. Sans l'autre pour affronter la concurrence et la mesquinerie du milieu du spectacle.

Leur séparation aura duré deux ans. Chacun a fait ses expériences, non sans se rappeler avec nostalgie ce temps des folles amours.

Deux ans durant lesquels ils ont vieilli et essayé de vivre ces valeurs qu'ils célébraient dans leur musique et leurs improvisations.

Deux années où ils ont réalisé avec nous tous que le monde n'était pas parfait mais qu'il valait mieux tenter de s'approcher de la perfection plutôt que de céder à l'impuissance.

Et c'est pourquoi ils sont revenus ensemble. Ils n'en sont que plus heureux, plus simples et plus vrais. Et comme d'anciens amants que leur première nuit a tout de suite amenés dans des transports immodérés qui nous valent ce fantastique retour qu'ils font actuellement au Patriote à Clémence.

Si vous les avez déjà connus, allez les revoir. Vous les retrouverez comme ils étaient. Peut-être un peu plus mûrs, un peu moins brouillons. Aussi drôles, aussi profonds.

Et si vous ne les connaissez pas et que vous vous demandez ce qui peut bien sortir de bon du Québec, allez-y en courant.

LES ÉDITIONS DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA
PAVILLON MORISSET - 65, AVENUE HASTEY



Nouveautés

HAUTS FAITS DU CANADA FRANCAIS

relevés et commentés par des Anglophones
par SERAPHIN MARION
de la Société royale
ISBN-0-7766-1301-4
15 x 22 cm - 208 pages - Prix: \$4.80

DU LANGAGE

A. Martinet et M. Merleau-Ponty
par GHYSLAIN CHARRON
ISBN-0-7766-1011-2
15,5 x 23,5 cm - 200 pages - Prix: \$4.50

ANTOÏNE DU PERIER

LES AMOURS DE PISTON ET DE FORTUNE

Texte critique avec Introduction et Notes
par ROMEO ARBOUR
ISBN-0-7766-4152-2
15 x 22 cm - 152 pages - Prix: \$3.75

En vente chez votre librairie et aux
EDITIONS DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA
Ottawa, Ontario, Canada
K1N 6N5

vient de
paraître

"Les ordonnances de Peter" (comment tout pourrait aller mieux) par le docteur Laurence J. Peter, les éditions La Presse / Stock.

Les choses vont mal. Dans "Le principe de Peter", traduit en 15 langues, le docteur Peter nous a expliqué pourquoi le monde est à l'envers. Aujourd'hui, il livre à ses lecteurs 66 ordonnances constituant à la fois un tout logique et un programme pratique à l'intention de tous ceux qui tentent de se soustraire à l'incompétence générale, de faire leur propre bonheur et

de travailler à former un monde meilleur. Cette incitation au bonheur et à la satisfaction est, somme toute, un programme simple. Si simple que person-

Les livres de la semaine

Livres québécois

1. Kamouraska
2. La Sagouine
3. Le guide la haute fidélité
4. Carcajou
5. Le guide des rivières du Québec

Anne Hébert
Antonine Maillet
Gilles Poirier
Félix Leclerc
Fédération québécoise de canot-kayac

Le Seuil
Leméac
L'Homme
Le Jour
Le Jour

Livres étrangers

1. Les ordonnances de Peter
2. Tintin et le lac aux requins
3. Anne Prédaille
4. Chacal
5. Le déluge du matin

Laurence J. Peter
Hergé
Henri Troyat
Frédéric Forsyth
Han Suyin

Stock - La Presse
Casterman
Flammarion
Mercure de France
La Presse

Les librairies Gutenberg, la Maison du livre, le Scorpion, Ménard, Renaud-Bray, Sons et Lettres et Tranquille ont rendu cette liste de best-sellers possible.

ne n'y a pensé avant (personne en tout cas ne l'a écrit noir sur blanc).

Ce livre humoristique se divise en trois parties. La première permet au lecteur de mieux comprendre les maux engendrés par le principe de Peter. Dans la seconde partie, on apprend les meilleurs moyens de mener sa vie professionnelle et familiale efficacement. La troisième partie montre comment agir avec les autres et comment faire pour augmenter son efficacité dans la direction des subordonnés.

"La chanson folklorique et les écrivains du XIXe siècle" (en France et au Québec) par Conrad Laforte Collection Ethnologie québécoise: cahier II, Cahiers du Québec / Hurtubise - HMH.

Dans cet essai, Conrad Laforte tente de montrer les rapports qui ont existé entre la littérature orale et la littérature savante vivant parallèlement. Dans l'histoire on a décelé deux courants consécutifs pour la chanson au cours du siècle dernier. A cette époque les écrivains parsèment de chansons leurs romans, leurs nouvelles et leurs écrits. Vers 1852, les gens de lettres se font collectionneurs de chansons traditionnelles. M. Laforte est professeur à l'université Laval, au département d'histoire. Il prépare actuellement un autre ouvrage qui paraîtra aux Presses de l'université Laval intitulé "Poétiques des chansons traditionnelles françaises". L'ouvrage dont nous parlons aujourd'hui, "La chanson folklorique et les écrivains du XIXe siècle", fait partie de la collection Ethnologie dirigée par Robert-Lionel Séguin.

"Après la révolution" par Robert Dahl les éditions Calmann-Lévy

Pour Robert Dahl, actuellement professeur à l'université de Yale, la révolution est avant tout l'avènement de la démocratie. L'auteur étudie l'évolution de l'idée démocratique à partir de l'Etat-cité de la

Grèce antique jusqu'aux gouvernements d'aujourd'hui, en passant par la république du "Contrat social" et 1789. Il tente de déterminer la force et la faiblesse de son application. Ces théories peuvent être appliquées à toute entreprise qu'il s'agisse d'un Etat-nation, d'un parti politique, d'une société commerciale, d'une université ou même d'un gouvernement mondial, tant le principe même de la démocratie peut adopter de formes variées, tout en demeurant foncièrement égal à lui-même.

"Le guide des rivières du Québec" par la Fédération québécoise de canot-kayak.

Cet ouvrage est destiné aux amateurs de plein air. Il propose des renseignements généraux sur les embarcations, leur utilisation, leur choix et l'organisation d'une expédition de canot. Chaque description de rivière explique la situation géographique du cours d'eau, sa longueur canotable, une classification selon ses difficultés, les moyens et les points d'accès, l'état des portages, les conditions de canotage, etc. Rappelons que la Fédération, fondée en 1969, est le seul organisme de régie du canot-camping et du canot-kayak au Québec.

"Homosexuel? Et pourquoi pas!" par Jean LeDerff, les éditions Ferron.

Considérant que la plupart des études consacrées à l'homosexualité sont l'oeuvre de spécialistes en sciences humaines qui partent du principe que l'homosexuel est plus ou moins un être malade, Jean Le Derff, un Français installé au Québec depuis 17 ans, se demande pourquoi ne pourrait-on pas être homosexuel et aussi sain que n'importe qui. Il cherche pourquoi la société s'acharne sur les homosexuels, pourquoi la police les persécute, pourquoi les juges manifestent une telle hargne à leur égard...



THE LAST POST
Vol. 3, No. 3

MAY 1973
Price 70 cents

The international wolf pack moves in on the North

Or... why David Rockefeller was in Quebec City

'I am Yvon Dupuis'
or... the latest version of 'la belle promesse'

Toronto's reformers: Socialism in one ward

hobo-québec

mensuel

journal de création/information

en vente partout à 35¢



c.p.464, succ.C, montréal

NOUS DÉMÉNAGEONS:

Notre adresse sera à partir du 1er mai:

2600 est, rue Ontario, suite 215
Place Frontenac.

Profitez jusqu'à la fin du mois de nos

RABAIS EXCEPTIONNELS

Place Ville-Marie.

La Maison du Livre
(Guy Delorme Inc.)
Place Ville-Marie 861-5225

MEDIA

Magazine de la presse, de la radio et de la télévision

Le seul du genre en Amérique du Nord

Je désire m'abonner à Média

Nom:

Adresse:

Profession:

1 an (10 numéros) \$5

3 ans (30 numéros) \$11

Faire parvenir votre cheque certifié au mandat poste à Media, 381 boul. Richelieu Saint-Basile-le-Grand Comté Verchères Québec

Interrogations québécoises

Prix: 0.75

Rendre l'Ecole au monde ouvrier

Adresse: Dossiers de vie ouvrière, 1201 rue Visitation, Montréal 133

"Le crime organisé: un service public clandestin"

-Laurent Laplante

par Micheline Lachance

"Je n'irai pas jusqu'à affirmer que notre justice soit spécialement bête. Je dirai, de façon plus respectueuse que réaliste, que notre justice reflète avec une tragique inconscience, notre conformisme béat, satisfait, punitif et méfiant."

Laurent Laplante, éditeur au Devoir se penche sur la justice québécoise dans son livre "Recherchée justice" publié chez Ferron. Il y a trois ans, il remettait au gouvernement la dernière tranche du rapport Prévost qu'il a préparé à titre de commissaire de cette commission d'enquête. S'il reprend aujourd'hui les recommandations contenues dans ce rapport, c'est que la plupart d'entre elles demeurent inappliquées. Cet ouvrage s'adresse non pas aux magistrats mais aux citoyens afin qu'ils soient enfin au courant de l'état du système judiciaire québécois.

Le conservatisme

Celui qui a commis un crime dans une société écope une punition à l'ima-

ge de cette société et c'est la justice.

Notre société est imprégnée de conservatisme. Celui qui est coupable d'un "nouveau crime" ne bénéficie pas d'un jugement aussi serein que celui qui est coupable d'un délit traditionnel. Le juge est, à de rarissimes exceptions, propriétaire, nanti, d'âge mûr: même s'il tente de tenir compte des nouvelles données sociales, il se réfère presque toujours aux précédents judiciaires. "Comment un juge admettrait-il qu'un blanc-bec lui jette au visage le tutoiement et l'accusation "Tu n'es qu'un morceau du système"?"

En somme, "Notre justice soutient les attardés et les conservateurs et pénalise les réfractaires, les épris du changement et les contestataires."

Autres faits qui pèsent lourd dans la balance déséquilibrée: le code et les lois souvent désuètes et les statistiques criminelles qui tendent à montrer une augmentation des crimes pour justifier les accroissements de budget.

L'individu est présumé innocent: "C'est un beau mythe. L'individu qui a reçu un mandat et qui comparait le lendemain devant le juge, la barbe longue, entouré de deux gardes, n'a pas les mêmes chances que celui qui se présente devant le juge frais rasé. Et que penser des Jacques Rose qui passent deux ans en prison avant de faire face à la principale accusation qui pèse contre eux.

Dans le cas des groupes mis en accusation, le principe de l'innocence présumée ne prévaut pas, sauf en ce qui concerne les corporations d'affaires pour qui les lois sont passablement tolérantes: "Ceux-ci sont présumés innocents même s'ils ont l'intention de créer un monopole ou de faire une fraude fiscale."

Les syndicats et l'ensemble des mouvements de revendications sont présumés coupables. La police déclenche un branle-bas de combat dès l'instant où un groupe parle de défilé dans les rues. Et la subtilité méfiante s'est ajoutée à la prudence militai-

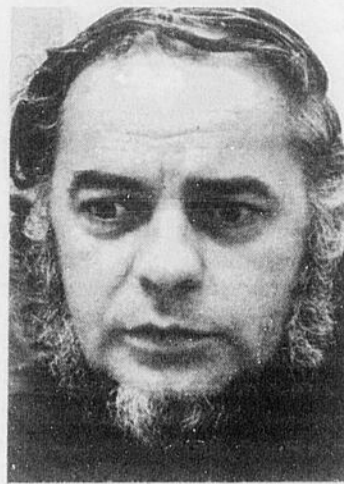


photo Michel Elliott

LAURENT LAPLANTE. Une justice qui reflète avec une tragique inconscience notre conformisme béat.

re: tables d'écoute, perquisitions, saisies.

Le crime organisé

Au Québec, il y a deux justices. L'une est publique: "Les journalistes qui suivent les procès font du sensationnalisme. Ils entretiennent l'instinct sanguinaire des gens, leur goût d'espionner la vie privée des autres, leur besoin d'un coupable. Ils sont là pour faire du fric."

Un bel exemple: L'enquête sur le crime organisé. "Ma conception du crime organisé est que c'est un service public clandestin. Il fonctionne parce que le public veut jouer. Alors pourquoi ne pas socialiser le jeu? On à la Loto-Québec; pourquoi n'aurions-nous pas le pari hors piste?"

"Qu'est-ce que l'enquête a donné: rien. Il y a eu du salissage mais rien n'a été prouvé: c'est la parole de Bourassa contre celle d'O'bront. Ce qui me frappe, c'est l'inutilité de l'enquête, et comme d'habitude, les journaux tombent dans le panneau du sensationnalisme. Le public, lui, ne sait toujours pas ce qu'est le crime organisé."

"Quand un journal s'occupe d'une comparution, l'accusé, qu'il soit coupable ou pas, est, au niveau des conséquences familiales, pécuniaires et professionnelles, solidement coupable, sans rémission aucune. Est-on capable d'écrire dans les journaux en taisant les noms?"

L'autre justice: celle

qui prévaut à la cour du Bien-être social. Afin de préserver l'anonymat des mineurs traduits devant la justice, la cour du BES siège à huis clos: "Le résultat est que ces tribunaux se conduisent à peu près comme ils l'entendent et que n'importe quel juge déséquilibré peut régner en maître impérial sur son petit tribunal sans que le public soit jamais avisé. A tous les jours, des adolescents sont jugés et conduits derrière les murs. On en entend parler quand l'un d'eux se suicide à Berthelet."

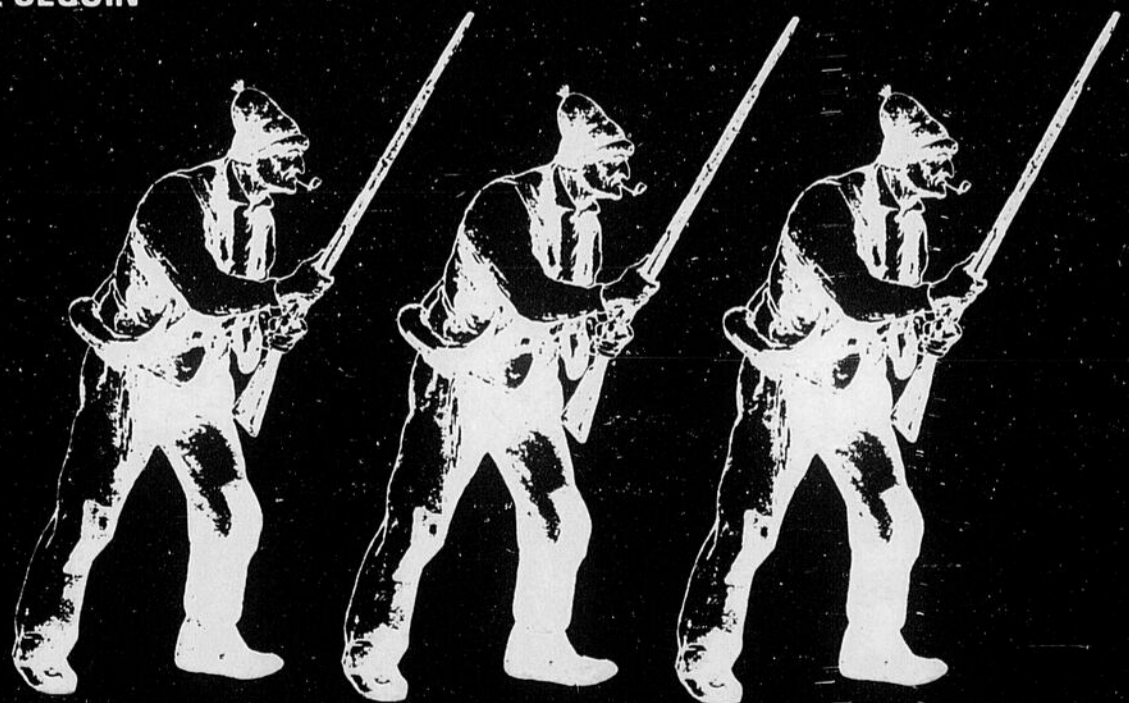
La réforme de Choquette

Il y a progrès. 125 avocats sont maintenant assignés par le ministère pour défendre les citoyens défavorisés. On a la loi des petites créances; de plus en plus on utilise la sommation au lieu des mandats d'arrestation. Rien de spectaculaire mais c'est consolant: "Quant à une réforme en profondeur, eh bien le ministre Choquette nous a annoncé l'adoption prochaine d'une loi. On ne sait rien de plus si ce n'est qu'elle est déjà en retard."

Aux éditions **parti pris**

L'ESPRIT RÉVOLUTIONNAIRE DANS L'ART QUÉBÉCOIS

ROBERT-LIONEL SÉGUIN



parti pris

En vente partout

"Tu brûles, tu brûles": fausse alerte!

par Robert Lévesque
 "Tu brûles, tu brûles": avec un pareil titre on peut s'attendre à tout. Lorsqu'il s'agit d'un film, surtout,

on a des raisons de s'emballer et de croire qu'enfin on commence à "brûler les écrans", à faire flamber la baraque. On

court voir le cinéaste qui a osé jeter de l'huile sur le feu.

Fausse alerte

Pourtant, en sortant de la projection de "Tu brûles, tu brûles" de Jean-Guy Noël, jeudi soir au cinéma Rex (une salle au demeurant fort sympathique), on se voit obligé de déclarer une seule chose: "Fausse alerte". Des garnements ont joué un mauvais tour aux pompiers, ils ont fait un faux appel au feu. Rien ne brûle. Rentrons chez nous.

De retour au journal, devant ma Underwood, j'aurais aimé écrire, sur le monde cinématographique, ces phrases qui disent que "les flammes ont pris naissance à tel endroit", que "rien n'a été épargné", "qu'on ne connaît pas encore le nombre de blessés", "que le sinistre s'est étendu à tout le quartier". C'aurait été la fête, le cinéma accusé d'incendiat, de l'action dans une saison qui ne compte qu'un seul vrai feu depuis des mois, celui allumé par Jacques Leduc et sa "Tendresse ordinaire".

Texte prétencieux

Non, Jean-Guy Noël, dont c'est la le premier long métrage, s'est emmelé les pieds dans les boyaux. Dans un texte (incroyablement prétencieux lorsqu'on a vu le film) paru dans Cinéma-Québec, Noël dit que son film est un "conte poétique" qui a pour but "l'introspection des profondeurs de l'âme humaine". Il ne faudrait pas mêler "conte" et brouillon, poésie et cabotinage. Quant à l'introspection, il aurait fallu à l'auteur de meilleures pelles pour creuser cette âme humaine qu'il l'intéresse. D'autres s'y sont essayé avant lui, et ont su creuser plus profond.

Un langage nouveau

Le langage de ce film, dans le cinéma québécois, est assez nouveau, soit. Mais ce mode absurde qu'il utilise, qui se veut (tou-



"TU BRULES, TU BRULES" de Jean-Guy Noël. Gabriel Arcand en pompier drop-out. Rien ne brûle.

cinéma

jours selon le texte de Noël) à la frontière du réel et de l'irréel", n'est pas articulé, ne s'appuie pas sur une compréhension de ses règles. En somme il est illisible, comme sont inaudibles, d'ailleurs, les dialogues (la bande sonore est entièrement ratée). Il ne suffit pas d'aligner des images-chocs, des situations hors de l'ordinaire, pour confronter le réel et l'irréel.

On dirait que "Tu brûles" est un film fait d'images absurdes voulant recréer un univers ordinaire, alors que l'entreprise de Jean-Guy Noël, normalement, aurait du être le contraire: montrer la réalité, l'ordinaire dans ses détails qui sont le plus absurdes. En somme, on aurait comme fait le travail à l'envers. Ce qui se voulait film libéré, "un panier de haricots tout frais cueilli du jardin" comme disait l'auteur en comparant avec des haricots congelés ou fumés, devient vite un devoir mal foutu d'un élève trop pressé.

L'influence tcheque

"Tu brûles, tu brûles" croule un peu sous ses ambitions. Visiblement influencé par certains films tcheques, il essaie de situer au Québec un scénario auquel on est peu habitué quant à l'esprit. Un pompier, dans une ferme,

a quitté son travail. Il refusera jusqu'au bout d'aller éteindre un feu qui ravage tout le village voisin. Son père, maire et chef des pompiers, périra en tombant de la grande échelle dans les flammes. Le jeune pompier, le lendemain matin, décidera de partir pour la ville, sans savoir pourquoi.

Si cette histoire avait été racontée avec plus de sensibilité, de justesse dans

l'observation, d'humour dans le regard, en somme avec plus de simplicité et moins d'ambition, elle aurait pu, non seulement être merveilleuse, mais être acide, dévorante comme la flamme. En fait, être tout ce que ce film-brouillon n'est pas.

Un humour lourd

L'humour, qui ne se dégage pas du récit ou de l'observation mais uniquement du dialogue, est d'une lourdeur qui épuise. Les comédiens hésitent continuellement entre le jeu réaliste ou le jeu absurde. On a l'impression que personne ne leur a dit quoi faire Gabriel Arcand, le pompier drop-out, campe le personnage le plus intéressant, mais on ne saurait dire le plus logique car la logique de ce film est difficilement discernable.

Evidemment, "Tu brûles, tu brûles" n'a rien à voir avec des entreprises comme "La mort d'un bûcheron" ou "Taureau", encore moins avec la "Tendresse ordinaire". Le cinéma de Noël veut se situer ailleurs, et cela c'est tant mieux. Le cinéma québécois est encore trop unidirectionnel. Mais, pour ce premier coup de barre, Jean-Guy Noël a mal calculé sa route. Attendons la prochaine alerte!

"La mort d'un bûcheron" à Cannes

Contrairement à bien des attentes, ce n'est pas le "Kamouraska" d'Anne Hébert et Claude Jutra qui représentera les couleurs du Québec au prochain festival de Cannes qui se déroulera du 10 au 26 mai. M. Maurice Bessy, président de cet événement, a retenu le film de Gilles Carle, "La mort d'un bûcheron", pour la compétition internationale. Ce sera pour la deuxième année consécutive que le cinéaste Gilles Carle sera dans la course à Cannes. L'an dernier, "La vraie nature de Bernadette" n'avait toutefois pas obtenu de prix.

Représentations supplémentaires
 Jeudi 19 avril - 10 heure a.m.
Véronique & Claude Sanson & Dubois

avec la participation de Jean Pierre Castelain

jeudi 19 avril

SALLÉ WILFRID-PELLETIER
 PLACÉ DES ARTS, Montréal 129 (Québec) Tél: 842-2112

AMISKWA

Sauvons la Baie-James Save James Bay

Arena Paul Sauvé
 8 hres P.M.

Gilles Vigneault
 Joni Mitchell
 Yvon Deschamps
 Ian Tyson
 Pauline Julien
 Alanis Obomsawin
 Louise Latraverse
 Peter Yarrow de Peter Paul & Mary
 The Eskimo Drum Dancers
 Les Séguins
 Dog Rib Indians
 Jean-Guy Moreau

Billets \$5 00

en vente
 Arena Paul Sauvé
 4000 Beaubien Est, Montréal
 Boutique Château
 Place Bonaventure
 Place Alexis-Noyon
 1310 Ste. Catherine ouest

15 AVRIL 73

H.Y.D. présentent

Dieu ne se mange plus...

JACQUES MICHEL

VEILLE DE PÂQUES - 21 AVRIL 73

2 Spect. 19H.-22H. Billets: 2.50 à 5.00

PUBLICITE INFOBEK

THÉÂTRE MAISONNEUVE
 PLACE DES ARTS, Montréal 129 (Québec) Tél: 842-2112

"L'affaire Mattéi" ou les dangers de l'avion pour les réformateurs...

par Robert Lévesque

Un an après avoir remporté le Grand Prix du festival de Cannes, le film de Francesco Rosi, "L'affaire Mattéi", arrive sur un écran de Montréal. C'est un peu long comme chemin, de Cannes à Montréal. En plus, les Cinémas Unis sortent le film en catimini, sans avertir ni le public ni les journalistes. Nous avons été mis au courant de sa sortie le jour même où il prenait l'affiche du cinéma de la Place Ville-Marie. Et l'on dit que, faute de fréquentation, il sera retiré des prochains jours, si ce n'est déjà fait maintenant.

Bon. Cela s'appelle ne pas donner sa chance à un film. Surtout lorsqu'il s'agit d'un film de Rosi, cinéaste italien de la "gauche", engagé dans ses oeuvres à dénoncer les crimes de la société, le banditisme et la Mafia en Sicile dans "Salvatore Giuliano", la spéculation immobilière à Naples dans "Main basse sur la ville", la guerre de 14-18 dans "Des hommes contre", cela ressemble à un boycottage en règle.

La "mode"

Mais le prix de Cannes créant la "mode", on est bien obligé de le programmer. Mais l'on fait vite. C'est un peu là la force de Rosi, d'implanter ses oeuvres dans le courant officiel, dans les circuits capitalistes, dans les revues à la mode, dans les cocktails, mais de faire quand même des films politiquement très forts, des théorèmes solides, par A plus B, qui disent que le "moteur" de la politique, une fois démonté, présente les indices de la corruption de l'homme. Rosi ne raconte pas, il analyse.

Le no 1 du pétrole

Dans "L'affaire Mattéi", il analyse le cas Mattéi. Enrico Mattéi, citoyen italien issu du peuple, s'est hissé par lui-même (un self-made man) au sommet des responsabilités économiques, donc politiques, de son pays. Il s'est fait l'homme numéro un du pétrole italien, et en nationaliste inébranlable il s'est lancé à fond dans la lutte contre les puissances pétrolières internationales. Le monopole américain et ses affiliés européens. Face à eux, il joue la carte arabe. Dans sa puissance qui, chaque jour, s'agrandit, il devient très "général".

On l'avait chargé, en



"L'AFFAIRE MATTEI": cela aurait pu se passer ici...

1945, de liquider l'ENI, régie italienne des pétroles créée par le fascisme. Lui, il voit au contraire dans cet organisme la possibilité de fonder une société d'Etat indépendante des compagnies américaines, au service de la collectivité et en mesure de traiter directement avec les pays producteurs du Tiers Monde. En somme, il favorise, dans l'Italie qui se relève avec peine du "ventennio" fasciste, la reprise économique et l'affirmation de l'indépendance nationale.

Un "accident"

En octobre 62, Enrico Mattéi se tue lorsque son petit avion privé s'écrase. Il rentrait de Sicile où il venait d'inaugurer des installations pétrolières en promettant à la population en fête que le pétrole serait exploité par eux et pour eux, les profits demeurant dans le peuple sicilien. "On" l'avait jugé trop gênant ou trop dangeureux.

Francesco Rosi, face au cas Mattéi, a mené sa propre enquête, car il s'agit plus d'une enquête que d'une biographie du citoyen Mattéi. Plutôt que de se contenter de raconter des faits, Rosi tente de mettre de la clarté dans

leur déroulement. Et si, à la fin, l'obscurité demeure quant au sabotage de l'avion, Rosi a suffisamment expliqué pourquoi on s'en devait d'arriver là.

Mattéi intéresse Rosi par la force qu'il incarne et qui met en présence les intérêts d'un capitalisme et ceux d'une autre forme de capitalisme, et analyse les conséquences que chacun peut entraîner. "L'affaire Mattéi", c'est un théorème, à partir d'un fait réel, sur les causes économique-politiques qui font agir l'histoire de ce "fait". Plutôt que de filmer l'exploit de Mattéi, Rosi installe sa caméra dans les coulisses de cet exploit. On y voit toutes sortes de choses qui nous instruisent. Rosi regarde où il faut regarder, le moteur et non pas la carrosserie.

Il n'est donc pas étonnant qu'au Québec, les Cinémas Unis ne fassent pas autant de publicité sur "L'affaire Mattéi" que sur "Le parrain". Si l'on changeait les noms, et s'il existait ici un Mattéi, le film de Rosi pourrait se dérouler au Québec. En somme, si Jacques Parizeau était un industriel comme Mattéi, il ne devrait pas voyager en avion.

CINEMA **parallèle**

1237 RUE SANGUINET
(près du Métro Berri-Demontigny)
Samedi à 7, 9, 11 p.m.
Dimanche à 8, 10 p.m.
Inf: 523-2816, 866-8126
Contribution: \$1.25

CINEMA STRUCTURAL

- Standard time
- Michael Snow
- Le son de l'espace
- Charles Gagnon
- Corridor
- Standish Hawder
- Surfing on the thames
- David Rimmer
- Destroying angel
- Abbott Meader
- 1933
- Joyce Wieland

Du 13 avril au 2 mai

POUR TOUS

L'Association Cooperative de Productions Audio-Visuelles présente un film de JEAN-GUY NOEL



avec: **GABRIEL ARCAND-LOUISE FRANCOEUR**
RAYMOND LEVESQUE-GUY DECUYER
SERGE THERIAULT-MARIE EYKEL
JANINE LABEL

EN PREMIERE
au Cinéma REX,
3900 rue St-Denis,
(métro Sherbrooke)
semaine: 19h, 21h,
sam. & dim.: 13h, 15h, 17h,
19h, 21h.

Billets à prix réduits:
- CEGEPS,
- Universités,
- Montreal Trust (P.V.M.)
- COOPRIX I & II
- Plusieurs librairies
- etc.
Inf.: 849-5031, 849-3976.

LE FESTIVAL DES FILMS à 99¢
chacun

AUJOURD'HUI 15 AVRIL

2:00 un film de GEORGE ROY HILL
SLAUGHTERHOUSE FIVE
Michael Sacks, Valerie Perrine (v.o. anglaise) en couleurs

4:30 GIAN MARIA VOLONTE
THOMAS MILIAN
BANDITS A MILAN
de Carlo Lizzani
(version française) en couleurs

7:00 un film de JEAN-CLAUDE LORD
LES COLOMBES
Jean Besré, Lise Thouin, Jean Duceppe (en québécois) en couleurs

9:30 MICHEL SERRAULT
MICHEL GALABRU
un film de Pierre Tchernia **LE VIAGER**
Jean-Pierre Darras, Claude Brasseur (en français) en couleurs

99¢ PRIX D'ENTREE CHACUN DES FILMS

OUTREMONT
1248 Bernard 277-4145

DERNIER JOUR
6 W.C. FIELDS
2:00, 4:30, 7:00, 9:30
prix d'entrée: 99¢

verdi 5380 St-Laurent 277-3233

SALLE RESNAIS après **more** le nouveau film de Barbet SCHROEDER

la vallée

OGIER KALFON

14 ANS

elysée 35 MILTON, 842-6053 SALLE EISENSTEIN POUR TOUS

DE Luis Bunuel **LE CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE**

3e semaine **POUR TOUS**

Derniers jours
Nous avons l'HORREUR de vous présenter
VOYONS CHERI, QUATRE MEURTRES ÇA SUFFIT!
de Oldrich (Joe Limonade) Lipsky
Tchéque sous-titres français
Sem. 7h-9h. p.m.
Sam. Dim. 3h-5h. 7h. 9h.

Derniers jours **POUR TOUS**

LE MANUSCRIT TROUVE A SARAGOSSE
tous les jours à 9 h p.m.

Derniers jours **POUR TOUS**

HOW TASTY WAS MY LITTLE FRENCHMAN
Ah! qu'il était bon mon petit Français
COULEURS - Port. s-t. anglais
* LE CANNIBALISME à son meilleur!
Un film fort en protéines
Sem. 7h. Sam. Dim. 3h. 5h. 7h. p.m.

Les Cinémas du Vieux Montréal
136 est. St-Paul 861 / 863

cinéma québec

Il faut lire le dossier sur **CHISSIBI**

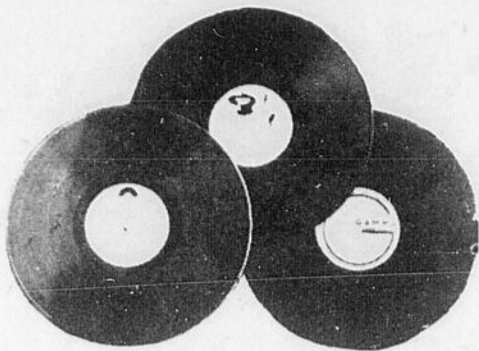
Un film réalisé par les Indiens de la Baie James

Dans le no 6/7 du Vol. 2 de Cinéma/Québec

Un numéro de 80 pages

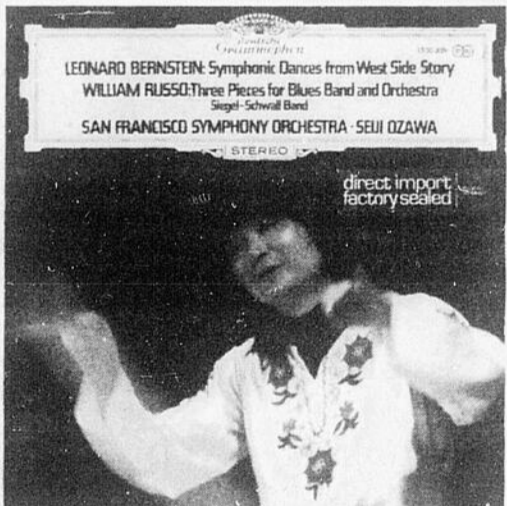
cinéma/québec
c.p. 309, station outremont
montréal 154, québec
tél.: 272-1058

par Denis Grondin



Bo Hansson -- (musique inspirée par) The Lord Of The Rings -- Buddah CAS 1059

Bo Hansson est un organiste de grand talent originaire de Scandinavie. Il forma, il y a quelques années, un duo rock avec un camarade suédois du nom de Janne Karlson. Ces deux musiciens firent une tournée régulière entre 1967 et 1969 et eurent le temps d'enregistrer trois microsillons, qui sont aujourd'hui des pièces de collection. Il y a peu de musiciens, surtout en Angleterre, qui ne les connaissent; Jimi Hendrix n'a pas seulement 'jammé' régulièrement avec eux, mais il les a même invités en tournée avec son "Expérience". De toute façon, Bo décida de se retirer pour un moment, et se concentra, entre autres, dans la lecture de la trilogie du professeur Tolkien, "The Lord of the Rings". Ce conte fantastique le fascina, lui fit une forte impression intérieure et, par le fait même qu'il est musicien, lui inspira la musique contenue sur ce disque. Le tout fut enregistré sur une huit-pistes portative à la maison qu'Hansson avait louée sur une île des alentours de Stockholm; une musique éthérique, sortie presque des mille et une nuits, demandant l'emploi de guitare, de flûte, orgue, saxophone, batterie et moog synthétiseur...



Siegel-Schwall Band/Seiji Ozawa - Three Pieces For Blues Band And Orchestra - Deutsche - Grammophon 2530 309

Dans les dernières années, depuis la redécouverte de la musique classique à un niveau populaire, plusieurs expériences ont été tentées dans le monde avec un orchestre symphonique. Robert Charlebois lui-même travailla avec l'OSM à la Place des Arts, il y eut d'autre part Deep Purple, un ensemble rock, qui fit un disque avec le Royal Philharmonic de Londres; on pourrait également mentionner le groupe 'The Nice'

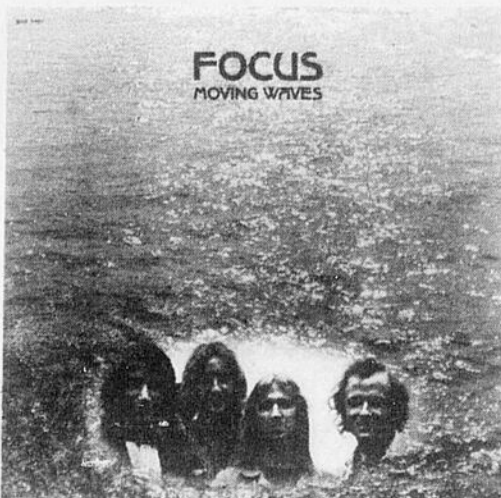
qui fit de même il y a quelques années et, si on cherche un peu, on trouvera sûrement un groupe de jazz engagé dans une aventure similaire. Le dernier 'attentat' pour unir deux ensembles musicaux tout à fait différents n'est pas le moindre. Avec l'Orchestre symphonique de San Francisco sous la direction de Seiji Ozawa, un jeune et brillant chef d'orchestre, le groupe de blues Siegel-Schwall interprète ici "Three Pieces For Blues Band and Orchestra" écrit par William Russo. Il va sans dire que la réussite est parfaite et que sous tous les angles la qualité et le standard Deutsche Grammophon est respecté.

Paul Lauzon - Start Again -- PAX 6610

De très belles chansons constituent cet enregistrement réalisé à Montréal. Paul Lauzon n'est pas un nom connu du 'vedettariat' régulier, mais ça n'a réellement pas d'importance lorsque ses chansons se font entendre. L'identification entre l'auditeur de l'artiste se fait rapidement, simplement. Paul Lauzon veut dédier son disque, ses chansons, à l'enfant qui se cache à l'intérieur de chacun de nous. Ses messages sont simples, comme dans l'histoire du pêcheur, de la pêche et de l'oiseau qui se demandent tous les trois lequel est le plus utile à l'homme et qui se rendent compte à la fin qu'ils sont aussi importants l'un que l'autre... Evidemment que la même chose se répète dans les rouages de la vie, où chaque animal, végétal et minéral est important. 'Start Again' est un disque agréable et sain.

Focus - Moving Waves - Polydor (SIRE) SAS-7401

Parmi les groupes qui nous arrivent d'Europe, particulièrement d'Allemagne et du Bénélux, il y a Focus. Ce groupe est en train de mettre l'Amérique sur un pied d'alerte car les entendre (et surtout les voir) est une expérience des plus impressionnantes. Des experts musicaux américains (eh oui, que voulez-vous!) ont déclaré que les prochaines années verront le Mahavishnu Orchestra (avec John McLaughlin) et Focus comme des influences probables. Le groupe est composé de quatre musiciens: Thijs van Leer aux claviers, Jan Akkerman aux guitares, Cyriel Havermans à la basse et Pierre Van der Linden à la batterie. Leur musique est presque entièrement instrumentale, employant les voix ici et là, mais sans paroles. Le style est issu du rock européen à la base, mais la force réside dans les thèmes qui sont d'une rare beauté mélodique.



En juillet, l'émission de Radio-Canada "5D" présentera un documentaire sur l'Islam. Ce reportage divisé en quatre émissions a été réalisé par l'ORTF; il étudie les treize siècles d'existence de cette religion et civilisation.

...

La troupe de théâtre "les Sansregrets" nous écrit pour dénoncer "la mesure outrageante" prise à son égard par la direction de l'hôtel Nelson, dans le Vieux-Montréal. Engagés à l'évêché de l'hôtel Nelson, les Sansregrets devaient présenter leur pièce "Love Story no 2" le vendredi 30 mars dernier; la direction de l'établissement décida de contremander la série de spectacles, malgré une entente verbale passée entre le metteur en scène et les deux gérants de l'hôtel. La raison évoquée: l'incapacité de remplir la salle à pleine capacité, la scène occupant un espace trop grand: "Si pour quelques dollars en moins les directeurs d'hôtel se mettent à boycotter leurs propres spectacles, nous pouvons désormais nous demander si les bénéfices doivent primer sur l'art ou vice versa. Promettez mers et monde à une troupe de théâtre cherchant à se faire connaître et, par la suite, la flanquer vulgairement à la porte remet en question toute la "légendaire" entraide québécoise basée sur des valeurs non pas sociales mais financières."

...

"La mégère apprivoisée" de Shakespeare obtient un tel succès au Théâtre du Trident à Québec que les responsables ont décidé d'offrir deux semaines supplémentaires de représentations, prolongeant de la sorte le spectacle jusqu'au samedi 28 avril.

...

"Hors-d'oeuvres", le Centre de main-d'oeuvre qui s'intéresse aux artistes "tannés de rester dans l'ombre de leur art", se propose maintenant de travailler en groupe à la préparation d'une pièce de théâtre. On demande donc à tous les comédiens, décorateurs, musiciens, etc. que le projet intéresse de communiquer avec Diane Marcil, la responsable, à 3420 rue Dandurand, Montréal 405. On sait que ce centre de main-d'oeuvre mis sur pied par



"DIEU NE SE MANGE PLUS... IL SE FUME". Voilà au complet le titre du spectacle de Jacques Michel à la Place des Arts, le samedi Saint. A la demande de la Place des Arts, des stations de radio et de télé de la compagnie de disques de Jacques Michel, et de tout ce beau monde qui avait peur de faire peur au public, on a décidé que le titre serait "Dieu ne se mange plus!!!". Au fait, Jacques Michel reprend le même spectacle au Grand Théâtre de Québec, le lundi de Pâques. Trois quarts du spectacle sont composés de nouvelles chansons qui seront gravées sur un microsillon qui sortira au début de l'été.

Samedi prochain, la Butte-à-Mathieu accueillera Diane Dufresne. Et le 28 avril, ce sera le tour de Renée Claude.

des membres non salariés s'occupe de dénicher des contrats pour les artistes tant dans le domaine du spectacle que dans celui de la peinture ou de la sculpture. Un exemple. Les peintres pourront exposer leurs oeuvres dans les différentes galeries de la province, galeries avec lesquelles "Hors-d'oeuvre" prend des ententes. En somme, Hors-d'oeuvres s'occupe à la fois de recruter des artistes désireux de former un groupe de travail et de permettre à ceux-ci, soit individuellement, soit en équipe, de se faire connaître.

Cet après-midi, les amateurs de folklore sont invités à se rendre au cégep Ahuntsic, à 14 heures 30. L'ensemble folklorique Moromaguy des loisirs d'Youville présente un spectacle composé de danses et de chants folkloriques québécois, mexicains et juifs. Plus de 150 enfants et jeunes gens participent au spectacle. Tous ces enfants habitent le quartier.

236 photographes du monde entier exposent au Québec

Katevale, un minuscule village perché sur une montagne, entre le petit lac Magog et le lac Massawipi, à une dizaine de milles de Sherbrooke, sera le théâtre d'une exposition mondiale de photographies. 522 photos prises dans 85 pays par 236 photographes.

Evidemment on se demande où un si petit village va loger une exposition de cette envergure. Eh bien, on a monopolisé tous les espaces libres: un ancien couvent à trois étages, une grande église bâtie en 1908, une épicerie licenciée, un bureau de poste, un magasin général, le garage de monsieur le maire, une salle municipale et plusieurs maisons du village. Et si le village ne suffit pas, il reste un hangar à voitures. L'exposition débute cette fin de semaine-ci et elle se poursuivra les 21 et 22 avril et les 28 et 29 du même mois.

Sous le thème "La femme dans le monde entier", le magazine allemand Stern a réuni une collection de photos choisies parmi les 40.000 photos qui lui ont été envoyées par les photographes du monde entier. Cette exposition a déjà été présentée dans 52 pays; c'est la première fois qu'elle vient au Québec.

On imagine un peu qu'un tel événement prend de l'importance dans un petit village inconnu. Pour célébrer comme il se doit, les habitants de Katevale ont organisé des parties de sucre, un repas préparé par les dames-fermières et d'autres activités. Pour renseignements, s'adresser à Jacques Darche - tél.: (819) 843-3305.

Dimanche

LES BEAUX DIMANCHES, à 19h30, aux canaux 2, 7, 9, 11, 12 et 13. "A guichet fermé": "Papa", une comédie de Pierre Dagenais, met en scène un couple de quadragénaires, héritiers d'une immense fortune. Leur fille de vingt ans ne peut supporter les fredaines de son père. La distribution: Nini Durand, Roger Garceau, Paul Berval, Marie-France Beaulieu et Gisèle Dufour.

LA FLECHE DU TEMPS, à 22h, aux canaux 2, 7, 9, 11, 12 et 13. "Nouvelle-Ecosse, origine de la vie terrestre?" un reportage qui explique la découverte en Nouvelle-Ecosse des fossiles de petits reptiles unique au monde.

RENCONTRES, à 23h, aux canaux 2, 9, 11 et 13. **Louis Martin interview Ibrahim Madkour**, l'une des figures dominantes de l'Egypte actuelle. Contestataire, M. Madkour a été emprisonné durant sa jeunesse, ce qui ne l'a pas empêché de devenir l'un des plus jeunes sénateurs du gouvernement à 37 ans. Aujourd'hui, il est président du Conseil des services publics. **Il sera question du Coran et des Evangiles de même que du statut de la femme égyptienne en 1973.**

CINE-CLUB, à 23h30, aux canaux 2, 9, 11 et 13. "La passagère" d'Andrzej Munk. Ce film polonais raconte l'histoire d'une passagère allemande sur un paquebot qui croit reconnaître une détenue polonaise dont elle avait la garde dans un camp de concentration. Tout un passé d'horreurs remonte alors à la conscience et la pousse à confier à son mari ce qu'elle a vécu. **Soulignons que ce film est demeuré inachevé, le réalisateur étant mort accidentellement avant la fin du travail.**

Lundi

CINEMA, à minuit, au canal 2, 9 et 11. "Parias de la gloire", drame de guerre français réalisé en 1963 par H. Decoin, avec **Curt Jurgens**. En Indonésie, un soldat français accepte mal la présence dans son groupe d'un officier allemand.

Mardi

UPON THE ROCK, à 22 h au canal 5 (Platts-

burg): Pour la première fois, les autorités de Saint-Pierre de Rome ont accordé la permission de produire un documentaire pour la télévision à l'intérieur de la Basilique. A cette visite s'ajoutent certaines interventions historiques de Michel-Ange, de la reine Christina de Suède, du roi Jacques III d'Angleterre et du pape Jean XXIII. Avec la participation de sir Ralph Richardson, Orson Welles et Dirk Bogarde.

BLACK IS, à 22h au canal 9C. Une émission spéciale consacrée à la communauté noire de Montréal.

EN PANTOUFLES, à minuit au canal 10. "Le dos au mur" Film français de Molinaro avec **Jeanne Moreau**. Il a été réalisé en 1958. Les machinations vengeresses d'un mari trompé.

Mercredi

LES PLUS BEAUX FILMS, à 6h50, au canal 12 (Jonquière). "Histoire de Chine" Drame religieux américain. Une jeune Chinoise s'éprend d'un prêtre dont la mission est occupée par les communistes.

LES GRANDES PRODUCTIONS, au canal 6 (Chicoutimi). "Me faire ça à moi" avec Eddie Constantine.

TEMOIGNAGES, à 21h30, au canal 2, 7, 9, 11, 12 et 13. "Evasion", une coproduction de la Suisse, de la France et du Canada. On assistera à une enquête sur la mort d'un jeune contestataire. Selon la formule propre à cette série, le commissaire est invisible, mais très présent



"LE DOS AU MUR" avec Jeanne Moreau, mercredi au canal 10.

par sa voix calme; il interroge une série de témoins.

ADIEU ALOUETTE, à 10h30 aux canaux 4, 5 et 6. "The Quiet Revolution". Le rôle du journal Le Devoir durant les années de la révolution tranquille. **Après bien des tergiversations, Radio-Canada a finalement accepté de présenter cette émission.**

Judi

CONSUMMATEURS AVERTIS, à 19h30, aux canaux 2, 9 et 11. **Les avantages et les inconvénients de la cassette et du disque.** L'animatrice: Micheline Archambault.

CINEMA, au canal 6 (Chicoutimi) "Le miracle de Fatima". L'histoire pathétique de l'apparition de la Vierge à Fatima. **Après avoir assisté au miracle de Be-loeil, les Québécois apprécieront la version originale, celle qui a inspiré la nôtre.**

Vendredi

Vendredi, à 21h30, aux canaux 2, 7, 9, 11, 12 et 13. Une émission spéciale du Vendredi Saint consacrée aux Bollandistes ou l'étude du culte des Saints. Raymond Charette anime un reportage chez les Bollandistes: leurs buts, leur façon de travailler, leur lieu de travail et leur célèbre bibliothèque.

L'AVORTEMENT, à 23h, aux canaux 2, 7, 9, 11 et 12. **Reportage spécial sur les aspects humains de l'avortement au Canada et dans le monde.**



ON NE DIT PLUS UN DICTIONNAIRE...
ON DIT UN ROBERT

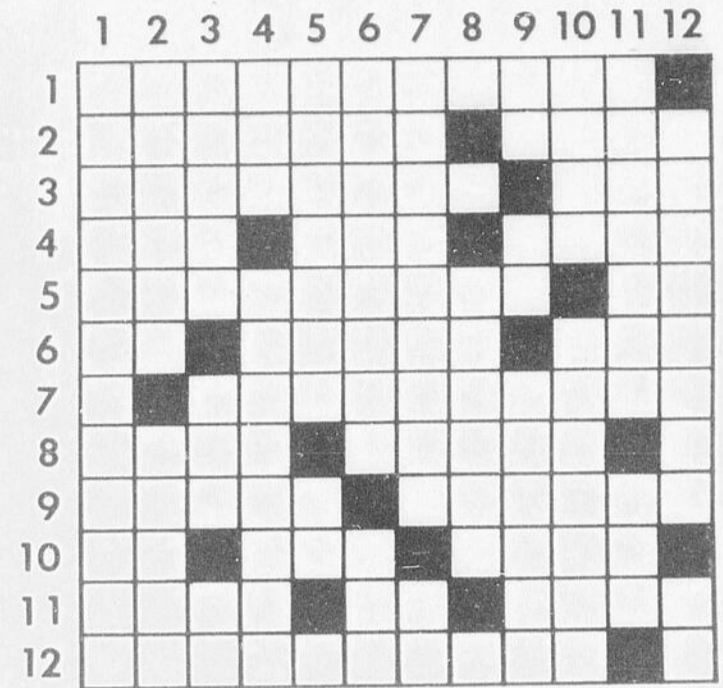
MOTS CORSÉS

par Albert

La condition féminine

Horizontalement

- Il a pratiqué plus de 5.000 avortements à Montréal...
- Une décision qui devrait revenir à la femme. - Une bestiole à l'envers.
- Les femmes n'y ont pas encore accès! - Pour Marie.
- D'un verbe gai. - Se suit en sixième. - Mouvement affectueux.
- Entrée brusque. - Dans la gamme.
- Voyelles. - Une façon de boire du lait. - La jambe d'une Anglaise.
- Une femme pourrait l'être si elle faisait le service militaire.
- Se fait généralement à une femme. - Charmes féminins.
- Un verbe possessif... - Comme une pierre précieuse dans le châton d'une bague.
- Vu dans QUEBEC-PRESSE. - Une femme dans le plus simple appareil. - Longue étoffe drapée que portent les femmes en Inde.
- La femme. - Du verbe aller. - La création de garderies gratuites en serait une pour les femmes.
- Des femmes qui ne sont pas frigides!



Verticalement

- Des sociétés dominées par les femmes.
- Un organe féminin d'importance. - Se trouve dans le précédent.
- Scout-routier au Canada anglais. - Un homme et une femme. - Phonétiquement: prénom féminin.
- Caprice pas nécessairement féminin. - Soeurs qui ont la même mère mais un père différent.
- Eventrés. - Un peu d'eau.
- Se dit vulgairement des femmes. - Une femme bien ancienne.
- Variétés de roses con-

- nues sous le nom de passe-roses. - Article arabe.
- On y jette pas mal de choses!
 - Chemin de halage. - A l'intérieur. - Qui n'est plus "tout à lui".
 - Celui du boucher est un peu boycotté par les temps qui courent. - Rendis brillant.
 - Certaines femmes entre elles. - Voyelles triplées.
 - Le mouvement de libération des femmes voudrait bien voir diminuer ce type de femmes. - Habituellement féminin.

Solution page 33

CINÉ- GUIDE

A ignorer: ●
A voir à la rigueur: *
A voir: **
A voir absolument: ***
Chef-d'oeuvre: ****

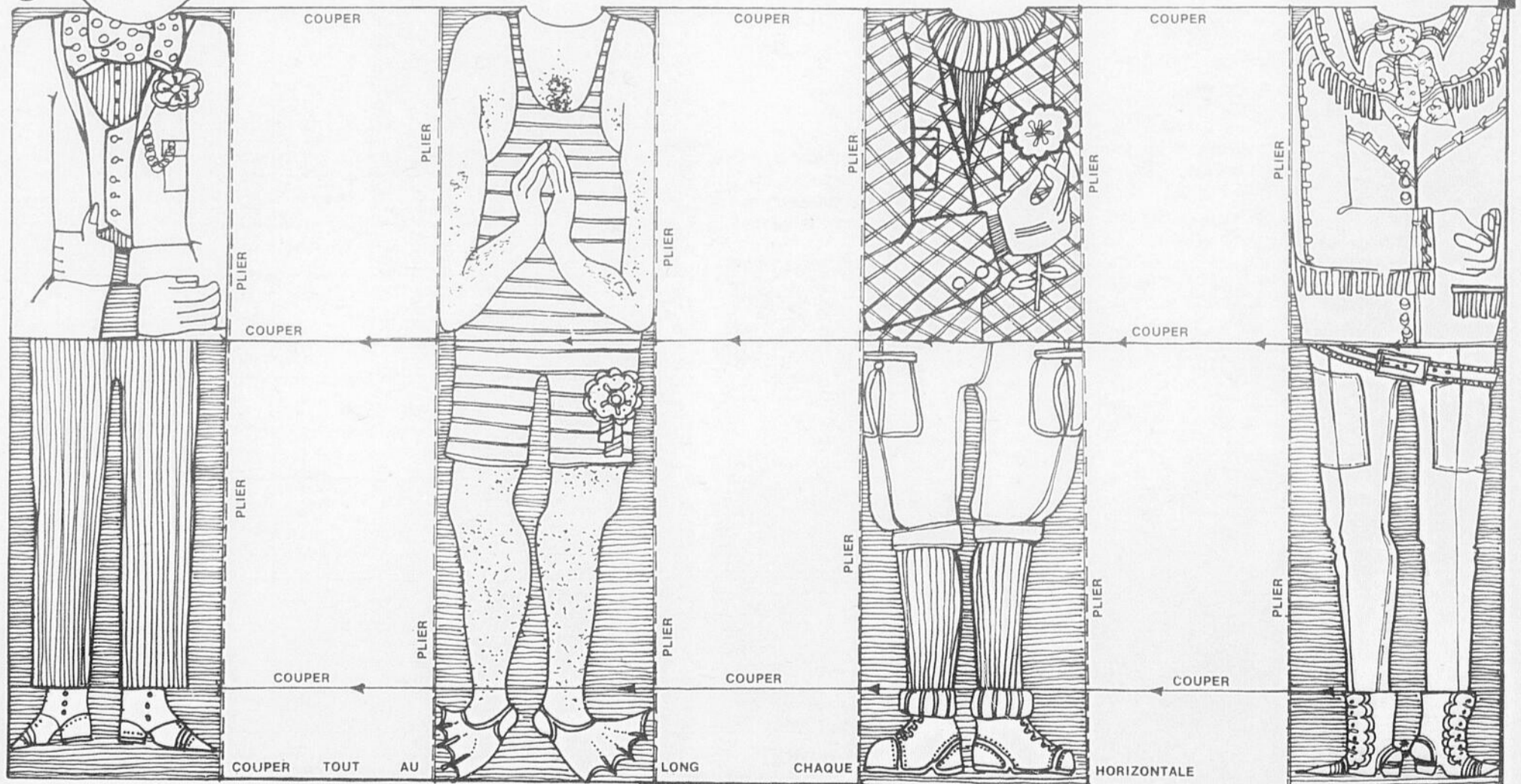
| | Jean-Pierre Tadros (Le Devoir) | Christiane Berthiaume (Télé-Métropole) | Luc Perreault (La Presse) | Robert Lévesque (Québec-Press) | Martin Malina (Montreal Star) |
|--|-----------------------------------|---|------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|
| Le charme discret de la bourgeoisie (Bunuel) à L'Elysée | **** | *** | *** | **** | **** |
| L'affaire Mattéi (Francesco Rosi) à la Place Ville-Marie | **** | *** | **** | **** | ** |
| Le manuscrit trouvé à Saragosse (W.J. Has) au Kino-Club | *** | *** | **** | **** | ** |
| Kamouraska (Claude Jutra) au Saint-Denis | *** | *** | *** | *** | *** |
| Heat (Morrissey-Warhol) au Festival | *** | *** | ** | *** | *** |
| La tendresse ordinaire (Jacques Leduc) en circuit parallèle | *** | | *** | **** | ** |
| Marjoe (Smith et Kernochan) au Piccadilly | *** | | *** | *** | *** |
| Sleuth (Joseph Mankiewicz) à l'Atwater 1 | *** | *** | *** | | ** |
| César et Rosalie (Claude Sautet) au Crémazie | | *** | *** | ** | * |
| The effects of Gamma Rays... (Paul Newman) au York | ** | | ** | ** | ** |
| Un détenu en attente de jugement (Nanni Loy) au Dauphin | | * | * | | *** |
| La conquête (Jacques Gagné) au Chevalier | * | * | * | * | * |
| The first circle (Alexander Ford) à la Place Ville-Marie | | | ** | | * |
| Les cocus (Larry Jent) au Parisien | • | | * | | * |

c'est un jeu d'enfant

PIRATERIE



- ① DANS QUELLE GALÈRE NOS PIRATES OFFICIELS SONT-ILS EMBARQUÉS? POUR LE SAVOIR RELIE CHAQUE POINT DE 1 À 128 POUR CHAQUE LETTRE DE A À W.
- ② CETTE FLOTTILLE DE PAPIER LEUR APPARTIENT. PEUX-TU ISOLER CHAQUE BATEAU EN 3 LIGNES DROITES CROISÉES?
- ③ CET HOMME EXTRAORDINAIRE SAIT ABSOLUMENT TOUT FAIRE ET TOUJOURS DANS LE COSTUME APPROPRIÉ. IL COMMENCE POURTANT À S'ESOUFLER. AIDEZ-LE À SE RENOUVELER: COUPE LES HORIZONTALES, PLIE LES POINTILLÉS EN ACCORDEON, TU OBTIENDRAS UN LIVRE TRANCHE ET NOTRE HOMME DEVIENDRA DE PLUS EN PLUS COMPLEXE, ENCORE ET ENCORE...



am. Gler

LA POLITIQUE ORGANISÉE ③

Jupias

La pègre aurait souscrit \$500,000 à la caisse électorale de Drapeau

par Bernard MORRIER

Au cours de l'année 1960, le monde Interlope de Montréal devait se cotiser pour verser une somme de \$500,000 à la caisse électorale du candidat à la mairie Jean Drapeau qui allait battre, l'automne, le sénateur-maire Barthelemy.

Théodore Aboud, un ex-preneur aux livres purgés, présentement une peine de dix ans de prison pour fraude, poursuivait son témoignage-fléuve en février mardi et qui doit continuer encore aujourd'hui, possiblement même demain.

A ce moment, le commissaire Marc Cordeau a tenu à faire préciser au témoin que c'était bien pour M. Drapeau qu'était amassée cette somme et non pour ses adversaires à la mairie. Après en avoir donné l'assurance et dit que...

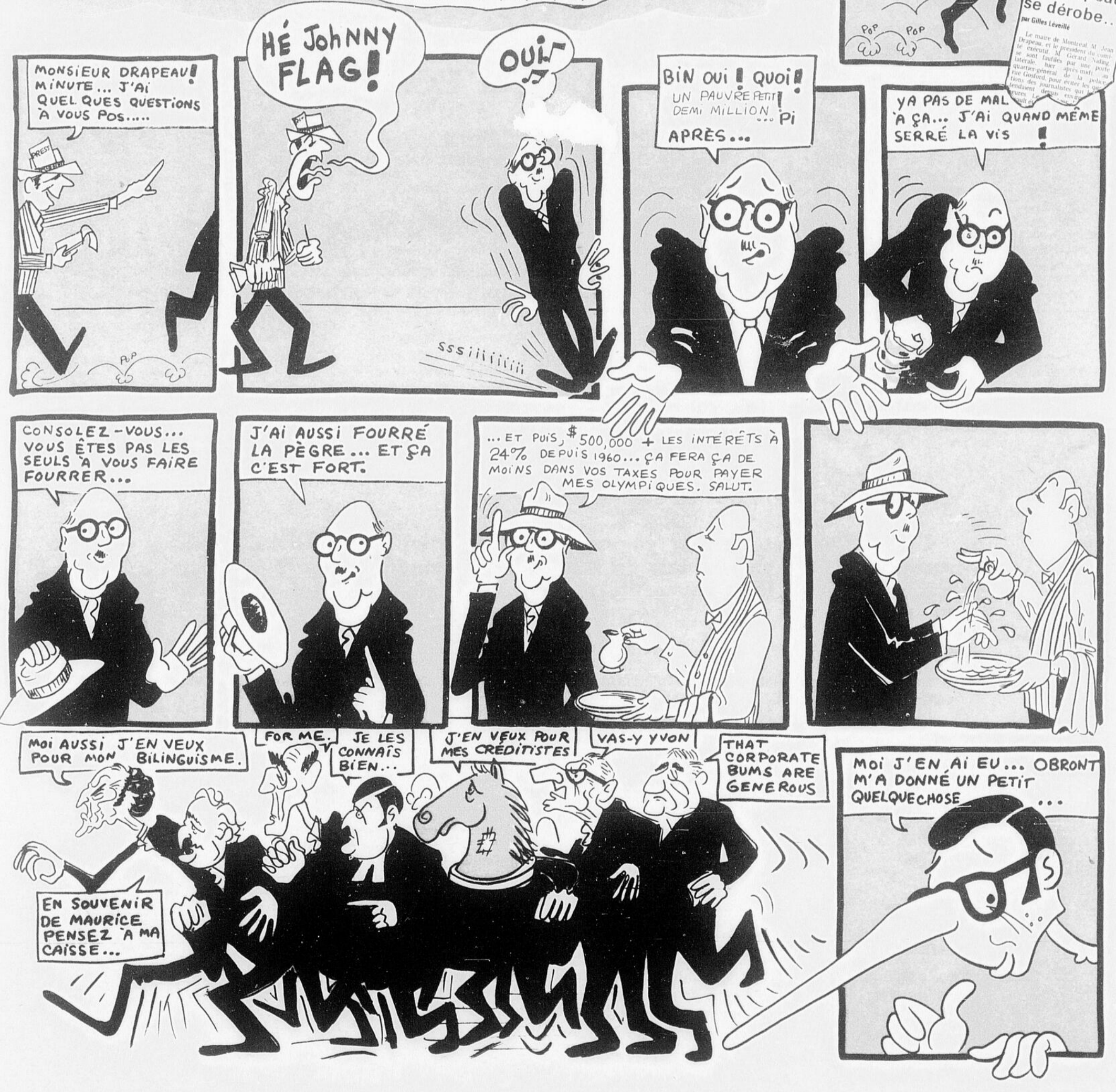
que le monde Interlope avait appris plus tard "qu'un gros montant avait effectivement été versé à l'administration Drapeau".

"Pourant, poursuit-il, quatre ou cinq mois plus tard, c'était en 1961, la police s'est mise à faire des descentes dans les maisons de jeu et les bordels, fermant la majorité de ceux-ci. Les gros ne semblent pas avoir été touchés et les petits ont repris leurs activités vers 1966 et je sais qu'en 1970, quand j'ai été arrêté, tout allait pour le mieux, bien que c'était organisé d'une façon différente. Vous ne pouvez plus agir au grand jour, mais on pouvait fonctionner par d'autres moyens, comme le téléphone, par exemple."

S'arrêtant aux descentes de 1961, le commissaire Cordeau a encore demandé à Aboud si la... pas l'impression par le Parti civique du maire Drapeau? "Certains étaient très fâchés, dirait-il, mais à la suite d'informations venant de nos chefs, tout le monde se faisait dire que c'était temporaire, qu'on n'avait pas gaspillé notre argent et que les beaux jours reviendraient bientôt."



M. Drapeau se dérobe... par Gilles Lévesillé



Québec-Pressé a besoin de vous

Le Québec a besoin de Québec-Pressé

Participez au seul effort véritable et coopératif pour créer une presse libre, au Québec.

Libre à l'égard des grandes entreprises qui paient des grosses annonces dans les autres média.

Libre à l'égard des gouvernements et des partis.

Cette liberté fait de QUEBEC-PRESSE le seul journal au Québec qui n'a peur de rien et de personne.

La liberté de QUEBEC-PRESSE lui vient des milliers de sociétaires qui, depuis trois ans, lui ont donné leur appui.

Devenez sociétaire et co-proprétaire de QUEBEC-PRESSE en souscrivant une part sociale de \$25. pour les individus et de \$100. pour les organismes. (Les paiements peuvent être échelonnés sur plusieurs mois).

Remplis la formule de demande d'adhésion ci-dessous et retourne-la, avec ta remise, à 9670 Pêloquin, Montréal 358.
Pour plus d'informations, appelle Monique Vanden à 381-8684.

Nom

Adresse

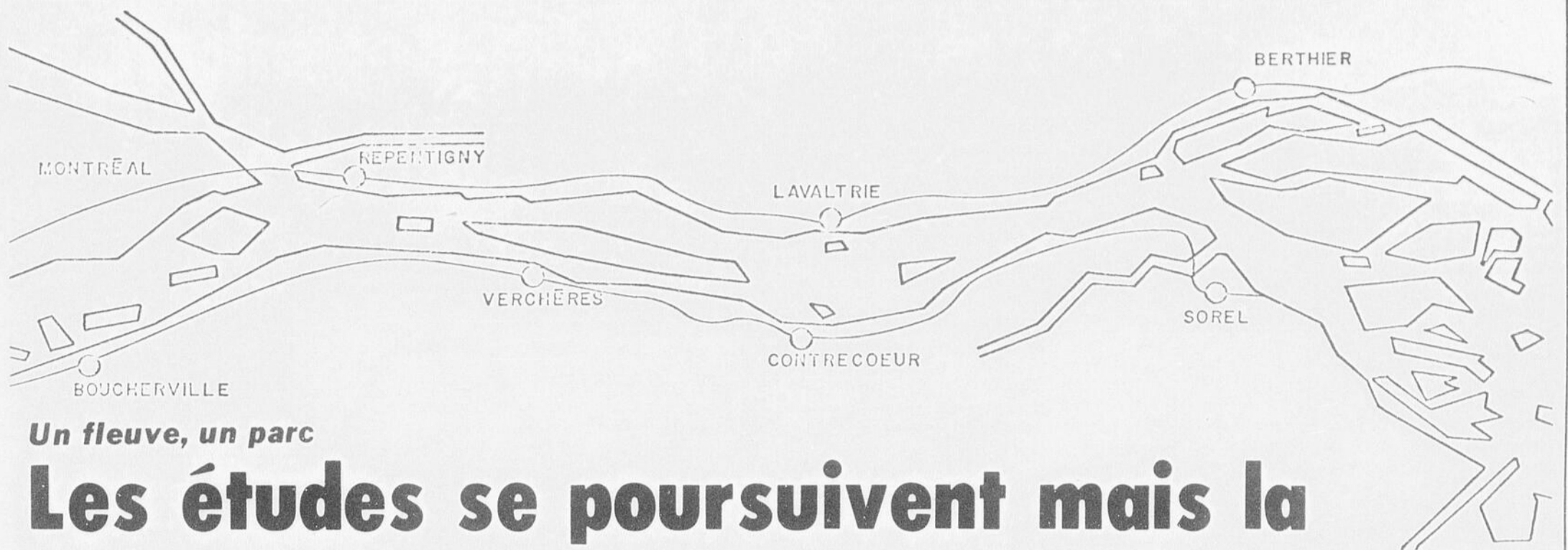
. Tél.

Occupation. Date de naissance.
(jour, mois, année)

Je, soussigné, demande à devenir membre de l'Association coopérative des publications populaires dont le siège social est à Montréal.

Je m'engage à respecter les statuts et règlements de l'Association et je souscris.
part(s) sociale(s) à \$25 la part pour les individus et.
part(s) sociale(s) à \$100 pour les organismes.

Date. 197.
signature du membre



Un fleuve, un parc

Les études se poursuivent mais la dévastation des rives et des îles aussi

par Le Loup Repu

"Un fleuve, un parc!" C'est un slogan qu'on entend de plus en plus souvent dans la région métropolitaine et le long du Saint-Laurent, entre Montréal et le lac Saint-Pierre.

Il désigne un projet de récupération des rives du fleuve et des 110 îles qui s'échelonnent en face des villages historiques, de l'île Sainte-Hélène — dont la transformation en emplacement pour l'Expo 67 est discutable au point de vue écologique — jusqu'à la multitude d'îles en amont du lac Saint-Pierre où l'on continue toujours à drainer plus ou moins utilement.

Le but principal du projet est de protéger l'environnement naturel de ces espaces et de procurer aux trois millions de personnes qui habitent à moins de 50 milles du fleuve des endroits de villégiatures sains qui leur permettent d'exercer des sports de plein air tels le camping, le canotage, la chasse, la pêche, la baignade et l'observation de la nature sauvage.

La plus grande partie des rivages du fleuve est propriété privée et sur les 110 îles à peine 17, les plus petites, sont aussi propriétés publiques. Ce qui rend très difficile pour le citoyen moyen l'accès aux îles ou aux rives.

Ces espaces devraient en fait être aménagés pour la population complète du

Québec, surtout les familles à faible revenu et les gens qui ne disposent pas de longues périodes pour se déplacer dans la nature.

L'équilibre écologique

Cette région renferme à l'origine en plus d'espaces boisés et de plages naturelles d'immenses baies marécageuses, milieu particulièrement favorable au développement de quantité de plantes et d'animaux, surtout des oiseaux. Malheureusement, il reste peu de ces espaces et ce qui reste est continuellement en danger d'être envahi par le "progrès". "On transforme des terrains publics naturels en zones urbanisées non naturelles, et ce pour le bénéfice de quelques privilégiés, habituellement des promoteurs sans scrupules. Non seulement pouvons-nous nous passer de ce genre de progrès, mais encore à long terme nous ne pourrions même pas nous permettre de le tolérer", comme le dit si bien M. Tony LeSautour, président de la Fédération québécoise de la faune et initiateur du projet.

Dégradation continue

Quoique le projet "Un fleuve, un parc" ait été lancé en 1971 et que tous les corps publics des mu-

nicipalités riveraines aient été sensibilisés à la question, l'abâtardissement du milieu se continue de plus belle.

Certains chenaux des îles de Boucherville subissent encore les méfaits de remplissage continuels malgré l'injonction qui a été levée quant à un chenal en particulier. La ville de Longueuil, avec en tête le maire Robidas, persiste à ensevelir sous la terre certains excellents terrains marécageux en utilisant comme excuse qu'elle "aménage ses rives".

Quant aux petites îles où on a déversé l'argile récupérée en fonds du fleuve pour la canalisation, ruinant ainsi leur milieu écologique naturel, elles sont tellement nombreuses qu'il serait impossible de les énumérer.

Le citoyen face à ce problème

M. Victor Goldbloom, responsable de la qualité de l'environnement et ministre des Affaires municipales, a fait voter une somme de \$250,000 (ce qui est peu mais un excellent début) pour parfaire les études sommaires déjà entreprises par les étudiants qui ont participé au projet "Un fleuve, un parc". Malgré cela, les travaux de remblayage continuent toujours.

Ce qu'il faudrait c'est le décret d'un moratoire empêchant toutes modifications au milieu écologique des îles et des rives tant par les municipalités et les individus que les industries jusqu'à ce que les résultats des études entreprises soient connus.

Pour ce faire, dans le contexte social actuel du Québec, il n'y a qu'un

moyen: c'est la pression politique. Il semblerait que le gouvernement Bourassa ne soit sensible qu'à ce moyen de persuasion (bien entendu, après la contribution à la caisse électorale).

C'est pourquoi les citoyens, les associations et les groupes de pression devraient communi-

quer par lettre ou par télégramme avec leur député provincial que ce dernier soit bien renseigné sur ce que pense ses commettants sur la question.

"C'est une question de vie ou de mort pour l'avenir des habitants de cette section du fleuve", selon M. LeSautour.

Chez les Expos

Le bois mort Hunt et Bailey retarde le progrès des jeunes

par Richard Comeau

Tout au long de l'hiver, la direction des Expos, reconnaissant sa grande faiblesse aux deuxième et troisième coussins, a tenté de conclure plusieurs échanges avec des équipes de la ligue Nationale pour améliorer cette situation: ce fut toutefois peine perdue.

Lors du camp d'entraînement, Pepe Frias, un jeune athlète de 24 ans, a causé une forte surprise en excellant à l'offensive (11 coups sûrs en 32 présences au marbre en 17 parties pour une moyenne de .344) et à la défensive. On savait que Frias était adroit avec son gant mais sa tenue au bâton a émerveillé tout le monde.

Frias était donc en droit de s'attendre à voir un peu d'action comme membre du champ intérieur des Expos, d'autant plus qu'il peut exceller autant au deuxième coussin qu'au troisième coussin. Pourtant, lors des quatre premières parties des Expos, le jeune Porto-Ricain n'a fait qu'une seule présence sur le terrain, soit comme cinquième membre du champ intérieur lors de la neuvième manche du match inaugural à Chicago.

Pendant ce temps, Ron

Hunt et Bob Bailey ont été désignés par Gene Mauch pour débiter chacun des quatre premières parties de la saison 1973.

Lors du camp d'entraînement, Hunt n'avait conservé qu'une moyenne de .240, soit 12 coups sûrs en 50 présences au bâton en 19 parties, tandis que Bailey, grâce à un effort supplémentaire lors des dernières parties hors concours, avait réussi à maintenir une moyenne de .302, soit 16 coups sûrs en 53 présences au bâton en 17 parties. De plus, Bailey avait été retiré 12 fois sur trois prises, soit une fois à toutes les quatre présences au marbre!

Lors du premier match, Hunt obtient un coup sûr en quatre présences au marbre mais commet une erreur sur un jeu de routine à la neuvième manche et est directement responsable de la défaite des Expos. Pendant ce temps, Bailey est blanchi en quatre présences au marbre.

Lors du second match, Hunt a été blanchi en trois présences au marbre tandis que Bailey obtenait un coup sûr en quatre présences au marbre. Toutefois, Bailey n'a pu faire compter Boots Day du troisième coussin avec un

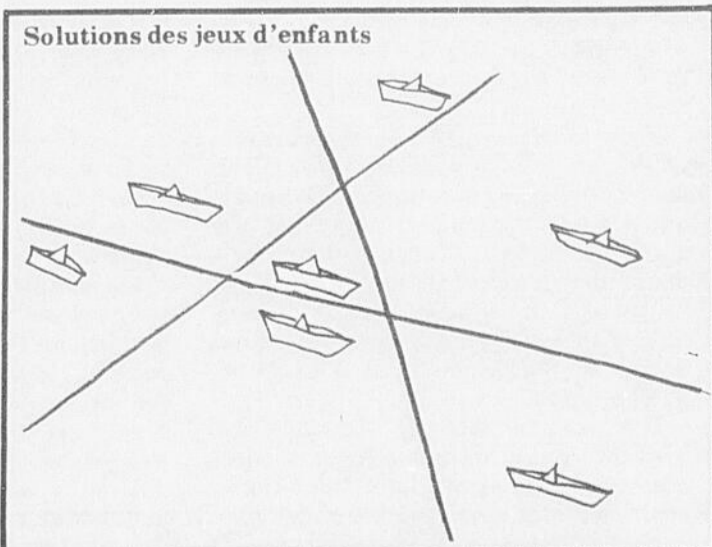
retrait à la huitième manche pour assurer la victoire à son équipe. Un ballon au champ extérieur aurait pourtant suffi!

Lors du troisième match, Hunt n'a pu faire mieux que d'obtenir un coup sûr en cinq présences au marbre tandis que Bailey était blanchi en trois présences au marbre.

Lors du quatrième match, Hunt a obtenu un coup sûr en quatre présences au marbre mais a trébuché en tentant d'attraper une balle frappée par Steve Carlton lors d'une poussée de quatre points des Phillies. De son côté, Bailey n'a rien fait au bâton (aucun coup sûr en trois présences) et a été "pourri" à la défensive.

Frias est patient

Voilà ce que Frias a vu de sa place sur le banc lors des quatre premières parties des Expos. Il n'a rien dit des "performances" de ses deux coéquipiers. Il attend patiemment le jour où Hunt et Bailey se seront détruits eux-mêmes par leur lamentable tenue tant à l'offensive qu'à la défensive. Et il sait fort bien que ce jour n'est pas si loin!



Solution des Mots corsés de la page 29

| | | | | | | | | | | | |
|----|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 |
| 1 | M | O | R | G | E | N | T | A | L | E | R |
| 2 | A | V | O | R | T | E | R | E | T | I | M |
| 3 | T | A | V | E | R | N | E | S | A | V | E |
| 4 | R | I | E | I | E | M | E | L | A | N | |
| 5 | I | R | R | U | P | T | I | O | N | L | A |
| 6 | A | E | T | E | R | L | E | G | | | |
| 7 | R | D | E | S | E | R | T | E | U | S | E |
| 8 | C | O | U | R | S | E | I | N | S | R | |
| 9 | A | V | O | I | R | S | E | R | T | I | E |
| 10 | L | U | N | V | E | S | A | R | I | E | |
| 11 | E | L | L | E | V | A | G | A | I | N | |
| 12 | S | E | N | S | U | E | L | L | E | S | U |

Québec-Pressé

a besoin de vous

Le Québec

a besoin de

Québec-Pressé

Participez au seul effort véritable et coopératif pour créer une presse libre, au Québec.

Libre à l'égard des grandes entreprises qui paient des grosses annonces dans les autres média.

Libre à l'égard des gouvernements et des partis.

Cette liberté fait de QUEBEC-PRESSE le seul journal au Québec qui n'a peur de rien et de personne.

La liberté de QUEBEC-PRESSE lui vient des milliers de sociétaires qui, depuis trois ans, lui ont donné leur appui.

Devenez sociétaire et co-propriétaire de QUEBEC-PRESSE en souscrivant une part sociale de \$25. pour les individus et de \$100. pour les organismes. (Les paiements peuvent être échelonnés sur plusieurs mois).

*Remplis la formule de demande d'adhésion ci-dessous et retourne-la, avec ta remise, à 9670 Pélouin, Montréal 358.
Pour plus d'informations, appelle Monique Vanden à 381-8684.*

Nom

Adresse

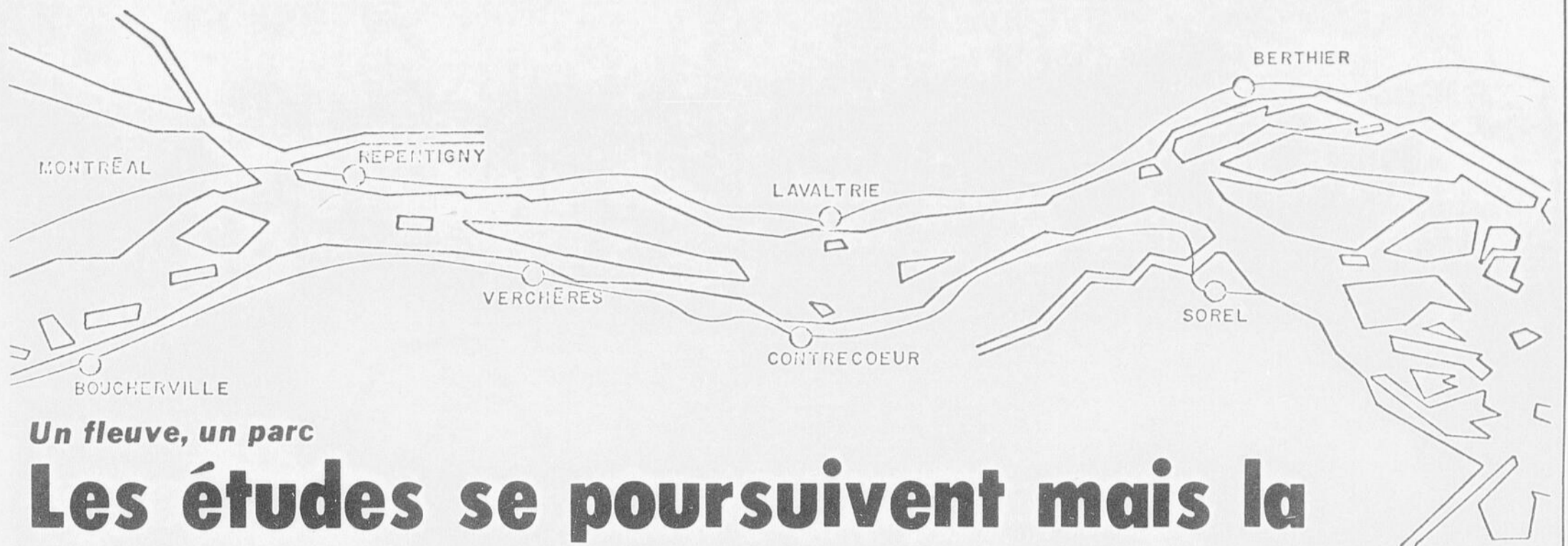
..... Tél.

Occupation. Date de naissance.
(jour, mois, année)

Je, soussigné, demande à devenir membre de l'Association coopérative des publications populaires dont le siège social est à Montréal.

Je m'engage à respecter les statuts et règlements de l'Association et je souscris.
part(s) sociale(s) à \$25 la part pour les individus et.
part(s) sociale(s) à \$100 pour les organismes.

Date. 197.
signature du membre



Un fleuve, un parc

Les études se poursuivent mais la dévastation des rives et des îles aussi

par Le Loup Repu

"Un fleuve, un parc!" C'est un slogan qu'on entend de plus en plus souvent dans la région métropolitaine et le long du Saint-Laurent, entre Montréal et le lac Saint-Pierre.

Il désigne un projet de récupération des rives du fleuve et des 110 îles qui s'échelonnent en face des villages historiques, de l'île Sainte-Hélène — dont la transformation en emplacement pour l'Expo 67 est discutable au point de vue écologie — jusqu'à la multitude d'îles en amont du lac Saint-Pierre où l'on continue toujours à drainer plus ou moins utilement.

Le but principal du projet est de protéger l'environnement naturel de ces espaces et de procurer aux trois millions de personnes qui habitent à moins de 50 milles du fleuve des endroits de villégiatures sains qui leur permettent d'exercer des sports de plein air tels le camping, le canotage, la chasse, la pêche, la baignade et l'observation de la nature sauvage.

La plus grande partie des rivages du fleuve est propriété privée et sur les 110 îles à peine 17, les plus petites, sont aussi propriétés publiques. Ce qui rend très difficile pour le citoyen moyen l'accès aux îles ou aux rives.

Ces espaces devraient en fait être aménagés pour la population complète du

Québec, surtout les familles à faible revenu et les gens qui ne disposent pas de longues périodes pour se déplacer dans la nature.

L'équilibre écologique

Cette région renferme à l'origine en plus d'espaces boisés et de plages naturelles d'immenses baies marécageuses, milieu particulièrement favorable au développement de quantité de plantes et d'animaux, surtout des oiseaux. Malheureusement, il reste peu de ces espaces et ce qui reste est continuellement en danger d'être envahi par le "progrès". "On transforme des terrains publics naturels en zones urbanisées non naturelles, et ce pour le bénéfice de quelques privilégiés, habituellement des promoteurs sans scrupules. Non seulement pouvons-nous nous passer de ce genre de progrès, mais encore à long terme nous ne pourrions même pas nous permettre de le tolérer", comme le dit si bien M. Tony LeSautour, président de la Fédération québécoise de la faune et initiateur du projet.

Dégradation continue

Quoique le projet "Un fleuve, un parc" ait été lancé en 1971 et que tous les corps publics des mu-

nicipalités riveraines aient été sensibilisés à la question, l'abâtardissement du milieu se continue de plus belle.

Certains chenaux des îles de Boucherville subissent encore les méfaits de remplissage continu malgré l'injonction qui a été levée quant à un chenal en particulier. La ville de Longueuil, avec en tête le maire Robidas, persiste à ensevelir sous la terre certains excellents terrains marécageux en utilisant comme excuse qu'elle "aménage ses rives".

Quant aux petites îles où on a déversé l'argile récupérée au fonds du fleuve pour la canalisation, ruinant ainsi leur milieu écologique naturel, elles sont tellement nombreuses qu'il serait impossible de les énumérer.

Le citoyen face à ce problème

M. Victor Goldbloom, responsable de la qualité de l'environnement et ministre des Affaires municipales, a fait voter une somme de \$250,000 (ce qui est peu mais un excellent début) pour parfaire les études sommaires déjà entreprises par les étudiants qui ont participé au projet "Un fleuve, un parc". Malgré cela, les travaux de remblayage continuent toujours.

Ce qu'il faudrait c'est le décret d'un moratoire empêchant toutes modifications au milieu écologique des îles et des rives tant par les municipalités et les individus que les industries jusqu'à ce que les résultats des études entreprises soient connus.

Pour ce faire, dans le contexte social actuel du Québec, il n'y a qu'un

moyen: c'est la pression politique. Il semblerait que le gouvernement Bourassa ne soit sensible qu'à ce moyen de persuasion (bien entendu, après la contribution à la caisse électorale).

C'est pourquoi les citoyens, les associations et les groupes de pression devraient communi-

quer par lettre ou par télégramme avec leur député provincial que ce dernier soit bien renseigné sur ce que pense ses commettants sur la question.

"C'est une question de vie ou de mort pour l'avenir des habitants de cette section du fleuve", selon M. LeSautour.

Chez les Expos

Le bois mort Hunt et Bailey retarde le progrès des jeunes

par Richard Comeau

Tout au long de l'hiver, la direction des Expos, reconnaissant sa grande faiblesse aux deuxième et troisième coussins, a tenté de conclure plusieurs échanges avec des équipes de la ligue Nationale pour améliorer cette situation: ce fut toutefois peine perdue.

Lors du camp d'entraînement, Pepe Frias, un jeune athlète de 24 ans, a causé une forte surprise en excellant à l'offensive (11 coups sûrs en 32 présences au marbre en 17 parties pour une moyenne de .344) et à la défensive. On savait que Frias était adroit avec son gant mais sa tenue au bâton a émerveillé tout le monde.

Frias était donc en droit de s'attendre à voir un peu d'action comme membre du champ intérieur des Expos, d'autant plus qu'il peut exceller autant au deuxième coussin qu'au troisième coussin. Pourtant, lors des quatre premières parties des Expos, le jeune Porto-Ricain n'a fait qu'une seule présence sur le terrain, soit comme cinquième membre du champ intérieur lors de la neuvième manche du match inaugural à Chicago.

Pendant ce temps, Ron

Hunt et Bob Bailey ont été désignés par Gene Mauch pour débiter chacun des quatre premières parties de la saison 1973. Lors du camp d'entraînement, Hunt n'avait conservé qu'une moyenne de .240, soit 12 coups sûrs en 50 présences au bâton en 19 parties, tandis que Bailey, grâce à un effort supplémentaire lors des dernières parties hors concours, avait réussi à maintenir une moyenne de .302, soit 16 coups sûrs en 53 présences au bâton en 17 parties. De plus, Bailey avait été retiré 12 fois sur trois prises, soit une fois à toutes les quatre présences au marbre!

Lors du premier match, Hunt obtient un coup sûr en quatre présences au marbre mais commet une erreur sur un jeu de routine à la neuvième manche et est directement responsable de la défaite des Expos. Pendant ce temps, Bailey est blanchi en quatre présences au marbre.

Lors du second match, Hunt a été blanchi en trois présences au marbre tandis que Bailey obtenait un coup sûr en quatre présences au marbre. Toutefois, Bailey n'a pu faire compter Boots Day du troisième coussin avec un

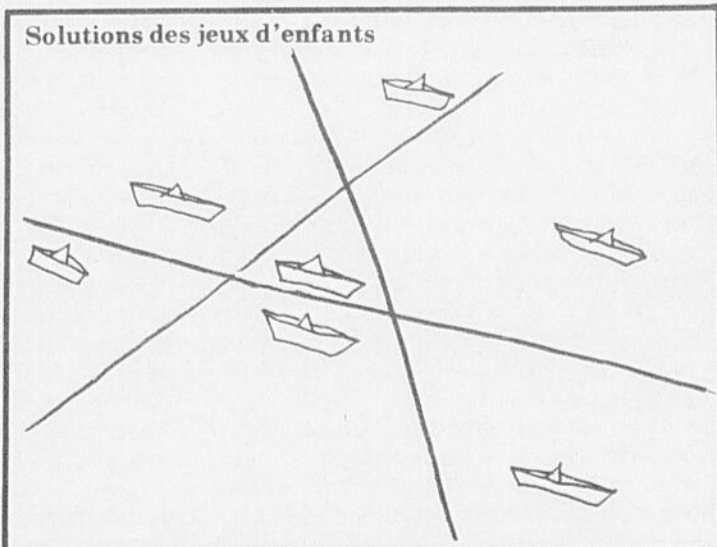
retrait à la huitième manche pour assurer la victoire à son équipe. Un ballon au champ extérieur aurait pourtant suffi!

Lors du troisième match, Hunt n'a pu faire mieux que d'obtenir un coup sûr en cinq présences au marbre tandis que Bailey était blanchi en trois présences au marbre.

Lors du quatrième match, Hunt a obtenu un coup sûr en quatre présences au marbre mais a trébuché en tentant d'attraper une balle frappée par Steve Carlton lors d'une poussée de quatre points des Phillies. De son côté, Bailey n'a rien fait au bâton (aucun coup sûr en trois présences) et a été "pourri" à la défensive.

Frias est patient

Voilà ce que Frias a vu de sa place sur le banc lors des quatre premières parties des Expos. Il n'a rien dit des "performances" de ses deux coéquipiers. Il attend patiemment le jour où Hunt et Bailey se seront détruits eux-mêmes par leur lamentable tenue tant à l'offensive qu'à la défensive. Et il sait fort bien que ce jour n'est pas si loin!



Solution des Mots corsés de la page 29

| | | | | | | | | | | | |
|----|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 |
| 1 | M | O | R | G | E | N | T | A | L | E | R |
| 2 | A | V | O | R | T | E | R | E | T | I | M |
| 3 | T | A | V | E | R | N | E | S | A | V | E |
| 4 | R | I | E | L | E | M | E | L | A | N | |
| 5 | I | R | R | U | P | T | I | O | N | L | A |
| 6 | A | E | T | E | R | L | E | G | | | |
| 7 | R | D | E | S | E | R | T | E | U | S | E |
| 8 | C | O | U | R | S | E | I | N | S | R | |
| 9 | A | V | O | I | R | S | E | R | T | I | E |
| 10 | L | U | N | V | E | S | A | R | I | | |
| 11 | E | L | L | E | V | A | G | A | I | N | |
| 12 | S | E | N | S | U | E | L | L | E | S | U |

Drapeau s'attaque au Jardin Botanique

par Denis Vincent

Le Regroupement pour la préservation des espaces verts lançait mardi dernier au cours d'une conférence de presse dans un hôtel de la place Jacques-Cartier un véritable cri d'alarme. Après le parc Viau menacé par un obscur projet

Le réaménagement du Jardin Botanique

Des plans et devis, de la division du parc Olympique au service des travaux publics de la ville de Montréal, datés du 29 mars et signés par le surintendant Claude Phaneuf, entraînent les changements suivants au Jardin Botanique et dans le parc Maisonneuve:

a) la rue Sherbrooke sera élargie du boulevard Pie-IX à la rue Viau et reconstruite en dépression d'une dizaine de pieds par rapport à son niveau actuel;

b) tous les ormes (près de 300) le long de cette artère seront abattus;

c) on empiètera sur le territoire actuel du Jardin Botanique, du tennis et du golf municipal pour élargir la rue Sherbrooke et aménager des talus;

d) le jardin des annuelles, les cascades, les fontaines et les magnifiques conifères de la grande place d'entrée du Jardin Botanique seront sacrifiés au

de construction du Village olympique, le Jardin Botanique risque également d'être sacrifié à la gloire du maire Jean Drapeau. La plupart des textes qui apparaissent sur cette question proviennent du Regroupement. Nous les repreneons à notre compte.

nouveau réseau de circulation:

e) les jardins modèles, les jardinets d'écoliers et les jardins d'essai des plantes annuelles laisseront place à un talus puis à un terrain de stationnement le long de la rue Sherbrooke;

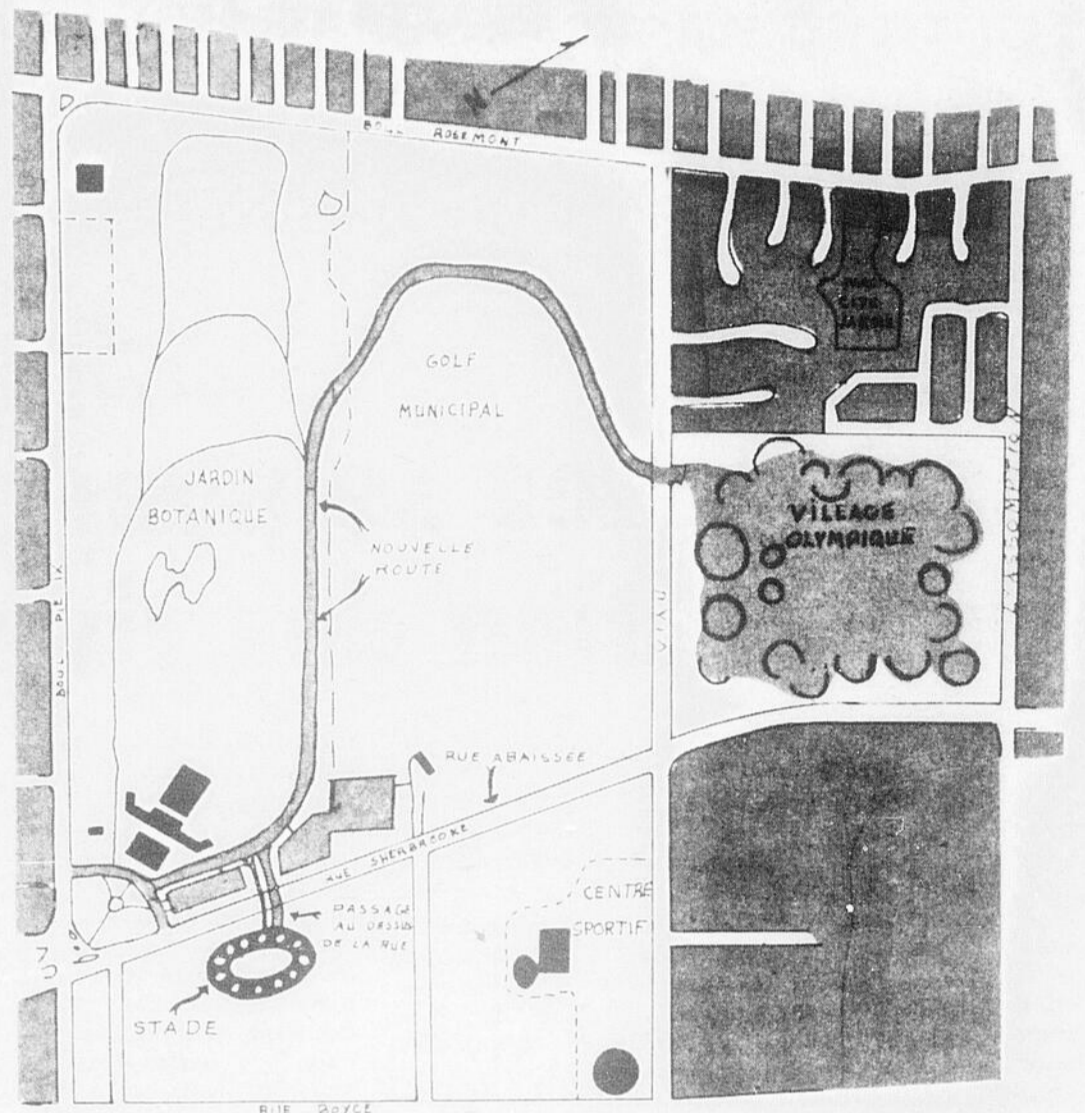
f) à la hauteur du jardin d'essai une voie "à circulation contrôlée" passera au-dessus de la rue Sherbrooke en provenance du stade olympique et entrera de plain-pied dans le Jardin Botanique pour pénétrer vers le nord le long de la ligne boisée de démarcation entre le Jardin et le golf Maisonneuve.

Dans le plan projeté par l'administration municipale, la voie de circulation prévue se perd à mi-chemin dans le Jardin Botanique. Il faut préciser cependant que le plan actuel est partiel. Il est destiné à l'appel d'offres pour l'ensemble des travaux décrits ci-dessus, soit l'élargissement de la rue Sherbrooke, l'aménagement des terrains du Jar-

din Botanique et du golf Maisonneuve en bordure de cette rue et la construction d'une voie de circulation à partir du stade olympique vers le nord du Jardin.

De bonne source, nous tenons que l'administration doit procéder à cet appel d'offres au cours d'une conférence de presse, demain. Une autre hypothèse voudrait que les soumissions soient données plus "discrettement" à l'intérieur d'appels d'offres pour des travaux beaucoup plus considérables.

Nous tenons également de source sûre que la voie projetée à l'intérieur du Jardin Botanique doit rejoindre le boulevard Rosemont à la hauteur de la 29e ou de la 30e avenue. Une autre hypothèse sérieuse voudrait que le boulevard Saint-Joseph soit éventuellement prolongé d'ouest en est, pour rejoindre cette nouvelle voie de circulation à l'intérieur du Jardin Botanique.



RELATION JARDIN BOTANIQUE GOLF VIAU

La gêne évidente que manifeste le maire Drapeau avant de présenter ses projets d'aménagement immédiat du site olympique permet de craindre que le parc Viau soit sacrifié au Village olympique et qu'une route conduisant du Village au stade massacre le Jardin Botanique. Une autre hypothèse parle de l'ouverture éventuelle du boulevard Saint-Joseph à travers le Jardin et de la vente du reste du golf municipal à des entrepreneurs de maisons d'appartements à fort rendement.

Goldbloom "ignorait" tout

Le ministre des Affaires municipales, M. Victor Goldbloom, rencontre demain matin à ses bureaux de la rue Crémazie à Montréal, une délégation du Regroupement pour la préservation des espaces verts.

Il sera alors question du massacre que prépare l'administration des villes de Montréal du Jardin Botanique. On parlera également du parc Viau et de la menace que le maire Drapeau laisse planer sur son existence depuis plusieurs années.

Nous ne savons pas si les hypothèses pessimistes du Regroupement se concrétiseront. Nous croyons toutefois que ces menaces sont réelles. Mercredi, à l'Assemblée nationale, le ministre Goldbloom, interrogé par le député Marcel Léger, déclarait: "Je ne suis pas encore saisi d'un projet précis. J'ai déclaré mon intention de sauvegarder les espaces verts, ceci avec une planification générale sur l'île de Montréal, où les espaces verts se font rares. J'attends que l'on me propose quelque chose pour que je puisse réagir." Il ajoutait: "Si je peux mettre la main dessus, je m'en occuperai".

A la suite de la rencontre de demain, nous espérons qu'il prendra les moyens voulus pour obtenir les informations qu'il demande un peu trop poliment depuis plusieurs mois.

Drapeau se tait

Il est inadmissible que le maire de Montréal, dont le mandat a été renouvelé dans les circonstances que l'on sait en octobre 1970, refuse de faire connaître des projets qui affectent toute la population. A cause de l'exposition universelle, nous sommes pri-

vés à toutes fins pratiques de l'usage de l'île Sainte-Hélène ou continuent de s'abîmer des pavillons qui devaient être démolis par les pays exposants dès la fin de l'Expo. Jean Drapeau ne l'a pas voulu. Et nous devons payer des déficits chaque année pour ces reliques désuètes.

S'il fallait maintenant sacrifier le Jardin Botanique pour les Jeux de 1976, ce serait payer trop cher la gloire d'un seul homme. Nous espérons que le ministre Goldbloom réagira de la même façon.

Montréal dans la cave

La ville de Montréal est loin de figurer avantageusement au "classement des espaces verts" des villes d'Amérique du Nord. Montréal, qui s'appête à sacrifier le parc Viau et le jardin Botanique pour la réalisation des Jeux Olympiques, ne compte que 2.6 acres d'espaces verts par 1,000 habitants. Ce qui la laisse loin derrière Cincinnati qu'y en compte 10.1.

Alors que les urbanistes préconisent la création de nouveaux espaces verts, à Montréal on abat des arbres et on construit des chemins à travers des parcs.

| | |
|-------------------|---------------------------|
| Cincinnati | 10.1 acres/1000 habitants |
| Washington | 9.9 |
| San Francisco | 5.1 |
| New York | 4.7 |
| Toronto | 3.0 |
| Ville de Montréal | 2.6 |

Le petit Kremlin de la rue Notre-Dame

(D.V.) Un véritable règne de terreur semble s'abattre sur les fonctionnaires de la ville de Montréal. Depuis maintenant treize ans que le maire Jean Drapeau est retourné à l'hôtel de ville, il devient de plus en plus impossible pour les journalistes et par ricochet pour la population de savoir ce qui s'y décide. Depuis le départ du président Saulnier, la situation a continué d'empirer. Même des conseillers municipaux ne parviennent pas à savoir le comment et le pourquoi et le quand et le combien de certaines décisions qui sont prises.

Nous nous préparons actuellement aux Jeux olympiques de 1976. C'est le dernier dada du maire Drapeau qui a réussi à préparer un budget au nom du Comité d'organisation des Jeux olympiques, budget qui laisse la place à toutes les interrogations et qui n'est même pas digne d'un devoir de mathématiques d'un élève du cours primaire.

Des appels d'offres seront faits bientôt pour l'aménagement des abords du site olympique. Nous ignorons pourtant toujours les plans glo-

baux de cet aménagement. Nous devons à l'aide de bribes d'informations reconstituer le casse-tête.

Le parc Viau comme site du Village olympique? On en parle depuis plusieurs années maintenant. Aujourd'hui, nous prenons connaissance de plans et devis qui prévoient le massacre du Jardin botanique.

Le Regroupement a tenté, en vain, d'obtenir des précisions à l'Hôtel de Ville, sur ces plans et devis. On se serait cru au Kremlin à l'époque de Staline. Pour un peu, on croirait entendre pâlir les fonctionnaires au bout du fil. Ils ne semblent pas craindre d'être congédiés, mais ils craignent quelque chose d'autre. Quoi? On ne sait pas. Eux non plus. Mais la loi de l'omerta joue. Et elle semble aussi éloquent qu'en Sicile.

La semaine dernière, nous disions soupçonner que des passes seront tentées lors "de la préparation aux Jeux Olympiques. Si le golf municipal et le Jardin botanique sont livrés à la spéculation, nous aurons compris que nous avions raison. Ce qui ne nous rendra pas plus fiers pour autant.

Une perte intolérable pour les Montréalais

Dès 1931, le frère Marie-Victorin, en pleine période de dépression économique, avait convaincu le Comité exécutif de l'époque de consacrer une vaste partie du parc Maisonneuve à un Jardin Botanique. Un territoire de 180 acres fut consacré à cette fin à l'intérieur du parc Maisonneuve.

Le Jardin fut ouvert au public le 4 août 1936. Nommé conservateur à ce moment, monsieur Henry Teuscher conçut et exécuta les plans du Jardin. Il s'en occupa d'ailleurs jusqu'en 1962. Pour Teuscher, le Jardin Botanique était "avant tout une institution à but éducatif. Sans le détourner de sa fonction primordiale qui est de servir la cause de la science, un jardin botanique doit concourir dans une large mesure à la formation du public et à son épanouissement. L'homme de ville vit emprisonné dans des structures de béton et il éprouve le besoin, peut-être inconscient, de reprendre contact avec la nature. Tous ces arbres, ces plantes, ces fleurs, il peut enfin les contempler de près, poser longuement son regard sur ces merveilles dont il n'a fait que frôler la beauté sans avoir le loisir de s'y arrêter. Quand il sera au Jardin c'est précisément pour tout voir, pour sentir de cette vie autour de lui, pour en respirer les o-

deurs." Comment mieux expliquer que Henry Teuscher, ce concepteur génial du Jardin, le rôle de cette institution dans la vie du citoyen montréalais?

Il y a plus de 600 jardins botaniques dans le monde et le Jardin Botanique de Montréal est considéré comme le troisième en importance après celui de Londres et de Berlin. Il compte plus d'une trentaine de jardins spécialisés sans compter ses serres et son institut botanique, centre de recherches scientifiques reconnu mondialement. Il coûte au budget municipal \$900,000.00 dollars par année, mais il attire plus d'un million et demi de visiteurs annuellement en plus d'assurer au citoyen "le retour vers la nature, grâce à l'éducation, une éducation si facile, si aimable que tous apprennent quelque chose sans s'en rendre compte". (H. Teuscher)

L'intégrité du Jardin Botanique

On imagine mal que cette oasis de beauté, de verdure et de silence, consacrée depuis bientôt quarante ans à des fins scientifiques, éducatives et récréatives soit ainsi, pour les fins d'un réseau routier, morcelée par des voies de circulation et amputée de terrains qui représentent quarante ans de travail. Nous ne pouvons

dilapider ainsi le patrimoine culturel, scientifique et récréatif de Montréal. Le Jardin Botanique doit garder son identité propre.

Le projet actuel crée un précédent aux conséquences incalculables. Qui assurera à la population que d'autres parties du Jardin ne seront pas appelées à disparaître dans l'avenir pour différents motifs? Qui assurera à la population qu'aucune autre voie de circulation ne viendra s'ajouter à la première? Si on ose actuellement mettre en péril l'intégrité du Jardin Botanique, îlot de silence, symbole de l'importance de la nature de notre milieu, quelles garanties de protection nous reste-t-il, en rapport avec des espaces et des territoires moins importants et non consacrés par l'usage?

L'empiètement de la pollution

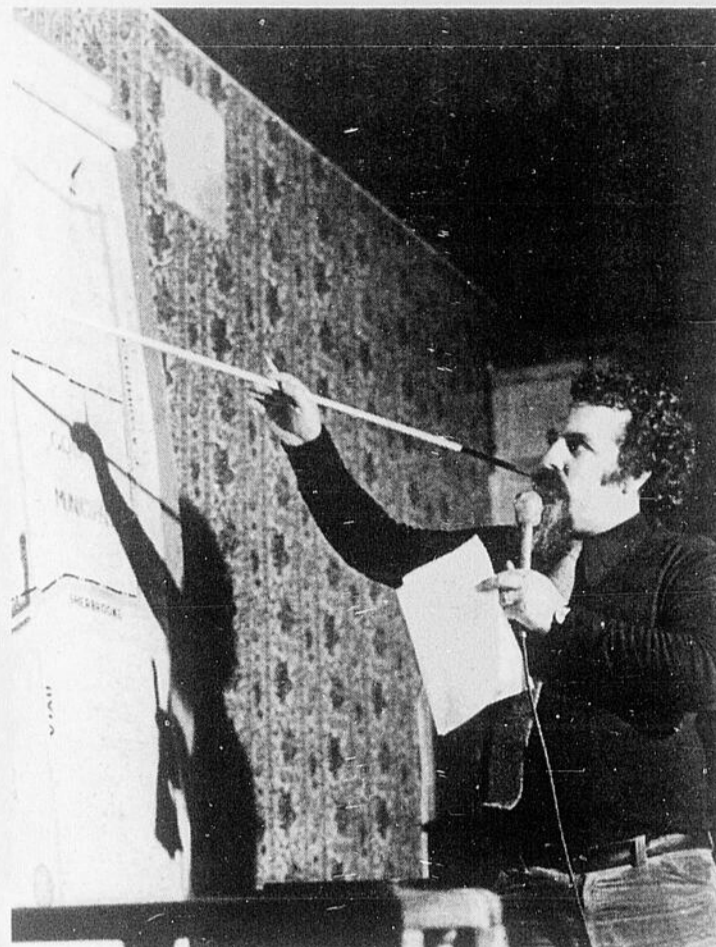
Avec le projet actuel, le caractère d'intimité du Jardin est gravement compromis: sa dégradation devient une affaire de temps. La perte de plus de 800 arbres du côté de la rue Sherbrooke représente une détérioration irrécupérable. Même relocalisés à grands frais, les fontaines, les cascades, les jardins d'annuelles n'auront plus jamais la même valeur. C'est un symbole qui disparaît avec les ormes de la rue Sherbrooke, les jar-

dinets d'écoliers, et la place d'entrée du Jardin. Une voie de circulation dans les boisés entre le golf Maisonneuve et le Jardin, c'est l'empiètement du bruit, de la pollution et du ciment dans ce sanctuaire de la nature et de la science.

Ce précédent inouï ne peut passer sous silence. Si cette "décision" représente l'opinion de la population, que l'administration municipale fournisse toute l'information nécessaire. Le Regroupement s'engage à défendre le Jardin Botanique dans le débat public qui s'ensuivrait et ne craint pas le résultat.

De partout se lèveront des voix pour défendre le Jardin Botanique. Humbles ou prestigieux, ouvriers ou hommes de science, éducateurs, mères de famille, citoyens de toute origine ethnique ne manqueront pas de faire connaître leur position au sujet d'une "décision" aussi grave.

Le Jardin Botanique représente trop pour la communauté montréalaise, on y a trop mis de temps, d'énergie, d'argent, on sait trop l'importance d'un tel espace naturel dans un milieu urbain déjà profondément affecté par la pollution, pour laisser les scies mécaniques couper les grands conifères et le bulldozer fouler les jardins d'écoliers et les plates-bandes d'annuelles.



M. Jean-Claude Marsan, architecte-urbaniste, l'un des principaux porte-parole du Regroupement à la conférence de presse, est l'un des fondateurs de l'Association Espaces Verts Montréal qui lutte avec succès depuis plusieurs mois pour sauver le magnifique domaine du collège de Montréal de la spéculation immobilière.

photo Yvan Poupart

AVIS: Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social considère que le danger pour la santé croît avec l'usage.

C'EST PLEIN D'ALLURE!



COURSES

Blue Bonnets

AVRIL

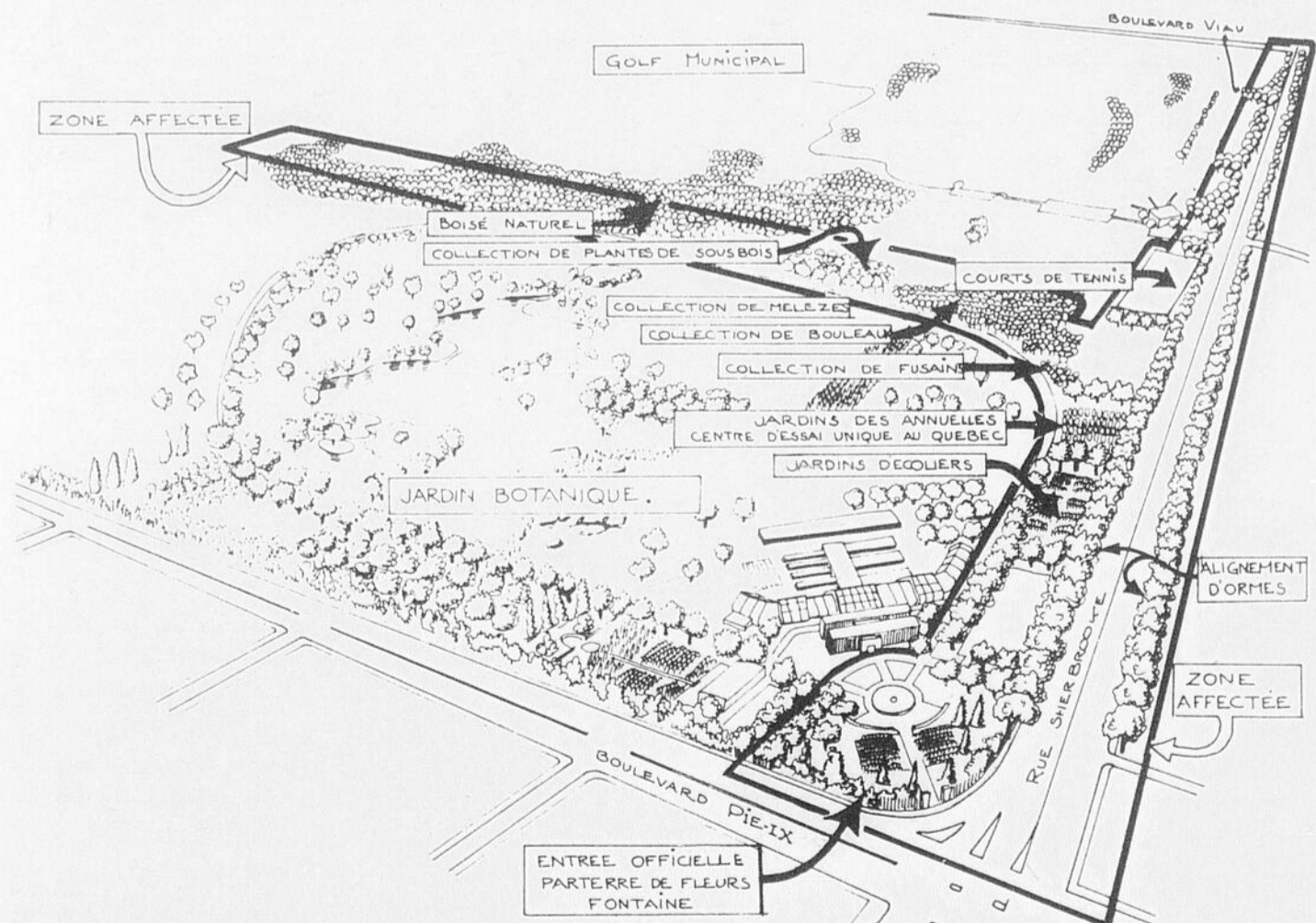
DIM. LUN. MAR. MER. JEU. VEN. SAM.

TOUS LES JOURS SAUF LE MARDI

Courses sous harnais à Blue Bonnets

Le premier départ sur semaine est donné à 7h45 p.m. le dimanche, le premier départ est à 2h00 p.m.

*Sauf le lundi, le 30 avril, alors que les courses sous harnais se tiendront au Parc Richelieu.



Tout ce qui apparaît à l'intérieur du trait noir serait affecté par le projet de l'hôtel de ville et remplacé par des rues, des trottoirs, des terrains de stationnement...



Le hockey professionnel,

Une mine d'or partagée entre privilégiés

par André Houle

Guy Lafleur, à sa deuxième année chez les pros, devient millionnaire! Et pourtant, personne n'a poussé les hauts cris. Il faut dire qu'on est habitué depuis un bon bout de temps à cette danse des millions dans l'entreprise du sport professionnel. Si le hockey avait pris du recul au chapitre des salaires des joueurs, il faut admettre qu'il s'est fort bien rattrapé. Orval Tessier avait bien raison de déclarer l'autre soir à la Soirée du hockey qu'il était né 20 ans trop tôt. Aussi, l'Association des joueurs a bien raison de refuser la fusion de la LNH et de l'AMH. La surenchère dans quelque sport professionnel que ce soit, c'est une bonne vache à lait pour les athlètes. Tant mieux pour eux! Mais au fond qui paie la note?

L'AMH a monté en flèche

Le groupe de financiers qui a créé l'AMH ne croyait certainement pas, au départ, voir ses actions prendre autant de valeur en si peu de temps. Au fait, l'AMH a réussi à faire une telle guérilla aux magnats de la LNH dans les salaires versés aux joueurs, que plusieurs gouverneurs du circuit Campbell songent déjà à la fusion... après une seule année de concurrence.

Si jamais une telle fusion survenait, ce serait les joueurs qui seraient les grands perdants. Un nouveau monopole serait alors créé au profit des propriétaires, et cela, en dépit du fait que l'AMH clame dur comme fer qu'elle n'acceptera jamais la clause de réserve. Quand on est encore au stade de la toute première croissance et qu'on veut attirer des athlètes chez soi, on concède beaucoup de choses. Cependant, une fois la maturité atteinte, on se repent parfois de ses péchés de jeunesse et on revient à des agissements plus... "rationnels". Les hommes d'affaires de l'Association mondiale ne sont pas plus bêtes ni moins rusés que leur grands frères de la vénérable grande ligue. De plus, ils ne semblent pas plus détachés des biens de la terre... Parce que la fusion favorise les intérêts des deux parties, elle se fera plus rapidement que prévu.

Et les joueurs, là-dedans...

Avec la manne de dollars qui déferle autour des amphithéâtres de hockey, les athlètes professionnels ont appris à brasser des affaires. Ceux qui sont moins doués dans ce domaine ont maintenant les moyens de se payer les services d'un conseiller. Aussi, voyant leurs intérêts menacés par la fusion, ils s'y opposeront. C'est normal. Cependant nous vivons dans un régime où le

capital est plus important que l'individu. Les bénéficiaires vont davantage du côté des investisseurs que du côté de ceux qui produisent ces bénéfices par leur travail. Aussi, il est à prévoir que les propriétaires auront le meilleur dans cette bataille qui s'annonce.

Les joueurs, avec la venue de la fusion, ne pourront plus exiger des salaires aussi importants parce qu'ils auront perdu une partie de leur pouvoir de marchandage. Cependant, ils auront eu la chance d'avoir procédé

à une période de "rattrapage". Il ne faut pas trop s'alarmer sur leur sort puisque le tout n'est encore qu'au stade des hypothèses. Et de toute façon, leur traitement promet d'être encore "décent" pour de nombreuses années à venir et les profits des proprios aussi. Après tout, une société évoluée comme la nôtre ne saurait se passer de sport professionnel sans en subir un profond déséquilibre. Et les services essentiels sont généralement dispendieux. Continuons donc d'y mettre le prix et cessons de regimber...

Coup de griffe

Une vieille polémique refait surface: le sport professionnel est-il arrangé?

(A.H.) Voilà que maintenant le "sieur" Théodore Aboud se mêle de venir jeter du discrédit sur l'honnêteté du sport professionnel et, en particulier, sur le hockey. Son témoignage a fait beaucoup de bruit et a contribué à alimenter une bonne partie des discussions à la taverne du coin. Je me permets donc de vous rapporter l'une des nombreuses que j'ai entendues.

- Après ce que je viens d'apprendre, ne me demande plus de croire en cette mafia qu'est le sport professionnel.

- Tu exagères, voyons! Après tout, quelle crédibilité faut-il accorder aux propos d'un membre de la pègre?

- T'es naïf mon vieux! Le hockey n'est pas différent des autres sports. Le football a eu son tour, la boxe est contrôlée par le monde interlope, la lutte est une farce et c'est partout pareil.

- Tu exagères, voyons!

- T'es naïf, mon vieux! Pourquoi crois-tu qu'on laisse la série Buffalo-Montréal s'éterniser? A \$100,000 la partie, ça rapporte. Et puis, essaie

donc de m'expliquer la défaite des Bruins?

- Ils sont tombés dans une léthargie.

- Une bien drôle de léthargie, oui, tous au même moment?

- Oui, mais c'est là tout l'imprévu du sport. Ce sont des hommes qui jouent au hockey et non des machines. L'histoire du sport professionnel est toute pleine de ces "grands revirements".

- Oui, en effet, je me rends compte qu'il y a plusieurs "grands revirements" passablement mystérieux...

- Tu exagères, voyons! Tiens, regarde, aux courses, ce n'est pas toujours le meilleur cheval qui gagne; ailleurs c'est un peu la même chose.

- Tu l'as dit, ça se ressemble en effet.

- Tu comprends tout de travers. Je te donne un autre exemple. En politique, c'est pas du sport, et pourtant il y a parfois des surprises et des "grands revirements" là aussi.

- Oui, t'as raison, mais, à ce que je sache, Théodore Aboud et O'Bront, ce sont des gens qui se connaissent bien...